

Bav. $\frac{9}{13581}$

N. 53

[Hornberg, Ewald Friedrich, Graf v.]

**EXPOSÉ
DES MOTIFS
QUI ONT ENGAGÉ
SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE
A S'OPPOSER
AU DEMEMBREMENT DE LA BAVIÈRE.**



JUILLET 1778.

EXPOSÉ
DES MOTIFS
QUI ONT ENGAGÉ
SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE
A S'OPPOSER
AU DÉVELOPPEMENT DE LA BAVIÈRE



JULIET 1778



Le Roi s'étoit flatté depuis la paix de Hubertsbourg de pouvoir vivre dans une harmonie constante avec la Cour de Vienne. Sa Majesté a employé dans cette vue tous les soins possibles pour cultiver l'amitié de S. M. l'Empereur des Romains & de S. M. l'Impératrice-Reine de Hongrie & de Bohême. C'est donc avec un regret d'autant plus sensible, qu'Elle voit cette bonne harmonie altérée par le démembrement inattendu de la Bavière, que la Cour de Vienne a entrepris après la mort du dernier Electeur de ce nom. Sa Majesté ne pouvoit regarder ce démembrement que comme diamétralement opposé à la justice, aux droits reconnus des plus proches heritiers du fief & de l'alleu de Bavière, ainsi qu'à la sûreté, à la liberté & à toute la Constitution de l'Empire Germanique. Elle a fait faire des représentations amicales & souvent réitérées à Leurs Majestés Impériales & Royales pour les faire revenir de leurs desseins. Il en est résulté des explications, des discussions & des négociations de longue durée. Mais tout ayant été inutile, les représentations du Roi n'ayant produit d'autre effet que celui d'un armement général, & les choses étant venues au point de la dernière extrémité, Sa Majesté ne sauroit se dispenser plus longtems d'exposer aux Puissances de l'Europe, aux Etats de l'Empire & au Public en général, les justes motifs qui l'engagent à s'opposer au démembrement de la Bavière, & à se porter au secours des opprimés, en faisant précéder à cet exposé un recit fidèle de ce qui s'est passé jusqu'ici dans cette affaire intéressante & en y joignant des pieces justificatives.

Maximilien Joseph, Electeur & Duc de Bavière, étant mort le 30. Décembre 1777. sans laisser des descendans, & la ligne Wilhelmine ou Ludovicienne de la maison de Bavière ayant été éteinte par là, Mr.



l'Electeur Palatin, comme le plus proche Agnat, prit le même jour possession de tous les Pais délaissés par ce Prince, au moyen d'une Patente, qui fut publiée en son nom. Personne ne pouvoit douter, d'après la qualité notoire de cette succession, que l'Electeur Palatin en conserveroit la possession entiere, à l'exception de ce que les héritiers allodiaux pouvoient en prétendre. Mais à la mi-Janvier de l'année 1778. on apprit de tout côté, que S. M. l'Impératrice-Reine avoit fait occuper par ses Troupes une grande partie de la Bavière, & qu'Elle avoit fait une Convention là-dessus avec l'Electeur Palatin. Le Chancelier de la Cour Prince de Kaunitz-Rietberg remit aussi le 20. Janvier au Baron de Riedesel, Envoyé du Roi à la Cour Impériale, comme aux autres Ministres des Cours étrangères résidans à Vienne, une Note, ¹⁾ dont la substance portoit: "Que S. M. l'Impératrice-Reine avoit des droits
"sur la Succession Bavaroise, qui dériveroient du chef de reversion des
"fiefs de Bohême, d'une Expectative sur la Comté de Mindelheim en
"Suabe, & d'une Investiture effective donnée par l'Empereur Sigis-
"mond à la Maison d'Autriche; que l'Electeur Palatin avoit reconnu
"ces droits; que S. M. l'Impératrice-Reine avoit à la vérité fait mar-
"cher un Corps suffisant de Troupes vers la Bavière, parceque l'E-
"lecteur Palatin avoit pris possession de tous les Etats de Bavière, mais
"que *peu après* tout mesentendu ayant été levé, on en avoit rapellé la
"plus grande partie, & n'avoit laissé passer en Bavière que le nombre
"nécessaire pour la prise de possession."

Le Roi reçut cette communication avec reconnoissance, mais d'après les notions générales, que S. M. avoit de la nature de la Succession de Bavière, Elle ne put pas s'empêcher de faire remettre à la Cour de Vienne par Son Envoyé, le Baron de Riedesel, le 7. de Février une Note, ²⁾ pour lui communiquer amicalement quelques reflexions & doutes: "Sur ce que la Couronne de Bohême vouloit regarder comme
"des fiefs dévolus à elle des Districts du Haut-Palatinat, dont le retour
"avoit été sans exception quelconque assuré par la Paix de Westphalie
"à la Maison Palatine au défaut de celle de Bavière; comment une Ex-
"pectative Impériale, donnée sans le consentement de l'Empire, puisse
"démembrer un grand Duché & Electorat appartenant à toutes les
"Branches de la Maison Palatine en vertu du Traité de Pavie, de la
"Bulle d'or & de la Paix de Westphalie; comment l'Electeur Palatin
"avoit pu transiger sur des objets pareils, & céder à une Maison étran-
"gère une partie si importante de l'ancien Patrimoine de sa Maison, au
"préjudice des Branches Palatines collaterales & des héritiers allo-
"diaux."

¹⁾ Voyés les Pieces annexes & justificatives No. 1. ²⁾ V. les Pieces justif. No. 2.



“diaux. „ On ajouta : “Que comme S. M. l’Empereur avoit fait saisir
“quelques Districts de la Bavière, qu’elle regardoit comme des fiefs
“vacants de l’Empire, on esperoit que l’intention de S. M. I. ne feroit
“pas de continuer à les occuper par des Troupes de sa Maison, ni
“d’en disposer autrement qu’avec la concurrence de l’Empire, en con-
“formité de l’Article II. de sa Capitulation ; que le Roi comme Prince
“de l’Empire ne pouvoit pas être indifférent à la vuë d’arrangemens si
“singuliers, qui paroissent influencer d’une manière si defavantageuse
“sur la conservation du systéme de l’Empire ; que S. M. attendoit de
“la justice & de la grandeur d’ame de LL. MM. II. qu’Elles se prête-
“roient à des explications amicales, pour trouver des moyens d’arranger
“la Succession de Bavière d’une manière conforme aux droits des diffé-
“rentes parties intéressées & aux Constitutions du Corps Germanique. „

Le Prince de Kaunitz donna pour réponse au Baron de Riedesel la Note du 16. Février, 3) qui devoit servir à lever les doutes & les objections faites de la part du Roi.

Sa Majesté se trouva si peu convaincue par les raisons contenues dans cette réponse, qu’Elle se crût obligée de faire remettre à la Cour de Vienne le 9. de Mars un nouveau Mémoire, 4) dans lequel on a démontré en précis, mais d’une manière convaincante, l’insuffisance des prétentions de S. M. l’Impératrice-Reine sur la Bavière, & où S. M. requiert à la fin instamment Leurs Majestés Impériales, “de remettre les
“choses dans l’état où elles ont été à la mort de l’Electeur de Bavière,
“& de se prêter à des voyes de conciliation, par les quelles on puisse
“arranger la Succession de Bavière d’une manière propre à conserver
“l’équilibre de l’Empire, ainsi que ses Constitutions & la Paix de West-
“phalie, & à assurer les droits & les intérêts de l’Electeur de Saxe, des
“Princes Palatins & des Ducs de Mecklenbourg. „ Tous ces Princes ayant pendant cet intervalle réclamé l’intervention du Roi, cela fut un motif de plus pour S. M. de réitérer ces représentations.

La Cour Impériale jugea à propos de repliquer par la Note du 1. Avril, 5) “Qu’elle n’entreroit plus dans une discussion de ses droits ;
“qu’elle ne se desisteroit pas de ses possessions légalement acquises ; que
“justice seroit rendue à ceux qui auroient à prétendre, mais que S. M.
“l’Impératrice-Reine n’admettroit pas, qu’un Prince de l’Empire s’ar-
“roge de s’établir en *Juge* ou *tuteur* de ses *Co-Etats* & de contester ses
“droits ; qu’elle sauroit se défendre & même attaquer celui, qui se mettroit
“dans le cas ; que cependant elle adopteroit tout moyen admissible, que
“l’on pourroit juger propre à maintenir la tranquillité générale. „

Quoi-

3) v. les Pieces Justif. No. 3. 4) v. les P. Justif. No. 4. 5) v. les P. Just. No. 5.



Quoique cette réponse fut aussi extraordinaire que peu fondée, & qu'elle ressemblât à une déclaration de guerre, le Roi voulant pourtant observer toute la modération possible, S. M. fit remettre le 22. Avril à la Cour de Vienne une nouvelle Note, ⁶⁾ par laquelle on prouva & déclara: "Que S. M. ne méritoit pas les reproches qu'on lui faisoit; qu'Elle ne prétendoit pas s'ériger en *juge* ni *tuteur* de ses Co-Etats, mais qu'Elle se croyoit aussi autorisée & même obligée à réclamer contre le *démembrement* arbitraire & ouvertement injuste de la Succession de Bavière; que le maintien de la tranquillité générale & de la bonne intelligence entre les deux Cours ne lui tenoit pas moins à cœur qu'à LL. MM. II. mais qu'Elle croyoit devoir attendre, *que la Cour de Vienne, qui s'étoit mise en possession des objets litigieux*, s'explique sur les moyens, qu'elle regardoit comme admissibles pour régler la Succession de Bavière. »

Le Prince de Kaunitz a répondu à cette Note par un Mémoire du 7. de Mai, ⁷⁾ à la suite duquel se trouve une *analyse* ou refutation des deux Notes de la Cour de Berlin du 9. de Mars & du 22. d'Avril. ⁸⁾ Dans le Mémoire du 7. Mai même on s'efforce d'établir: "Que S. M. l'Empereur n'avoit rien fait d'illégal dans l'affaire de Bavière; que l'Electeur Palatin ne réclamoit point contre sa transaction; que S. M. l'Impératrice-Reine ne s'opposoit pas aux prétentions de l'Electeur de Saxe & des Ducs de Mecklenbourg, & que le Duc de Deuxponts ne pouvant avoir un droit d'agir que lorsque la ligne de Sulzbach seroit éteinte, on l'invitoit néanmoins de produire ses griefs, afin que ses droits puissent être examinés conjointement avec les prétentions de S. M. l'Impératrice-Reine, & qu'une décision légale puisse mettre fin à la contestation qu'il avoit jugé à propos d'élever. »

Le Public impartial reconnoitra aisément, que ces généralités & la provocation apparente à une décision légale, ne prouvent rien en faveur de la Cour de Vienne, aussi longtems qu'elle se maintient dans la possession de l'*objet litigieux* qu'elle a usurpé d'autorité privée, & aussi longtems qu'on n'a pas réglé d'une manière légale, par quel Tribunal compétant & impartial la contestation entre elle & le Duc de Deuxponts, ainsi que l'Electeur de Saxe, doit être discutée & décidée, S. M. l'Empereur ne pouvant pas être juge dans sa propre cause.

L.e

⁶⁾ v. les Pièces Justificatives No. 6.

⁷⁾ v. les Pièces Justif. N. 7.

⁸⁾ Cette analyse se trouve dans les No. 8. avec la Réplique de la Cour de Berlin.



Le Roi ayant aussi fait requérir les Etats de l'Empire par son Ministre à la Diette, le Baron de Schwartzenu, de se joindre à Sa Majesté, pour faire des représentations convenables à Leurs Majestés Impériales sur la tournure singulière de l'affaire de Bavière, afin de les porter à la faire régler d'une manière conforme à la justice, le Ministre d'Autriche en a pris occasion d'y répondre le 10. d'Avril par une Déclaration verbale, mais imprimée en même tems, & dans laquelle, au lieu de toucher le fonds de l'affaire & de justifier les prétentions de sa Cour, il n'a fait que lancer des sarcasmes peu relevans, & établir pour état de question des principes généraux, tels que ceux-ci: "Que chaque
"Etat de l'Empire étoit en droit de faire valoir ses prétentions; qu'on
"ne sauroit le faire que par une décision légale ou par une transaction
"avec les parties intéressées; que l'Impératrice-Reine avoit choisi la
"dernière voye en transigeant avec l'Electeur Palatin; qu'elle ne man-
"queroit pas au Duc de Deuxponts & à l'Electeur de Saxe dans la
"voye de la justice ou de la composition; mais qu'elle ne pouvoit pas
"reconnoître le Tribunal & les décisions du Roi de Prusse, ni permet-
"tre qu'un troisième Etat de l'Empire s'élève contre une convention
"& dans une affaire qui ne le regardoit pas.

Il faut aux yeux, que ce ne sont que des faux-fuyants, qui ne servent qu'à obscurcir & à embrouiller le fonds de l'affaire. Quand on parviendra à l'examiner dans la suite, il se manifestera de soi-même, que S. M. l'Impératrice-Reine n'a pas choisi une voye légale, qu'Elle n'a pas transigé avec toutes les principales parties intéressées, & que S. M. le Roi de Prusse est autant, & même plus intéressée au juste règlement de la Succession de Bavière que Sa dite Majesté Impériale & Royale.

On a jusqu'ici différé de répondre en détail tant au susdit Mémoire de la Cour de Vienne du 7. de Mai & à l'analyse qui y étoit jointe, qu'à la Déclaration verbale & imprimée du Ministre d'Autriche à Ratisbonne, parcequ'on s'est flatté, que toute la contestation pourroit être levée d'une manière amicale par la négociation, qui sur ces entrefaites s'étoit ouverte de la manière suivante.

Le Public connoit les bruits, qui commencerent à courir dans le mois de Février, sur les armemens qui devoient être faits de part & d'autre. Sans vouloir approfondir, de quel côté on en a fait le commencement, il est constant, que dans le mois de Mars la Cour de Vienne avoit assemblé ses principales forces en Bohême & en Moravie. Le Roi fut obligé par là de faire aussi avancer peu à peu les Troupes de ses provinces éloignées. S. M. se rendit Elle-même en Silesie au commencement d'Avril. S. M. l'Empereur, qui étoit arrivé en même tems en Bohême, écrivit au Roi le 13. Avril une lettre, par laquelle il pro-
posa



posa à S. M. un Projet de Convention d'accommodement. Il y eut entre les deux Monarques une correspondance suivie de trois lettres de part & d'autre depuis le 13. jusqu'au 21. d'Avril, & l'on convint enfin, qu'on feroit entamer une négociation d'acomodement à Berlin entre le Ministre Impérial, le Comte de Cobentzel, & le Ministère du Roi pour le Département des affaires étrangères. Le Comte de Cobentzel proposa de nouveau dans la première Conférence une Convention fort laconique, la même que S. M. l'Empereur avoit proposée au Roi & selon laquelle " S. M. devoit simplement reconnoître la validité " de la Convention faite le 3. Janvier entre l'Impératrice-Reine & l'Electeur Palatin, ainsi que la légitimité de l'état de possession des districts " de la Bavière occupés en conséquence par S. M. & laisser paisiblement " executer les échanges, que l'Impératrice-Reine pourroit faire avec " l'Electeur Palatin de la *totalité de la Bavière*, ou de quelques parties; que " l'Impératrice-Reine reconnoitroit en revanche la validité de l'Incorporation des Pais d'Anspach & de Bareuth à la Primogeniture de la Maison de Brandebourg, & laisseroit consommer tout échange, pui pourroit être fait de ces Pais d'après la convenance de S. M. Prussienne. „

Pour appuyer ces propositions, on fit valoir certains principes généraux de prétendue équité & de convenance: " Qu'une Cour se " mette à la place de l'autre; qu'elle ne demande rien qui soit contraire à sa dignité & qu'elle ne voudroit exiger pour elle même dans un " cas semblable. „ Ces principes furent appliqués de cette manière: que comme le Roi s'opposoit à présent à l'agrandissement de la Maison d'Autriche en Bavière par un principe de convenance politique, cette Maison s'opposeroit par le même principe à l'agrandissement de la Maison de Brandebourg, quand elle voudroit un jour réunir les Pais d'Anspach & de Bareuth à sa Primogéniture; que pour ne pas se nuire gratuitement de part & d'autre, il falloit lever à présent cette collision d'intérêts au moyen du Traité proposé.

Le Ministère Prussien fit connoître au Ministre Impérial, que le Roi ne s'opposoit au démembrement de la Bavière, que parcequ'il le regardoit comme entièrement injuste & tendant à détruire toute sûreté & liberté en Allemagne; que S. M. ne seroit pas contraire à d'autres acquisitions justes de la Maison d'Autriche; que c'étoit à tort, qu'on vouloit compenser une acquisition présente & tout-à-fait précaire de la Maison d'Autriche, avec une acquisition éloignée & incontestable de la Maison de Brandebourg; que S. M. ne sauroit accepter un Traité, qui lui feroit manquer tout le but de son opposition, & qui ne statuoit rien sur le juste rétablissement de la Maison Palatine en Bavière, ni sur la satisfaction due à l'Electeur de Saxe.



La Cour de Vienne ne voulant absolument pas proposer d'autres conditions plus précises & insistant toujours sur un Contreprojet, le Ministère Prussien remit au Comte de Cobenzel le 20 de Mai *un Plan d'un arrangement général sur la succession de Bavière*, qui portoit en substance: „que pour le bien de la paix on tâcheroit d'engager la Maison Palatine, à céder à la Cour de Vienne deux districts déterminés de la Bavière sur le Danube & sur l'Inn, contigus à la Bohême & à l'Autriche; que S. M. l'Impératrice-Reine restitueroit à Mr. l'Electeur Palatin le reste de ce qu'elle avoit occupé en Bavière, & lui donneroit pour la partie qu'elle en garderoit des équivalens en Suabe, ou par les Duchés de Limbourg & de Gueldres, & mettroit par là ce Prince en état de satisfaire l'Electeur de Saxe sur ses prétentions allodiales, par des cessions & des échanges, dont on tâcheroit de convenir; que pour faciliter cet arrangement général, S. M. l'Empereur conférerait à Mr. l'Electeur Palatin les fiefs de l'Empire vacants en Bavière, & S. M. l'Impératrice-Reine voudroit bien renoncer aux droits de féodalité, qu'elle avoit comme Reine de Bohême sur quelques parcelles du Haut-Palatinat, de la Saxe & du País de Bareuth, & ne pas être contraire, selon ses propres offres, à la réunion future des Margraviats de Franconie à la Primogéniture de l'Electorat de Brandebourg & aux échanges qu'on pourroit faire avec des voisins.“

On s'en remet au jugement du monde impartial, si ce plan n'étoit pas propre à concilier les intérêts des différentes parties sur la succession de Bavière, & si en observant les règles de l'équité & de la modération, on auroit pu imaginer quelque chose de plus avantageux pour la Cour de Vienne, qu'en lui procurant dans un cas, où elle n'a absolument rien à prétendre de droit, la cession tranquille & légale de deux grands Districts, qui auroient si bien arrondi la Bohême & l'Autriche, en resserrant ses limites par des rivières & en ne lui demandant que des équivalens peu proportionnés par la cession de quelques petits Territoires détachés du Corps de la Monarchie Autrichienne & de quelques droits de féodalité, qui ne sont d'aucun rapport ni d'aucune importance, & ne servent qu'à causer des alterations avec les voisins.

Malgré toutes ces considérations, la Cour de Vienne ne voulut ni accepter ce Plan, ni faire d'autres propositions claires & précises. Le Comte de Cobenzel lut au Ministère Prussien dans la conférence du 6 Juin, la dépêche du Prince de Kaunitz ci-jointe ⁹⁾ dans laquel-

9) v. les Pièces justificatives No. 9.



le, en appuyant toujours sur ses principes généraux de prétendue équité & de reciprocité, il proposa de nouveau pour préliminaires d'un Plan de conciliation: „que la Cour de Berlin renonce à toute opposition contre l'acquisition que la Cour de Vienne possédoit actuellement en Bavière; que celle-ci renonceroit de son côté à l'opposition contre la réunion future des Pais d'Anspach & de Bareuth; que les deux Cours ne seroient pas contraires aux échanges volontaires, que l'une & l'autre pourroit faire avec ses voisins; qu'elles employeroient de concert leurs bons offices pour moyennier un accommodement raisonnable entre l'Electeur Palatin & celui de Saxe sur les prétentions allodiales du dernier; que S. M. l'Impératrice-Reine y contribueroit, en accordant à l'Electeur de Saxe certains avantages, par lesquels on entendoit la remission des féodalités de Bohême, & enfin que la Maison Palatine seroit satisfaite par un échange volontaire, qu'elle n'accepteroit que sous des conditions convenables.“

Le Ministère Prussien remit tout de suite au Comte de Cobentzel le Mémoire du 13 Juin ci-joint ¹⁰⁾ dans lequel, après avoir démontré, combien les dernières ouvertures de la Cour de Vienne étoient vagues, obscures & peu suffisantes, on demanda des explications claires en quatre points sur „ce que la Cour de Vienne vouloit garder & restituer de la Bavière; quels équivalens & avantages elle vouloit donner à l'Electeur Palatin & à celui de Saxe, & si elle vouloit consentir d'arranger toute la succession de Bavière relativement aux droits de l'Electeur Palatin, de l'Electeur de Saxe, du Duc de Deux-ponts & des Ducs de Mecklenbourg, avec le Roi, qui comme ami & allié de ces Princes, comme membre de l'Empire & par d'autres titres avoit tant de droit & d'intérêt de prendre part à la juste distribution de cette succession.“

Le Baron de Riedesel remit le même Mémoire au Prince de Kaunitz & sollicita par ordre du Roi une réponse claire & satisfaisante. Il fit valoir à cette occasion toutes sortes de représentations, qu'il crût les plus propres à effectuer un changement de résolution & à faire agréer un arrangement amiable. Le Prince de Kaunitz remit alors à ce Ministre & fit remettre à Berlin par le Comte de Cobentzel le Mémoire ci-joint ¹¹⁾ du 24 de Juin, sous le nom de réponse verbale, dans laquelle il se borne à censurer le Plan de la Cour de Berlin, & à faire beaucoup valoir les propositions de sa propre Cour, & finit par déclarer: que si elles n'étoient pas adoptées pour Plan d'un Traité préliminaire, tout arrangement amiable devenoit impossible, & tout éclaircissement ultérieur seroit superflu. Le

10) v. les Pièces justificatives No. 10.

11) v. les Pièces annexes No. 11.



Le Roi n'a pû regarder cette Déclaration que comme une rupture de la négociation, faite du côté de la Cour de Vienne, les propositions de cette Cour étant d'une nature que Sa Majesté ne pourroit jamais y consentir sans déroger à sa dignité, à ses intérêts les plus chers, & aux droits les plus clairs des héritiers naturels de la Maison de Bavière. C'est ce qu'on a démontré en précis dans le Mémoire également ci-joint ¹²⁾, que le Ministère du Roi a remis le 3 Juillet au Comte de Cobentzel, dans lequel, après avoir établi un parallèle des propositions des deux Cours, qu'on croit être plus juste & plus exact que celui de la Cour de Vienne, Sa Majesté fait déclarer à la fin: qu'Elle se voyoit obligée de rompre la négociation aussi de son côté, d'après l'exemple que la Cour de Vienne venoit de lui donner.

Cet exposé simple & fidèle de ce qui s'est passé entre les Cours de Berlin & de Vienne depuis la mort de l'Electeur de Bavière sur sa succession délaissée, en y joignant la lecture des Mémoires qui ont été donnés de part & d'autre, pourra suffire seul à convaincre le monde impartial de la vérité des points suivans:

1) Que le Roi n'a entrepris d'intervenir dans l'affaire de la succession de Bavière, que par la conviction entière, que l'occupation, que S. M. l'Impératrice-Reine a fait faire de la moitié de la Bavière à l'ombre d'une ancienne prétention non fondée, qu'on lui a surement présentée sous un faux jour, est contraire à toute justice & aux droits incontestables des héritiers naturels du fief & de l'alleu, & qu'elle détruit en même tems toute la sûreté, la constitution & l'équilibre de l'Empire;

2) Que malgré ces considérations importantes, Sa Majesté, pour conserver la tranquillité & la bonne intelligence avec Leurs Majestés Impériales, a employé pendant cinq mois tous les moyens imaginables de la représentation la plus ménagée, & de la négociation, pour moyenner un arrangement amiable & propre à concilier, autant que possible, les intérêts & la convenance de Leurs Majestés Impériales avec les droits des héritiers naturels;

3) Que Sa Majesté a fait faire à Leurs Majestés Impériales des propositions surement trop avantageuses, eû égard à la nature de leurs prétentions, & déroatoires en quelque façon aux intérêts & aux droits de la Maison Palatine, dans l'attente & dans la vuë, que cette Maison voudroit faire quelques sacrifices pour le bien public & la tranquillité de l'Allemagne, dans une affaire, qui a une fois pris une tournure desavantageuse pour elle par la complaisance de son Chef.

B 2

4) Que



4) Que si Sa Majesté a permis, qu'on mêlât dans cette négociation l'affaire de la réunion des Pais de Bareuth & d'Anspach & l'échange de la Lusace, Elle ne l'a fait que sur les offres de Leurs Majestés Impériales, sans aucune vue d'agrandissement & d'intérêt personnel;

5) Que la Cour de Vienne a rejeté toutes les propositions de Sa Majesté, quelques avantageuses qu'elles doivent paroître à tout le monde impartial; que celles, que cette Cour a faites de son côté, ne consistent que dans quelques préliminaires vagues & obscurs, qui supposent toujours la conservation entière de l'injuste démembrement de la Bavière, qui, en laissant subsister la Convention trop dangereuse du 3 Janvier, *peut mener à l'échange & à la perte de la Bavière entière* pour la Maison Palatine, & qui laisse la satisfaction de cette Maison & de celle de Saxe à la discretion de la Cour de Vienne, puisque selon ces Préliminaires le Roi devoit simplement reconnoître la possession Autrichienne, & être exclu de la négociation ultérieure de la Maison Palatine; que par conséquent Sa Majesté n'a pu accepter ces propositions, sans déroger absolument à son honneur, à ses engagements & à ses intérêts.

6) Que c'est donc la Cour de Vienne, qui a rompu la première la négociation, en faisant des propositions tout à fait inadmissibles, en rejetant celles du Roi, & en déclarant: *que tout arrangement autre que le sien étoit impossible, & que tout éclaircissement ultérieur devenoit superflu*, de sorte que c'est cette Cour seule, à laquelle on doit attribuer les suites naturelles de cette rupture de la négociation.

Pour laisser d'autant moins de doute sur le premier des Articles qu'on vient d'exposer, & pour donner au Public & à toutes les Cours de l'Europe les éclaircissements nécessaires, on ajoutera ici une exposition précise & abrégée des principes les plus essentiels, & des principaux points de droit, selon lesquels Sa Majesté croit devoir envisager la présente contestation sur la Succession de Bavière, & dont on trouve un détail plus ample, tant dans la ci-jointe *Réplique*¹³ faite au Mémoire de la Cour de Vienne du 7. du Mai, par laquelle elle a voulu analyser & refuter celui de la Cour de Berlin du 9. de Mars, que dans un autre *Mémoire*, qui a été publié comme un écrit particulier sous le Titre de *Considérations sur le Droit de la Succession de Bavière*.

Toute la contestation sur le droit de la Succession de Bavière paroît se réduire en général & en précis aux points suivans:

1) La

13) v. les pièces justificatives No. 8.



1) La Succession dans le fief de Bavière en général, paroît devoir appartenir uniquement ou principalement à la Maison Palatine, parcequ'elle descend avec celle de Bavière en droite ligne par une longue suite de générations, d'un pere commun Otton I. Comte Palatin de Wittelsbach, qui a acquis en 1180. le Duché de Bavière; parceque ces deux Maisons, malgré le partage qu'elles ont fait de leurs Etats, ne se sont pourtant jamais séparées *absolument*, mais ont conservé la *Co-Seigneurie*, ou la communion de la propriété de leurs Etats, par l'usage commun du nom & des armes; parce qu'elles se sont stipulées & réservées la Succession mutuelle de toutes leurs possessions, & en ont établi un *Fidéicommiss perpétuel, inaliénable & indémembrable* par le Traité de Pavie, conclu en 1329. par un Empereur, avec l'approbation de tous les Electeurs, confirmé & renouvelé comme une *loi fondamentale & Sanction pragmatique* dans les Pactes de la Maison, surtout dans ceux de 1348. 14) 1524. & de 1766. dont le premier savoir celui de 1348. réserve expressément à la Maison Palatine la Succession en *Basse-Bavière*, & détruit l'argument principal qu'on lui oppose depuis quelque tems, celui du *partage absolu* (*Eodtheilung*); enfin parceque la Paix de Westphalie ayant expressément assuré à la Maison Palatine la Succession du Haut-Palatinat, qu'elle avoit été obligée de céder à la Branche Bavaroise, n'a point derogé à son droit de Succession dans toute la Bavière, mais le lui a plutôt réservé par l'article 4. §. 10. desorte qu'on ne voit aucun titre qui puisse être opposé à la Succession générale de la Maison Palatine en Bavière fondée sur le droit du sang & la descendance commune des acquéreurs.

2) La Succession aux *biens allodiaux* de la Branche Guillelmine masculine de Bavière, paroît appartenir uniquement d'après les Pactes, l'observance générale & particuliere & l'analogie du droit commun à *Madame l'Electrice Douairiere de Saxe*, comme Soeur unique & plus proche héritiere de feu l'Electeur de Bavière son frere, & à son défaut à *S. A. l'Electeur de Saxe* son fils, auquel cette Princesse a cédé ses droits. Si le demembrement de la Bavière, fait par la Convention du 3 Janvier, & qui en emporte la moitié, devoit subsister, une grande partie de l'héritage allodial seroit absorbée par-là. Le *droit de regredience* à la succession allodiale de Bavière, que S. M. l'Impératrice Reine a voulu faire valoir dès le commencement, comme descendante de Marie Anne, fille de Guillaume V. & Epouse de l'erdinand II. mais que pendant la négociation elle a offert de céder à la maison de Saxe en guise d'équivalent de son demembrement de la Bavière, paroît



contraire à l'observance presque générale de l'Empire & de la Maison de Bavière, aux principes d'après lesquels S. M. Impériale Elle-même a exclu de la Succession d'Autriche les Maisons de Bavière & de Saxe, qui descendent des filles de l'Empereur Joseph I. Frere aîné du feu Empereur Charles VI. & l'exercice de ce droit de regredience ouvreroit le même droit aux Maisons de Brandebourg, de Bourbon, de Wurtemberg & à toutes celles, dans lesquelles des Princesses Bava-roises ont été mariées, de sorte qu'il en résulteroit une réclamation & confusion générale, qu'il seroit presque impossible de débrouiller.

3) La Succession féodale appartenant ainsi à la Maison Palatine & la Succession allodiale à celle de Saxe, ceux qui voudroient faire des prétentions sur quelques parties de cette Succession, ne doivent de droit les faire valoir que par les voyes légales de la justice compétente, en laissant jusqu'à la décision la possession tranquille aux héritiers naturels & féodaux, ou par une transaction *volontaire* avec tous ces héritiers, qui ont un droit égal à cet héritage fidéicommissaire.

4) L'ancienne *prétention*, qu'on forme au nom de S. M. l'Impératrice-Reine sur la *Basse-Bavière*, mais dont on n'a produit jusqu'ici publiquement aucun titre authentique, doit être fondée sur ce qu'on prétend, que la ligne des Ducs de Bavière établis à Straubing s'étant éteinte en 1425 par la mort du dernier Duc Jean, l'Empereur Sigismond doit avoir déclaré la Basse-Bavière pour un fief ouvert à l'Empire, parce que les Ducs de Bavière avoient commis des felonies en faisant plusieurs partages sans le consentement de l'Empereur comme *Suzerain* & qu'en conséquence il doit en avoir donné une lettre d'investiture du 10. Mars 1426. à son gendre Albert V. Duc d'Autriche, dont la mere étoit aussi Soeur du dernier Duc de Bavière, & ensuite il doit avoir fait avec lui le 21 Mars 1426. une Convention, par laquelle il déclare vouloir garder la Bavière pour lui-même pendant sa vie & au défaut d'héritiers mâles il en assure la Succession à sa fille Elizabeth, épouse du susdit Albert, pour Elle & leurs héritiers, & au défaut de ceux-ci au Duc Albert & à ses héritiers. Ces deux actes se détruisent mutuellement, le premier étant fondé sur le droit *propre* ou *maternel* du Duc Albert, qui ne pouvoit en avoir un sur un fief masculin, & l'autre sur la fausse supposition des fiefs ouverts à l'Empire par la raison également fausse d'une felonie commise par des partages faits sans le consentement du suzerain. Aussi l'Empereur Sigismond est-il revenu de ce principe gratuit, ayant ordonné au mois de Juillet 1426. à l'Archevêque de Mayence, de convoquer les Electeurs, pour prononcer sur le droit que lui, Empereur & les Princes de Bavière prétendoient avoir à la Basse-Bavière.



vière, & ce jugement n'ayant pas eu lieu, il a prononcé lui-même dans une assemblée de nobles tenue en 1429 à Presbourg une sentence, par laquelle il a remis aux Ducs de Bavière la prétendue felonnie, & leur a adjugé la Basse-Bavière. En réservant selon la formule ordinaire le droit d'un chacun, il ne peut pas avoir eû en vue d'assurer une *expectative permanente* à la Maison d'Autriche, laquelle a acquiescé à cette sentence alors & ensuite depuis 350. ans, sans avoir jamais réclamé aucun titre sur la Basse-Bavière, ce que d'ailleurs elle auroit pû faire d'autant moins à l'égard d'un fief masculin, que depuis cetems-là elle s'est éteinte deux fois dans les mâles, dans les personnes de Ladislas fils d'Albert V, & de l'Empereur Charles VI. Si la Cour de Vienne vouloit continuer à soutenir publiquement le principe que ses privileges rendoient le sexe féminin de la Maison d'Autriche capable à succéder dans tous les fiefs masculins de l'Empire, & à les rendre féminins par conséquent, un principe aussi dangereux & gratuit, parce qu'il n'est fondé que sur la fausse interprétation du Privilege très-contestable de l'Empereur Frédéric I. qui ne parle que du Duché d'Autriche même, mériterait l'attention & l'opposition de tout l'Empire. La prétention déduite des susdits actes d'investiture de l'Empereur Sigismond paroît donc destituée de tout fondement.

5.) Si l'on vouloit à tout prix faire de la Basse-Bavière un *fief féminin*, & fonder le droit de l'Autriche à cette Province ou sur ce que la mere d'Albert V. a été une Princesse de Bavière, ou que l'Empereur Sigismond dans la Convention du 21. Mars 1426. l'a assuré pour jamais à sa fille Elizabeth, au Duc Albert & à sa postérité, il en resulteroit incontestablement, que la Maison de Brandebourg y auroit un plus proche droit, puisque la ligne masculine d'Albert s'est éteinte avec Ladislas son fils, & que la Maison de Brandebourg au contraire descend en droite ligne d'Anne, fille aînée d'Albert d'Autriche, mariée à un Marggrave de Misnie, dont la fille unique a été l'épouse de l'Electeur Jean de Brandebourg surnommé Ciceron, tandis que la présente Maison d'Autriche ne descend dans la ligne féminine que de la seconde fille d'Albert, nommée Elizabeth, & dans sa ligne masculine seulement d'une Branche collatérale. Ce seroit une supposition forcée & nullement soutenable de dire, que l'Empereur Sigismond ait entendu par les héritiers d'Albert les héritiers collatéraux mâles de la Maison d'Autriche à l'exclusion des propres filles d'Albert & de leur posterité mâle. Si telle avoit été son intention, il l'auroit énoncée. D'ailleurs il assure expressement la succession à sa fille & à ses héritiers sans distinction de sexe; il vouloit donc en faire un *fief féminin*. On ne fait valoir cet argument, que pour faire voir l'incongruité, la contradiction & les conséquences



quences inattendues de cette prétention Autrichienne; d'ailleurs Sa Majesté ne prétend aucunement se prévaloir du droit de préférence que Sa Maison auroit ainsi sur celle d'Autriche pour cette succession. Elle ne la contesta point à la Maison Palatine, & elle croit plutôt, que lorsque S. M. l'Impératrice-Reine sera informée des vraies circonstances & qu'elle aura eû lieu de reconnoître, que la prétention qu'on lui a présentée dans un si faux jour, n'a aucun fondement ni pour le cas de l'extinction de la ligne de Straubing, ni pour le cas présent, cette Souveraine n'écouant que son équité naturelle, & son amour pour la justice, suivra l'exemple de S. M. & ne disputera plus à la Maison Palatine le droit incontestable qu'elle a à toute la succession de Bavière.

6.) La seconde prétention, que la Cour de Vienne forme sur quelques *Districts du Haut-Palatinat revelants de la Couronne de Bohême*, à titre de *reversion* des fiefs ouverts par l'extinction de la ligne masculine de Bavière, perd également sa force, quand on considère, que ces districts sont d'anciens Domaines de la Maison de Wittelsbach, qu'ils sont nommés dans le Traité de Pavie, & se trouvent par là chargés du Fideicommiss perpetuel de la Maison Palatine dès avant l'achat, que l'Empereur Charles IV. en a fait en 1353; que réunis par le Traité de Pavie à l'Electorat Palatin avec le Haut-Palatinat, ils tiennent à l'indivisibilité assurée à cet Electorat par le 25. Chapitre de la Bulle d'or; que si la Couronne de Bohême a acquis depuis des droits sur ces districts, ils ont pourtant été réduits à la simple *féodalité*, & au domaine direct par la Convention, que George Podiebrad Roi de Bohême a fait en 1465. avec la Maison Palatine; que la *substance* en est restée à celle-ci jusqu'à la paix de Westphalie, par laquelle elle fût obligée de la céder à la ligne de Bavière avec le Haut-Palatinat; que ce pais devant retourner à la Maison Palatine selon l'article 4. du Traité de Westphalie, il doit lui retourner naturellement tel & avec les mêmes appartenances que la ligne de Bavière la possédée depuis & la ligne Palatine avant le changement opéré par la paix de Westphalie.

7.) On déduit une troisième prétention de S. M. l'Impératrice-Reine sur la Principauté de *Mindelheim* en Suabe, d'une expectative accordée en 1614. par l'Empereur Matthias à la Maison d'Autriche. Comme on assure, que le même Empereur a conféré cette Seigneurie en 1618. à Maximilien Duc de Bavière comme un alleu & fief héréditaire, qu'il avoit acheté, il paroît, que la Cour de Vienne auroit du moins dû laisser la possession de Mindelheim aux héritiers féodaux, ou allodiaux jusqu'à ce qu'elle ait fait valoir ses titres de préférence par la voye de la justice ou de la transaction avec tous les Intéressés, & ne pas s'en emparer par des voyes de fait.

8) Dès qu'il est prouvé, que S. M. l'Impératrice-Reine n'a aucun droit ancien & originaire sur la Succession de Bavière, on peut soutenir avec raison, qu'elle n'a pas acquis un nouveau droit par la Convention conclue le 3. Janvier avec Mr. l'Electeur Palatin. Ce Prince n'a fait que supposer & reconnoître dans cette Convention les prétentions de S. M. l'Impératrice - Reine sur la Basse-Bavière, sur les fiefs de Bohême & sur Mindelheim comme fondées; dès qu'elles ne le sont pas, on ne peut pas présumer de droit, que l'intention des deux parties contractantes puisse être, de vouloir à tout prix & au préjudice irréparable de tant de parties intéressées, soutenir une reconnaissance gratuite & fondée sur un erreur. On peut espérer & prétendre, qu'elles voudront en revenir, & la faute ne sauroit en être attribuée qu'à ceux, qui ont imaginé des prétentions si erronées.

9) La Convention du 3. Janvier même paroît avoir été obtenue d'une maniere vicieuse par la surprise, & par la menace, comme on le peut prouver par plusieurs inductions qui sont les seules preuves possibles dans un cas pareil. On peut douter à juste titre, que Mr. l'Electeur Palatin ait vu & fait examiner par son Ministère Bavarois les originaux des lettres d'investiture de l'Empereur Sigismond, par la reconnaissance desquelles il a cédé la moitié de la Bavière; son dit Ministère en a donc envain demandé la production jusqu'au 22. de Mars, selon une Note qui se trouve dans les papiers publics ¹⁵⁾. Pour se convaincre, que la crainte a été la principale cause de cette reconnaissance, on n'a qu'à considérer, que Mr. l'Electeur Palatin a d'abord pris possession de toute la Bavière, mais qu'à l'approche des Troupes Autrichiennes dans son Duché il a changé ses lettres patentes; que la Cour de Vienne déclare elle-même dans sa lettre circulaire du 20. de Janvier, *que sur cette prise de possession elle avoit fait marcher des Troupes vers la Bavière; que peu après un arrangement amical avec S. A. E. Palatine s'en étoit ensuivi.* Après un aveu pareil, il est permis d'ajouter foi à la tradition générale, que Mr. l'Electeur Palatin a été forcé à la signature de la Convention par la menace de perdre toute la Bavière. Il ne seroit pas impossible d'en produire des aveux & autres preuves pareilles. Ce Prince paroît l'indiquer lui-même, quand il fait déclarer partout, qu'il a été obligé de faire ce sacrifice pour l'amour de la paix. Sans une supposition pareille, on ne sauroit comprendre, comment il auroit été porté à céder la moitié de son Patrimoine incontestable sur la simple allegation d'une vieille chartre de 350. ans, qu'il n'avoit pas vue, qu'il se soit même engagé à fournir les preuves des droits & des limites,



tes, qui devoient lui rester & qu'il reçoit comme une grace la reconnaissance de son droit Patrimonial sur l'héritage de la Bavière, & l'espérance, qu'on pourroit lui rendre les fiefs de Bohême. On n'a qu'à lire toute cette Convention ¹⁶⁾, pour voir qu'elle est l'effet de la crainte, de la surprise & du partage inégal.

10) En admettant même, que tout se soit passé dans les formes & dans la règle; la Convention n'en seroit pas moins nulle en elle-même. On a constaté, que la totalité des Etats de la Bavière & du Palatinat est chargée d'un Fideicommis de famille perpétuel & inaliénable par le droit du sang, par la descendance d'une tige commune d'acquéreurs, par le Traité de Pavie & par les Pactes de la Maison si souvent renouvelés, enforte que cette totalité appartient à toutes les lignes de la Maison Palatine comme un héritage à leur transmettre sans le moindre demembrement. On a prouvé en particulier, que le Haut-Palatinat appartient par le Traité de Pavie à l'Electorat Palatin, & ne sauroit selon la Bulle d'or en être séparé, & qu'en vertu de l'Article 4. du Traité de Westphalie, il doit retomber avec toutes ses appartenances à la ligne Rodolphine, si la ligne Guillelmine vient à manquer. On fait de plus, que l'Electeur Palatin d'aujourd'hui a solennellement renouvelé en 1746. en 1766. & en 1771. le Traité de Pavie & les autres Pactes de sa Maison, qu'il les a étendu à tous les pays acquis depuis & que par un accord particulier fait en 1774. avec feu l'Electeur de Bavière ¹⁷⁾, il s'est stipulé non seulement pour lui même, mais aussi pour ses *agnats la compossession civile & le constitutum possessorium*, & qu'il a ainsi acquis aux derniers un droit, dont personne ne peut les priver. Il est donc constant, que l'Electeur n'a pu déroger à ces Pactes & à ces loix fondamentales de sa Maison, & encore moins conclure seul, sans la concurrence de l'Empire, sans le consentement de ses cohéritiers féodaux & allodiaux, & même non obstant leur protestation nommement celle du Duc de Deuxponts & de l'Electeur de Saxe; qu'il n'a pu faire à leur plus grand préjudice une transaction sur toute la Succession fideicommissaire de la Maison éteinte de Bavière & en céder la plus grande partie à une Maison étrangère, qui n'y a pas le moindre droit. Ainsi la Convention du 3. Janvier étant fondée sur la reconnaissance arbitraire d'une ancienne prétention erronée & déstituée de tout titre, & ayant été obtenue par des moyens difficiles à justifier, est un acte sans valeur, qui ne peut donner à S. M. l'Im-
péra-

16) v. Pieces Justificatives No. 18.

17) v. les Pieces Justif. No. 19.

pératrice-Reine plus de droit qu'elle n'en a eu auparavant. Cet arrangement ne pourroit pas même subsister, quand on voudroit en restreindre la durée au vivant de l'Electeur Palatin; il lezéroit trop les droits actuels des héritiers allodiaux & même ceux des agnats, qui n'ont à la vérité point de droit de succession avant la mort de l'Electeur, mais qui ont pourtant la *Co-Seigneurie* & auxquels la succession deviendrait très-difficile pour ne pas dire impossible de la faire valoir alors, l'intention de S. M. l'Impératrice-Reine n'étant pas sans doute de rendre la Bavière à la Maison Palatine après la mort de ce Prince.

11) Cette Convention, quelque avantageuse qu'elle soit pour la Cour de Vienne, n'est pourtant pas observée de sa part, & on l'étend toujours plus loin, puisque selon la note ci-jointe ¹⁸⁾ du Ministère Bavarois on a occupé 21. Baillages au delà de l'ancienne portion de Straubing, & on ne veut pas les rendre, malgré les bonnes raisons alléguées de la part du dit Ministère.

12) Il est donc clair par tout ce qui a été deduit, que la Cour de Vienne s'est emparée de la moitié du Duché de Bavière sous prétexte d'une ancienne prétention destituée de tout fondement; qu'elle n'a pas fait valoir ses prétentions par les deux seules voyes régulières & permises, celle de la *décision légale*, ou de la *Convention de toutes les parties intéressées*; qu'elle a transigé avec l'Electeur Palatin seul & cela d'une manière difficile à justifier, mais qu'elle n'a pas transigé avec les autres principaux intéressés, les Princes Palatins de Deuxponts, de Birkenfeldt & de Gelnhausen, ni avec les héritiers allodiaux, ni avec l'Empire; que par la marche des ses Troupes en Bavière faite selon le propre aveu de la Note circulaire du 20. Janvier *avant l'arrangement entier avec l'Electeur Palatin* & à ce qu'on fait pour sûr, *avant la ratification de la Convention du 3. de Janvier*, elle a mis Mr. l'Electeur Palatin hors de la possession légale, que ce Prince avoit prise de toute la Bavière, & qu'elle a enfreint par là l'article 21. §. 6. de la capitulation. C'est donc une illégalité constatée, une infraction ouverte de la paix publique et une violence manifeste si non envers l'Electeur Palatin, du moins envers les autres Princes Palatins, les Héritiers allodiaux & l'Empire.

13) On allegue pour colorer ces procédés extraordinaires dans le Mémoire du 7. de Mai, que S. M. l'Impératrice-Reine ne s'opposoit point à la satisfaction & à un accomodement équitable des prétentions de l'Electeur de Saxe & des Ducs de Mecklenbourg; mais comment



effectuer cette satisfaction après que S. M. Imperiale & Royale a emporté la meilleure moitié de la Basse-Bavière, en laissant à l'Electeur Palatin la plus mauvaise, chargée de 20. millions de dettes.

On dit, que Mr. l'Electeur Palatin ne reclame point contre la transaction. Il faudroit voir ce qu'il feroit, s'il étoit libre et hors de crainte; du moins réclame-t-il actuellement contre l'enlèvement des 21. Baillages, qui sont hors de la portion de Straubing.

On allegue enfin, que Mr. le Duc de Deuxponts n'avoit point de droit present d'agir, ni de contredire aux transactions de la ligne de Sulzbach aussi longtems qu'elle existoit, & qu'en tout cas ce Prince n'avoit qu'à produire ses griefs & ses droits; que S. M. l'Imperatrice-Reine étoit prête à donner les mains, que cette contestation soit examinée & légalement décidée dès à présent. Ces exceptions auroient un air de justice, s'il plaisoit à S. M. l'Imperatrice-Reine de retablir auparavant la Maison Palatine dans la possession de la Bavière qu'elle lui a otée & si elle vouloit assurer de ne prétendre posséder la partie de la Bavière cedée par l'Electeur Palatin, que pendant l'existence de sa ligne, ce qui ne seroit pourtant pas suffisant pour les autres intéressés, & si Elle vouloit enfin se déclarer, devant quel Tribunal impartial un procès aussi important devoit être agité, puisque S. M. l'Empereur ne voudra & ne pourra pas être juge dans sa propre cause.

14) Ce qui est encore allegué dans le Mémoire du 7. de Mai pour justifier les procédés de S. M. l'Empereur des Romains dans l'affaire de Bavière, ne sauroit jamais être regardé comme suffisant par ceux, qui connoissent la Constitution du Corps Germanique.

C'est donc Sa Majesté comme *Co-Regent*, qui a notoirement entrepris, qui dirige & soutient tout le démembrement de la Bavière; mais Elle ne fait rien comme *Empereur* pour ramener cette affaire importante aux voyes légales. Selon l'article 3. §. 3. & l'article 11. §. 21. de la Capitulation l'Empereur a promis, *que dans toute affaire importante concernant l'Empire & pouvant être de grand préjudice, ou avoir de grandes suites, il se serviroit du Conseil des Electeurs, & selon l'occasion de celui des Princes & des Etats de l'Empire, & qu'il n'entreprendroit rien sans eux.* Or-si jamais il y a eu dans l'Empire une affaire importante, & d'une consequence étendue, c'est bien assurément la Succession de Bavière. Il ne s'agit pas de moins que de la conservation, ou du démembrement d'un Electorat & de deux Duchés considérables de l'Empire, & par les suites nécessaires même du maintien ou de la destruction de toute la constitution de l'Empire. On auroit

roit ainsi dû s'attendre, que Sa Majesté Impériale n'entreprendroit rien dans cette importante affaire sans la concurrence de l'Empire, mais qu'au contraire Elle l'auroit porté à la Diette; cependant rien de tel ne s'est fait depuis la mort de l'Electeur de Bavière & les cinq mois qui se sont écoulés depuis.

La Paix de Westphalie ayant assuré à la Maison Palatine la Succession de Bavière, & nommement la reversion du Haut-Palatinat; le démembrement, qu'on fait de ces deux pays, est une contravention manifeste de ce Traité & de l'article 4. §. 13. de la Capitulation par lequel S. M. I. a promis de maintenir la Paix de Westphalie & de n'y pas contrevenir Elle-même.

La manière dont ce démembrement a été exécuté, est encore directement contraire à l'article 21. §. 6. 7. 8. de la Capitulation, par lesquels S. M. I. a promis de ne faire valoir ses prétentions que par la voye de la justice ordinaire, sans jamais recourir à la violence en aucune façon.

Il n'est aussi gueres à concilier avec les Constitutions de l'Empire & la Capitulation Impériale nommement avec l'article 11. §. 10. 11. que S. M. l'Empereur dans ses lettres patentes du 16. Janvier ait de sa propre autorité déclaré pour fiefs masculins devolus à l'Empire, le Landgraviat de Leuchtenberg, les Comtés de Wolffstein, Haag, Schwabach, Hals & autres Districts faisant partie de la Succession de Bavière, & que ce Prince les ayant fait occuper par les Troupes de sa Maison, s'y soit déjà fait rendre hommage. Comme il n'est encore nullement décidé, que ces districts soyent vraiment des fiefs masculins ouverts à l'Empire, & qu'il est plutôt très probable, qu'ils appartiennent ou à la totalité du fief masculin Bavaois, ou à la succession allodiale, on auroit dû s'attendre, que S. M. I. eût laissé l'Electeur Palatin, comme héritier universel en possession de ces pays, & qu'Elle eût ensuite fait examiner & décider d'une manière conforme aux Constitutions de l'Empire, si les Districts en question appartiennent ou au fief masculin Bavaois ou à l'allodial, ou s'ils sont en effet devolus à l'Empire comme fiefs ouverts. Le dernier point constaté, il auroit été seulement question d'agiter, s'il falloit faire de ces fiefs un Domaine de l'Empire ou s'ils devoient être conférés à d'autres. Ce dernier arrangement ne peut avoir lieu selon l'article 11. §. 1. de la Capitulation Impériale, que du consentement des Electeurs & des Princes de l'Empire.

Il est donc suffisamment constaté, par tout ce qui a été exposé & prouvé, que la Cour de Vienne démembre la Bavière d'une manière



arbitraire & inouïe dans l'histoire d'Allemagne; qu'elle ne le fait qu'à l'ombre d'une prétention nullement valable; qu'elle fait valoir cette prétention d'une manière illégale & la plus contraire à la Constitution Germanique; qu'elle a ôté à la Maison Palatine la juste possession de son Patrimoine par la menace & par l'envahissement de la Bavière; qu'elle prive par-là la Maison Palatine & celle de Saxe d'une Succession incontestable, & que S. M. l'Empereur autorise & soutient toutes ces usurpations.

Si cette acquisition réussissoit à la Cour de Vienne, le reste de la Bavière suivroit bientôt, comme elles'en est déjà ménagé l'occasion, en se réservant l'échange de la *totalité* de la Bavière dans la Convention du 3. Janvier conclue avec l'Electeur Palatin & dans le projet de Convention proposé au Roi. Quel accroissement immense de Puissance ne feroit pas l'acquisition illégale du plus important Duché de l'Allemagne, ou seulement de sa moitié, avec la possession des trois grandes Rivières du Danube, de l'Isar & de l'Inn? quelle perspective pour la conservation de l'équilibre, pour la sûreté & la liberté de l'Empire, après la réussite d'une acquisition pareille & après qu'on a déjà solennellement annoncé à la Maison de Brandebourg l'opposition, qu'on veut faire à la réunion future de ses Etats héréditaires en Franconie?

Ce seroit une exception bien frivole, qu'on voudroit opposer au Roi d'être *un tiers* à l'affaire de Bavière, & de n'y être aucunement intéressé. Sa Majesté y feroit même plus intéressée que la Cour de Vienne, par les propres titres qu'elle allègue, s'ils étoient fondés, comme ils ne le sont pas. Sans vouloir pourtant aucunement insister sur un intérêt pareil, Sa Majesté se croit suffisamment intéressée à la juste distribution de la Succession de Bavière, comme Electeur & Prince de l'Empire & comme contractant & garant en cette qualité de la Paix de Westphalie, de la Capitulation & de toutes les Constitutions Germaniques; Elle l'est encore comme ami & allié de L. A. les Ducs de Deux-ponts, de l'Electeur de Saxe & des Ducs de Mecklenbourg qui prétendent à la Succession de Bavière & ont réclamé son assistance. Sa Majesté est enfin intéressée à la conservation du Système Germanique, qui seroit entièrement renversé, si le démembrement projeté de la Bavière devoit subsister. Tout le monde raisonnable & impartial reconnoitra donc, que ces titres réunis sont plus que suffisants pour autoriser Sa Majesté d'intervenir dans l'affaire de la Succession de Bavière & d'en demander l'arrangement juste & conforme aux droits des parties intéressées. Sa Majesté a essayé toutes les voyes de concilia-



ciliation possibles & elle a épuisé la moderation, pour y porter la Cour de Vienne. Elle n'a cessé, de faire à cette Cour les représentations les plus convaincantes & en même tems les plus amicales pendant les mois de Février, de Mars & d'Avril; Elle s'est prêtée à la négociation proposée pendant les mois d'Avril, de Mai & de Juin, sans se laisser rebutter par les explications de la Cour de Vienne quelquefois trop fortes, peu convenables & nullement propres au but proposé; Elle a continué de lui faire par degré les propositions les plus avantageuses pour elle-même; Mais la Cour de Vienne n'ayant jamais fait que des propositions vagues, obscures & nullement suffisantes, voulant absolument exclure le Roi de l'arrangement de l'affaire de Bavière, pour ne traiter peut-être qu'avec l'Electeur Palatin, & ayant à la fin rompu la première la négociation en déclarant, que si Sa Majesté n'adoptoit pas ses propositions, tout accommodement devenoit impossible & tout éclaircissement ultérieur seroit superflu; il ne reste au Roi d'autre parti à prendre que de rompre aussi de son côté une négociation, qui a été infructueuse pendant cinq mois & qui ne finit pas par sa faute. Quel autre moyen reste-t-il à présent pour redresser, s'il est possible, une injustice si manifeste, que celui de recourir à la voye des armes? Il est vrai, que ce n'est pas la voye legale dans un Corps d'Etat comme celui de l'Empire Germanique, lié par tant de Traités & de loix; mais dès que le Chef de l'Empire & le premier membre de cette même société mettent de côté tout ce que la Constitution Germanique a de plus sacré, dès qu'ils employent la violence & la supériorité de leurs forces pour se procurer un agrandissement injuste, il doit être permis à tout Etat de l'Empire & à toute Puissance souveraine de s'y opposer par les mêmes voyes de la force.

Ce seroit contre toute raison si dans le cas présent on vouloit attribuer l'agression au Roi. C'est la Cour de Vienne qui a commencé l'agression en envahissant la Bavière sans droit & sans titre, & en enlevant à la Maison Palatine la juste possession de son héritage. Comme elle est dans la possession de ce qu'elle a usurpé, elle peut à la vérité attendre tranquillement l'attaque; mais tout le monde raisonnable & impartial reconnoitra, qu'elle est dans le cas de l'agression & que si le Roi l'attaque, il ne fait que défendre la liberté & les Constitutions Germaniques lésées, ainsi que les Princes de l'Empire ses amis opprimés. Sa Majesté le fait sans autre vue d'intérêt particulier, que celui de sa sûreté & de la conservation du Système de l'Empire, ayant d'ailleurs donné dans tout le cours de cette affaire des preuves convaincantes de son désintéressement & des vues les plus pures. Elle se flatte donc,



donc, que non seulement ses Co-Etats, mais aussi les Puissances de l'Europe, & surtout celles qui ont garanti la Paix de Westphalie, ou qui prennent autrement part à la conservation de ce grand & respectable Corps Germanique, qui tient si étroitement au bonheur de toute l'Europe, que ces Etats & Puissances reconnoîtront la justice de la guerre, que Sa Majesté est obligée d'entreprendre; que loin de lui être contraires, ces mêmes Etats & Puissances se joindront plutôt à S. M. par les voyes, que leur sagesse leur suggerera, pour obliger la Cour de Vienne à renoncer au démembrement de la Bavière, pour maintenir la Paix de Westphalie & pour retablir & conserver l'Empire d'Allemagne dans son Système & dans sa Constitution.



PIECES ANNEXES ET JUSTIFICATIVES.

No. I.

*Note du Prince de Kaunitz adressée au Baron de Riedesel,
le 20. Janv. 1778.*

Mr. l'Electeur de Bavière dernier de Sa Maison & ligne Wilhelmine étant décédé sur la fin de l'année dernière sans héritiers mâles, S. A. S. Elect. Palatine à titre de Descendant du premier Acquereur a jugé ne point devoir différer, de faire les Démarches qui lui ont paru analogues à Ses Prétentions à la Succession Bavaroise.

La Cour de Vienne de son coté n'a pas hésité à Lui communiquer sans reserve les droits incontestables, qui Lui sont échus sur partie de cette Succession.

- 1^o. Du Chef ou Droit de Reversion des fiefs de la Couronne de Bohême, dont avoient été investis les mâles de la Ligne Wilhelmine de Bavière.
- 2^o. Du Chef de l'Expectative sur le Comté de Mindelheim en Suabe, accordée à la Maison d'Autriche par l'Empereur Mathias l'an 1614, & confirmée par les Empereurs ses Successeurs; & enfin
- 3^o. Du Chef de l'Investiture effective donnée par l'Empereur Sigismond à la Maison d'Autriche sur quelques districts de la Bavière.

S. A. S. Elect. Palatine ayant reconnu le fondement & la validité des susdits droits de la Maison d'Autriche, on a jugé devoir donner les mains à un Arrangement amical avec ce Prince, & on a stipulé l'aveu & la reconnaissance préalable de ces Droits susdits de la Maison d'Autriche.

Mais comme il avint, que pendant le Cours de cette Négociation S. A. S. El. Palatine prit possession de tous les Etats de la Succession Bavoroise sans distinction par les Patentes, qu'elle fit publier pour cet effet, & que par cette Démarche on se vit dans le cas, de devoir supposer, qu'Elle se proposait de mettre obstacle ou empêchement aux Droits de la Maison d'Autriche, on jugea, qu'il était nécessaire, de prendre des précautions, & de mettre en marche pour cet effet vers la Bavière le corps de Troupes, que l'on trouva être suffisantes.

Peu après cependant tout mésentendû ayant été levé, & un Arrangement amical avec S. A. S. El. Palatine s'en étant ensuivi, on revoqua incessamment l'ordre de marche donné à plusieurs Corps de Troupes, & on n'en a fait passer en Bavière que le nombre nécessaire à la prise de possession convenüe avec la dite A. S. Electorale.

On a l'honneur d'informer Mr. le Baron de Riedesel, Envoyé extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse de tout ce que ci dessus, afin qu'il ait une connaissance exacte de ce qui s'est passé jusqu'à présent sur cet objet, & il est requis de vouloir bien en faire part à Sa Cour. à Vienne le 20. Janvier 1778.

KAVNITZ RIETBERG.



N. 2.

*Note du Baron de Riedesel à Mr. le Prince de Kaunitz,
remise le 7. Février 1778.*

Le Souffigné n'a pas différé d'envoyer au Roi son Maître la Note, que Mr. le Prince de Kaunitz lui a fait remettre le 20. Janvier, au sujet de la Succession de la Bavière. Il vient d'être chargé, de temoigner à Mr. le Chancelier de la Cour, que S. M. a reçu avec une reconnoissance parfaite cette communication amicale de S. M. l'Impératrice-Reine, et la regarde comme une nouvelle marque de son amitié & de sa confiance. Par un juste retour de ces mêmes sentimens, S. M. croit devoir s'ouvrir envers S. M. l'Imperatrice-Reine avec la même franchise, et lui faire part de quelques doutes & reflexions, qui n'ont pû que se présenter à son esprit à la premiere lecture de la Note susdite & des trois declarations, que LL. MM. II. ont fait publier à la Diette de Ratisbonne.

On a de la peine à concevoir, comment la Couronne de Bohême puisse regarder comme des fiefs devolus à elle des districts, qui font des parties integrantes du Haut Palatinat, dont le retour a été expressement & sans exception quelconque assuré par la paix de Westphalie à la ligne Palatine au défaut de celle de Bavière; comment une Expectative Imperiale donnée sans le consentement de l'Empire, puisse demembrer un grand Duché & Electorat appartenant à toutes les branches de la maison Palatine, & chargé d'un Fideicommis inaliénable par le Traité de Pavie ainsi que de l'indivisibilité par l'Article 25. de la Bulle d'or; comment S. A. S. l'Electeur Palatin puisse transiger sur des objets pareils & céder à une maison étrangère une partie si importante de l'ancien Patrimoine de sa maison au préjudice des Branches Palatines collaterales & des héritiers allodiaux;

Il paroîtroit aussi difficile, de concilier avec les Constitutions & le Système de l'Empire, si LL. MM. II. vouloient ainsi par une transaction particuliere disposer d'un des plus anciens & des plus grands Electorats, & le demembrer si considérablement sans voye judiciaire & sans y faire intervenir ni l'Empire, ni les parties intéressées, & qu'Elles ayent commencé par le faire occuper par un Corps considerable de Troupes.

Comme on vient d'apprendre aussi, que S. M. l'Empereur a fait saisir les appartenances de la Bavière, qu'on regard comme des fiefs de l'Empire vacants, on espère, que l'intention de S. M. ne fera pas de continuer à occuper ces fiefs par des Troupes de sa maison, ni d'en disposer autrement qu'avec la concurrence des Electeurs & des Princes de l'Empire, conformément à l'article XI. de sa Capitulation, & en faisant droit à chacun d'une manière conforme aux Constitutions.

Le Roi ne sauroit être tout à fait indifférent dans une conjoncture si critique, & à la vuë de tant d'arrangemens, qui par leurs suites pourroient renverser la Constitution des premiers Electorats & toute la Balance du pouvoir dans l'Empire. S. M. croit y être intéressée en qualité d'Electeur & membre de l'Empire & en cel-



le de partie contractante & de garant de la paix de Westphalie & de toutes les Constitutions de l'Empire, qui ont été expressement confirmées par l'article 19. de la paix de Hubertsbourg. Elle se flatte, que LL. MM. II. n'attribueront ces ouvertures franches & cordiales qu'au désir sincère, dont elle est animée, de s'entendre amicalement avec Elle sur un objet si intéressant. S. M. se promet plutôt de la grandeur d'ame, de la justice & de l'amitié de LL. MM. JJ. qu'Elles voudront se prêter à des explications ultérieures, amicales & confidentes, pour trouver des moyens d'arranger cette Succession importante de la maison de Bavière d'une manière conforme aux justes droits des différentes parties intéressées & aux Constitutions du Corps Germanique, & propre à assurer le contentement & la tranquillité de tout l'Empire. à Vienne le 7. Février 1778.

RIEDELSEL.

N. 3.

Note du Prince de Kaunitz au Baron de Riedesel, du 16. Fevr. 1778.

Sa Majesté l'Imperatrice-Reine a été peinée de voir par le contenu de la Note, qu'a présentée au Prince de Kaunitz-Rietberg le Baron de Riedesel le 7. de ce mois, que la chose du monde la plus simple devoit avoir été exposée à S. M. Prussienne comme très-compiquée & susceptible de nombre de difficultés. Mais S. M. a été bien aise néanmoins, de voir en même tems, qu'il en a résulté, que S. M. Prussienne a jugé devoir s'adresser à Elle avec confiance, & qu'Elle a crû pouvoir se promettre de son amitié les éclaircissmens nécessaires sur quelques doutes, qui s'étoient présentés à son esprit à ce sujet, & qui pourroient altérer en effet la bonne intelligence, qui se trouve jusqu'ici heureusement établie entre les deux Cours, s'ils étoient aussi fondés qu'ils sont odieux.

S. M. croit ne devoir attribuer cette démarche de S. M. Prussienne qu'à la louable intention de prévenir par des explications amicales toute mesintelligence possible entre les deux Cours, & comme ses intentions sont parfaitement d'accord à cet égard avec celles de S. M. Prussienne, Elle se prête bien volontiers à répondre à la franchise, avec laquelle Elle s'est expliquée vis-à-vis d'Elle par une franchise réciproque; & pour cet effet Elle lui exposera tout naturellement non seulement la suite de faits, mais même les principes par lesquels ils ont été déterminés.

S. M. a crû pouvoir regarder comme chose incontestable, que sans la plus grande injustice personne ne peut trouver mauvais, qu'une Puissance quelconque cherche à faire valoir des droits, qu'elle croit être des mieux fondés.

D'après la Constitution fondamentale de l'Empire Germanique S. M. ne connoit que deux façons légales de faire valoir ses droits, c'est à dire, une transaction avec la partie intéressée, ou une décision solennelle de l'Empereur & de tout l'Empire.

S. M. croit, que l'on ne peut contester à aucun Etat de l'Empire la faculté de s'accommoder avec un autre de ses Co-Etats sur des prétentions réciproques,



dès que l'accomodement ne blesse ni le droit d'un tiers, qui y est dûement intéressé, ni ceux de l'Empereur & de l'Empire en corps.

Et S. M. croit enfin, que ce droit incontestable competant à tout Etat de l'Empire seroit nul, si chacun de ses Co-Etats en particulier étoit autorisé à pouvoir mettre obstacle à la validité des transactions, dont l'objet lui est tout-à-fait étranger.

C'est en conformité de ces principes, que S. M. croit sans réplique, qu'au sujet de la Succession Bavaroise Elle s'est adressée à Mr. l'Electeur Palatin, qui en est le seul & incontestable héritier principal. Elle n'a pas hésité à mettre sous ses yeux il y a longtems dans le plus grand détail & sans aucune réserve, ses prétentions & les preuves légales sur lesquelles elles sont fondées.

S. A. E. les a examinées à loisir, Elle en a reconnu la validité & on a déterminé d'après cela de gré à gré par une Convention solennelle les parties de cette Succession, dont l'une & l'autre des deux Cours auroit à se mettre dans la possession, dans laquelle elles se trouvent actuellement en conséquence.

Après que S. M. a donc justifié moyennant cela ses prétentions vis-à-vis de celui, qui seul eût été en droit de les contester, & que son libre consentement a mis le sceau à tout ce qui a été fait en conséquence, il semble qu'à cet égard il ne peut plus exister de contradicteur légitime, & que ce que l'on vient de dire, pourroit suffire. Mais S. M. pour répondre à la confiance, avec laquelle S. M. Prussienne lui a fait communiquer ses doutes & ses réflexions sur cet objet, croit devoir y ajouter cependant encore amiablement les éclaircissements, dont ces doutes & ces réflexions lui ont paru susceptibles. Il est dit dans la Note présentée par le Baron de Riedesel :

- 1^o. On a de la peine à concevoir, comment la Couronne de Bohême puisse regarder comme des fiefs dévolus à elle des districts, qui sont des parties integrantes du Haut-Palatinat, & dont le retour a été expressement assuré par la paix de Westphalie à la ligne Palatine au défaut de celle de Bavière.

Rien cependant ne paroît être plus aisé à concevoir dès le moment que l'on n'établit pas pour base du raisonnement la proposition erronée : que les fiefs de la Couronne de Bohême sont des parties integrantes du Haut-Palatinat, proposition manifestement contraire à la nature de la chose & à l'histoire de tous les tems.

Les fiefs dans le Haut-Palatinat relevant de la Bohême sont des biens, que cette Couronne a achetés argent comptant l'année 1353.

Ces fiefs elle les a conférés aux Comtes Palatins du Rhin en 1465.

L'Empereur Ferdinand I. comme Roi de Bohême en a donné l'Investiture solennelle en 1559, & cette Investiture a été continuée du depuis *de casu ad casum*. On a peine à concevoir par conséquent, comment on peut envisager les fiefs en question comme *des parties integrantes* du Haut-Palatinat, la paix de Westphalie d'ailleurs n'ayant jamais eu ni le droit, ni la volonté d'enlever à la Couronne de Bohême celui qu'elle a toujours eu incontestablement sur les fiefs en question.

L'Em-



L'Empereur Ferdinand II. lorsqu'il remit le Haut-Palatinat à la Maison de Bavière en 1628. ne lui remit pas en même tems les fiefs de la Bohême.

Il n'en accorda l'Investiture qu'en 1631. à la réquisition particuliere du nouvel Electeur.

Et l'année 1706. à l'occasion de la condamnation au Ban de l'Empire de l'Electeur de Bavière, la Maison Electorale Palatine n'a point été investie des dits fiefs comme d'appartenances du Haut-Palatinat, mais par un Acte postérieur & séparé. Il est dit

2^o. Dans la Note en question: on a de la peine à concevoir, comment une Expectative Impériale donnée sans le consentement de l'Empire puisse demembrer un grand Duché & Electorat appartenant à toutes les branches de la Maison Palatine & chargé d'un Fideicommiss inaliénable par le Traité de Pavie, ainsi que de l'indivisibilité par l'article 25. de la Bulle d'or.

Rien ne sera également plus facile à comprendre dès que l'on voudra bien ne pas perdre de vuë les trois vérités suivantes également incontestables: Du regne de l'Empereur Sigismond le pouvoir de l'Empereur n'étoit pas encore borné par une capitulation. Le consentement de l'Empire ne lui étoit donc nullement nécessaire pour être autorisé à donner à la maison d'Autrich, ainsi qu'il a fait, non pas une Expectative seulement, mais l'investiture effective, qu'elle en a obtenue. Ce même Empereur Sigismond sans aucune décision de l'Empire transmit la Marche & l'Electorat de Brandebourg au Bourggrave Frédéric de Nuremberg, & il semble par conséquent, que s'il a été en droit de pouvoir faire l'un, il ne peut pas avoir été moins autorisé à faire l'autre.

La Bavière n'a jamais été un Electorat, non plus qu'un Duché indivisible. Tant avant qu'après le tems de l'Empereur Sigismond la Maison de Bavière a partagé ses Etats, la Bavière a été partagée entre plusieurs des lignes de cette Maison, elles ont même exercé des voix différentes à la Diette de l'Empire & ce n'est qu'en 1588. que la Primogéniture y a été établie.

Dans le Traité de Pavie, sur lequel en gros il y auroit bien des choses à dire, jamais on n'y a établi un Fideicommiss inaliénable; & la Bulle d'or ne paroît également pas pouvoir trouver ici son application, attendu qu'il n'est pas question d'un Electorat dans cette occasion, & que les partages réitérés des Etats de Bavière sont notoires.

Il est dit enfin encore dans la Note du Baron de Riedesel: on a de la peine à concevoir, comment S. A. S. E. Palatine puisse transiger sur des objets pareils, & céder à une Maison étrangere une partie si importante de l'ancien Patrimoine de sa Maison au préjudice des branches Palatines Collaterales & des héritiers allodiaux. Il paroîtroit aussi difficile de concilier avec les constitutions & le Système de l'Empire, si L. L. M. M. II. vouloient ainsi par une transaction particuliere disposer d'un des plus grands & des plus anciens Electorats, & le démembrer si considérablement sans voye judiciaire & sans y faire intervenir, ni l'Empire, ni les parties intéressées, & qu'Elles ayent commencé par le faire occuper par une puissante Armée.



La supposition principale, sur laquelle sont fondés tous les doutes énoncés dans cette période, est en effet incompréhensible, attendu qu'il ne s'ensuivroit pas moins que la proposition insoutenable : qu'aucun Etat de l'Empire n'est en droit de s'accommoder avec un autre de ses Co-Etats sur des prétentions réciproques.

Il n'est pas vraisemblable en tout cas, qu'aucun d'eux soit disposé à souscrire à pareille décision, & jusqu'à présent au moins personne n'ayant révoqué en doute ce droit commun à tous les Etats de l'Empire, il semble qu'il n'appartient qu'aux parties intéressées de juger & de décider entr'elles des questions dont peuvent être susceptibles les transactions, qu'elles ont jugé à propos de faire entr'elles, sans qu'il puisse s'agir en pareilles occurrences ni de voye judiciaire, ni d'intervention de l'Empire, & encore beaucoup moins de la décision d'un tiers à cet égard.

Il reste moyennant cela à observer seulement encore quant au fait, que ce qui a été répandu de la prise de possession de S. M. par une puissante armée, n'est nullement exact; que cette prise de possession n'a point précédé un arrangement amiable avec Mr. l'Electeur Palatin, & qu'elle n'a eu lieu au contraire qu'après la convention signée & ratifiée par Mr. l'Electeur, comme une conséquence nécessaire de ce dont on étoit convenu avec lui, moyennant quoi il semble, pu'il peut y avoir d'autant moins à dire sur ce fait, qu'il est notoirement bien des exemples de possession prise à titre d'un moyen de revendication, que l'on a jugé nécessaire pour mettre ses droits à couvert avant même de faire connoître ses prétentions.

Et pour ce qui est enfin de la possession, que S. M. l'Empereur a fait prendre des fiefs devolus à l'Empire non par des Troupes Autrichiennes, mais en qualité des Troupes de l'Empereur & de Cercle, S. M. rend justice à la façon de penser de S. M. I. en témoignant qu'elle espere, que l'intention de S. M. I. ne sera pas de disposer de ces fiefs autrement qu'avec le concours des Electeurs & Princes de l'Empire conformément à l'Article XI. de sa Capitulation, & en faisant droit à chacun d'une manière conforme aux Constitutions.

S. M. l'Impératrice souhaite que les observations & éclaircissemens contenus dans cette Note puissent produire tout l'effet de leur destination & contribuer par là au maintien désirable de la bonne intelligence, qui subsiste heureusement entre les deux Cours. S. M. suppose les mêmes vœux & les mêmes intentions à la Cour de Berlin & dans le cas d'une juste réciprocité des sentimens & des procédés, S. M. Prussienne peut compter que conjointement avec S. M. l'Empereur S. M. l'Impératrice sera toujours disposée à s'entendre amialement avec Elle dans les occurrences, & qu'Elle se fera de même toujours un vrai plaisir des preuves réelles d'amitié & de bonne volonté que des circonstances ou des événemens pourroient la mettre dans le cas de pouvoir lui donner.

à Vienne le 16. Février 1778.

(Signé.) *PR. DE KAUNITZ RIETBERG.*



No. 4.

Note du Baron de Riedesel au Prince de Kaunitz, Du 9. de Mars 1778.

Sa Majesté le Roi de Prusse a reçu avec la plus parfaite reconnoissance les éclaircissements, que Sa Majesté l'Impératrice-Reine a bien voulu Lui donner sur ses prétentions à la Succession de Bavière par la Note, que le Prince de Kaunitz-Rietberg a remise au Baron de Riedesel le 16. Fevrier. Sa Majesté y a vu surtout avec plaisir, que Sa Majesté Impériale & Royale Lui a rendu la Justice de n'attribuer les doutes, que Sa Majesté Prussienne Lui a fait connoître sur cet objet par la premiere Note du 7. Fevrier, qu'à l'intention de prévenir par des explications amicales toute mésintelligence possible entre les deux Cours. Il n'y a eu en effet d'autre but dans cette premiere démarche, & ce n'est aussi par aucun autre motif, que S. M. le Roi de Prusse se trouve engagée à revenir encore une fois à ces explications pour exposer à Sa Majesté l'Impératrice-Reine les raisons, par lesquelles Elle croit, que la Note du 16. Fevrier, loin de lever ses premieres doutes, n'a fait que les fortifier & les convertir même en réalités.

La transaction, que Mr. l'Electeur Palatin vient de passer avec Sa Majesté l'Impératrice-Reine, n'est qu'un accessoire, dont la validité depend uniquement de la nature originaire & primitive des prétentions de Sa dite Majesté Impériale & Royale sur la Succession de Bavière. Ces prétentions ont été annoncées dans la Note circulaire communiquée aux Ministres étrangers & dans les patentes publiées en Bavière, comme affectant 1^o. quelques *districts de la Bavière* du Chef de l'Investiture donnée l'an 1426. par l'Empereur Sigismond à la maison d'Autriche; 2^o. *les fiefs de la Couronne de Bohême* situés dans le Haut-Palatinaat & reversibles à cette Couronne; 3^o. *la Succession allodiale* du defunt Electeur de Bavière doit, selon une reponse donnée à Mr. l'Electeur de Saxe, former encore un objet, auquel S. M. l'Impératrice-Reine prétend concourir avec Madame l'Electrice douairiere de Saxe, sous le titre de *regredience*, comme descendante de l'Empereur Ferdinand II. & de son Epouse Marie Anne, fille de Guillaume V. Duc de Bavière.

La premiere prétention est la plus importante & si essentielle, que de sa décision depend tout le reste. Cette décision paroît resulter tout simplement de l'Ordre de la Succession des Ducs de Bavière, & d'un petit nombre de faits, qui y sont relatifs, & qu'on ne sauroit s'empêcher d'alléguer.

Otton, Comte Palatin de Wittelsbach reçut le Duché de Bavière comme un fief masculin de l'Empire en 1180. de l'Empereur Frederic I. après la proscription de Henri le Lion Duc de Saxe & de Bavière. Son petit-fils Otton l'Illustre joignit à la Bavière le Palatinaat du Rhin, lesquels deux païs furent aussi possédés par son fils Louis le Severe. Les deux fils de Louis le Severe, Rodolphe & Louis, devenu ensuite Empereur, partagerent les Etats de leur pere en 1310. & ce partage fut renouvelé par la fameuse convention conclue l'an 1329. à Pavie, selon laquelle l'Empereur Louis garda la Haute-Bavière, & les fils de Rodolphe eurent le Pala-



Palatinat inferieur ou celui du Rhin & le Haut Palatinat. Ils s'assurèrent en même tems une assistance mutuelle & la *Succession réciproque à la dignité Electorale, & dans tous leurs Etats, en se promettant, de n'en jamais rien céder, ni vendre, ni aliéner autrement*; stipulations, par lesquelles ils ont en effet chargé toute la Bavière & les deux Palatinats d'un Fideicommiss inaliénable & inséparable, s'il en fut jamais, malgré qu'on le veuille revoquer en doute dans la Note du 16. Fevrier. Cette Convention de Pavie, émanée d'un Empereur même, & confirmée tout de suite par le consentement des Electeurs, a toujours servi de base dans les pactes de famille, que les deux branches ont renouvelles de tems à autre, & notamment en 1425. 1524. 1724. 1746. & 1766. Elle affecte par consequent dans ses stipulations non seulement la *Haute*-mais aussi la *Basse-Bavière*, que l'Empereur Louis réunit en 1340. à sa ligne, & c'est une Sanction Pragmatique, & loi fondamentale de cette famille commune, à laquelle aucune de ses branches ne sauroit déroger, non plus que l'Empereur même. La Convention de Pavie n'est d'ailleurs qu'une suite du Systeme féodal & général d'Allemagne, selon le quel des fiefs masculins, qui sont acquis à deux branches d'une maison par un pere & acquereur commun, ne sauroient en sortir, ni par les femmes, ni par la disposition d'un Empereur aussi long-tems, qu'il existe encore quelque mâle de cette maison. Aussi les différentes branches des Ducs de Bavière, qui se sont autre fois partagées à l'infini, se sont-elles toujours succedées d'après ces principes l'une à l'extinction de l'autre jusqu'à la mort du dernier Electeur. Ces frequents partages, qu'on relève dans la Note du 16. Fevrier, ont été faits dans la maison de Bavière même, & ne sauroient autoriser une séparation & aliénation en faveur d'une maison étrangere.

On assure à la vérité, que la ligne des Ducs de la Basse-Bavière, qu'on nomme aussi celle de Straubing & de Hollande, qui descendoit d'Albert fils de l'Empereur Louis, étant venue à s'éteindre en 1424. par la mort du dernier Duc Jean, & les 4. Ducs de la Haute-Bavière se faisant la guerre pour cette Succession, l'Empereur Sigismond doit avoir donné à son gendre Albert Duc d'Autriche, dont la mere étoit Sœur du Duc Jean de Bavière, une Investiture effective de la Basse-Bavière; mais l'Empereur ne pouvoit de droit ni confisquer au Domaine de l'Empire, ni donner à une maison étrangere un fief masculin, comme la Basse-Bavière, pendant l'existence des lignes collaterales de la maison de Bavière, & ce principe prévalut aussi tellement, que l'Empereur Sigismond prononça en 1429. dans une Assemblée de Pairs ou d'Arbitres, convoqués à Presbourg, une sentence définitive, qui existe en son entier, par laquelle il adjugea toute la Basse-Bavière aux quatre Ducs de la Haute-Bavière, sans faire aucune attention à la prétention de la maison d'Autriche, qui y a aussi toujours acquiescé. On a donc de la peine à concevoir, comment la Cour de Vienne puisse après 350. ans, & pendant que la maison de Bavière subsiste encore dans les trois branches Palatines, réclamer l'effet d'une Investiture surannée, qui n'a encore jamais été produite, qui de son aveu a été donnée sans le consentement de l'Empire, également usité & nécessaire



cessaire même avant les Capitulations, qui dans son origine étoit toujours contraire au Système féodal & aux pactes & droits incontestables de la maison de Bavière, qui après tout a été même revuë & anéantie par une Sentence postérieure & formellement prononcée avec connoissance de cause par le même Empereur, qui doit lui avoir donné la dite investiture, & laquelle, si elle avoit jamais eu quelque valeur, l'auroit perduë, après que les descendans masculins du Duc Albert d'Autriche, auquel elle a été donnée, sont venus à manquer dans la personne de l'Empereur Charles VI. On ne sauroit se dispenser de contredire ici à ce qui est avancé par comparaison, mais gratuitement, dans la Note du 16. Fevrier, que l'Empereur Sigismond avoit pû donner l'Investiture de la Bavière sans l'aveu de l'Empire, comme il avoit sans aucune décision de l'Empire transmis l'Electorat de Brandebourg à Frédéric Bourggrave de Nuremberg. On peut prouver tout au contraire par le Diplome original de Sigismond daté au Concile de Constance de 1415. & par les lettres de consentement de tous les Electeurs, que cette translation de l'Electorat de Brandebourg s'est faite pour une Somme très equivalente avec le consentement de tous les Electeurs & des Princes de l'Empire, & que Sigismond ne s'en est réservé le rachat, que pour lui, son frere Wenceslâs & ses descendans mâles; condition, qui est venue à s'éteindre avec ces deux Princes, qui sont morts sans descendans mâles. C'est une seconde observation, qu'on est obligé de faire ici, pour ne pas passer sous silence un principe erroné, qui a été adopté dans un mémoire particulier, mais auquel on s'abstient d'ailleurs de répondre, pour suivre le louable exemple de la Cour de Vienne, de ne pas meler à la présente discussion d'autres objets qui y sont étrangers.

La seconde prétention concerne *les fiefs de la Couronne de Bohême dans le Haut-Palatinat*, que Sa Majesté l'Impératrice-Reine regarde comme reversibles à sa Couronne après l'extinction de la ligne Guillelmine, & sur lesquels la Note du 16. Fevrier a donnée pour éclaircissement: Que c'étoient des biens, que la Couronne de Bohême avoit achetés & avoit ensuite donnés en fiefs aux Comtes Palatins; qu'ils ne faisoient pas parties intégrantes du Haut-Palatinat; que la paix de Westphalie n'avoit ni pû ni voulu les enlever aux Rois de Bohême, & que ceux-ci en avoient donné une Investiture particuliere au Duc de Bavière en 1631. & à l'Electeur Palatin en 1708. Tous ces argumens, qui ne prouvent pas même la thèse, perdent leur force quand on considere les circonstances suivantes:

Les territoires, qui sont ensuite devenus des fiefs de Bohême, ont de tout tems incontestablement appartenû à l'ancien patrimoine de la maison de Wittelsbach; ils sont expressement nommés dans le Traité de Pavie de 1329. & ont été chargés par-là du Fideicommiss perpétuel & inaliénable établi par ce Traité. Comme dans le partage ils ont été assignés avec le Haut-Palatinat à la ligne Palatine, laquelle a ensuite seule emporté l'Electorat Palatin; ils sont ainsi que le Haut-Palatinat même devenus une partie intégrante de l'Electorat Palatin, & ont acquis par-là la qualité d'indémembrables & d'inséparables, dont la Bulle d'or faite en 1356. a chargé cet Electorat. Si la Couronne de Bohême a ensuite acquis des droits sur



ces territoires, ils ne consistent que dans *la féodalité ou le Domaine direct*, la *Substance* en est toujours restée à la maison Palatine, & la Couronne de Bohême est obligée de conférer ces fiefs à tous les descendants de la maison Palatine aussi longtemps qu'il en existe. La Proscription de l'Electeur Frederic V., la vente du Haut-Palatinat faite en 1628. au Duc de Bavière, & les Investitures particulieres données en 1631. & 1708. transactions toutes momentanées & non permanentes, & même la paix de Westphalie, n'ont rien changé à cette obligation. La maison Palatine n'a perdu par-là que la possession de ces fiefs pendant l'existence de la ligne Guillelmine. Comme selon la teneur expresse de l'article IV. du Traité de Westphalie tout le Haut-Palatinat doit après l'extinction de la ligne Guillelmine retourner à la ligne Rodolphine, sans que l'Empereur Ferdinand III. Roi de Bohême, Contractant principal de la paix de Westphalie, y ait fait la moindre exception, il doit naturellement retomber à la ligne Palatine, tel qu'il a été possédé par la ligne Guillelmine & auparavant par elle-même, par conséquent avec les fiefs de Bohême, qui, à ce qui a été prouvé ci-dessus, font une partie intégrante du Haut-Palatinat, de l'Electorat Palatin, & de l'ancien patrimoine de la maison Palatine. Sa Majesté l'Impératrice-Reine de Bohême comme Descendante de Ferdinand III. ne sauroit donc consolider ces fiefs, ni les contester à la maison Palatine, à laquelle l'Investiture simultanée a déjà été assurée d'avance par les termes exprès du susdit article de la paix de Westphalie.

La troisième prétention par laquelle S. M. l'Impératrice-Reine veut concourir en commun avec Madame l'Electrice douairiere de Saxe à l'héritage de l'alleu de Bavière, sous le titre de *regrédience*, comme descendante d'une Princesse de Bavière, paroît directement contraire à l'usage constant de la maison de Bavière & de toute l'Allemagne, qui assure toute succession allodiale exclusivement à la plus proche heritiere & parente du dernier possesseur. Si l'on vouloit adopter un principe opposé à celui-ci, toutes les maisons qui descendent de celle de Bavière par des Princesses, comme celle de France, de Wurtemberg &c. pourroient également exercer ce droit de *regrédience* & S. M. l'Impératrice-Reine n'auroit pas pu exclure de la Succession allodiale de la maison d'Autriche les maisons de Bavière & de Saxe, qui descendent des Princesses filles de l'Empereur Joseph I.

Après tout ce qu'on vient de déduire avec évidence, il paroît qu'aucune des prétentions annoncées de la part de S. M. l'Impératrice-Reine ne sauroit subsister dans la plus petite partie. Si Mr. l'Electeur Palatin les a reconnues par une transaction particuliere, elles n'ont pas acquis par-là un plus grand degré de solidité, qu'elles n'ont eu auparavant. On peut laisser indéci, si ce Prince y a été porté volontairement, quoique le contraire paroisse résulter de plusieurs circonstances & surtout de celle, que Mr. l'Electeur Palatin a pris possession de toute la Bavière, selon sa premiere patente, & que S. M. l'Impératrice-Reine annonce Elle-même dans la Note circulaire du 20. Janvier d'avoir été engagée par cette démarche, à faire marcher un corps de Troupes suffisant vers la Bavière, ce qui a produit ensuite la transaction, par laquelle Mr. l'Electeur Palatin doit avoir reconnu les prétentions de la Maison



son d'Autriche. De quelque façon que ce Prince l'ait fait, il n'a pas pû le faire d'une manière valable & obligatoire, ni pour sa vie, ni pour le tems à venir & pour le reste de la Famille Palatine. Il n'a pas pû seul & de son chef démembrement & céder la moitié du Duché de Bavière, chargé d'un Fideicommiss perpétuel par tous les pactes de la Maison, ni une grande partie du Haut-Palatinat, reverfible uniquement par la paix de Westphalie à la Maison Palatine, appartenant à l'Electorat Palatin, & affecté par-là de la qualité d'*indémembtable* des Electorats. Une pareille Cession, laquelle peu valable dans son origine & dans ses titres, & encore moins proportionnée avec les prétentions mêmes de S. M. Impériale & Royale emporteroit pourtant la plus grande partie du fief & de l'alleu de la Bavière, n'a pû être faite au préjudice & fans le consentement de tous les Princes de la Maison Palatine, des Héritiers allodiaux & de l'Empire même. Les droits du tiers ou de toutes ces parties font trop intéressés dans le cas présent, pour que les principes généraux, qu'on a fait valoir dans le commencement & la fin de la Note du 16. Février sur la faculté que S. M. l'Impératrice avoit eue de transiger avec Mr. l'Electeur Palatin sans aucune intervention étrangere, puissent y être appliqués & en fassent l'inversion. Non seulement les Princes Palatins, les Héritiers allodiaux & d'autres Princes qui ont des prétentions sur quelques parties de la Succession Bavaroise ont les plus fortes raisons de réclamer contre un arrangement, qui renverse tous leurs droits & leurs justes prétentions, mais aussi tous les Etats & Membres de l'Empire, ainsi que toutes les Puissances qui prennent quelque part à sa conservation, ont autant de droit que d'intérêt, d'intervenir dans une circonstance, où il ne s'agit pas de moins que de démembrement deux des plus grands Electorats, sans titres & d'une manière, qui ne pourroit qu'affecter toute la balance du pouvoir dans l'Empire, & par ses suites toute la sûreté du Corps Germanique.

Sa Majesté le Roi de Prusse croit ne pas blesser la délicatesse de Leurs Majestés Impériales, en Leur réitérant ses représentations & en réclamant de nouveau Leur justice & Leur modération dans une occasion si importante. Elle Les prie instamment de remettre les choses dans l'Etat où elles ont été à la mort du dernier Electeur de Bavière, & de se prêter à des voyes de négociation, par lesquelles on puisse arranger la succession de Bavière d'une manière propre à conserver l'équilibre de l'Empire, ainsi que ses constitutions & la paix de Westphalie, & à assurer les droits & les intérêts de Mr. l'Electeur de Saxe, de Mrs. les Princes Palatins, de Mrs. les Ducs de Mecklenbourg, & de tout autre qui pourroit avoir part à cette Succession. Sa Majesté proteste de la manière la plus forte, qu'Elle ne se porte à cette nouvelle démarche que par la nécessité des circonstances & par le désir sincere, dont Elle est constamment animée de faire tout ce qui dépend d'Elle, pour maintenir la bonne intelligence entre les deux Cours, & de convaincre Leurs Majestés Impériales de toute l'étendue de Sa parfaite & sincere amitié & estime. Vienne, le 9. de Mars 1778.

RIEDELSEL.



N. 5.

Note du Prince de Kaunitz au Baron de Riedesel, du 1. Avril 1778.

Lorsqu'au moïen de la Note qui a été présentée par le B. de Riedesel le 7. du mois de Fevrier dernier, Sa Majesté Prussienne a communiqué à l'Impératrice-Reine quelques doutes, dont Lui paroïssoit susceptible l'objet de la Succession Bavaroise, & qu'en conséquence Elle Lui a demandé amiablement quelques éclaircissémens sur ce sujet; Sa Majesté a déferé sans difficulté à cette requisition; & Elle répondroit avec la même déference au Mémoire que vient de remettre au Prince de Kaunitz-Rietberg le Baron de Riedesel, si son contenu pouvoit y donner lieu.

Mais comme il y est dit entre autres: *Que les raisons qui ont été communiquées à Sa Majesté Prussienne, loin de lever ses premiers doutes, n'avoient fait que les fortifier & les convertir en réalité: & en même tems: Qu'aucune des prétentions annoncées de la part de S. M. l'Imp. Reine ne sauroit subsister dans la plus petite partie: S. M. est dans le cas de ne plus pouvoir se permettre d'entrer dans aucune discussion ulterieure de ses droits, & Elle peut beaucoup moins par conséquent consentir à se désister d'une Possession légalement acquise, pour remettre les choses dans l'Etat où Elles étoient à la mort du dernier Electeur de Baviere.*

Les intéressés quelconques à la Succession Bavaroise peuvent compter néanmoins, que certainement il leur sera rendu toute la justice qu'ils pourront être fondés à réclamer; & tous les autres Princes & Etats de l'Allemagne peuvent être assurés de même, que S. M. est aussi éloignée de prétendre que de vouloir soutenir chose quelconque qui se trouveroit effectivement contraire aux articles de la Paix de Westphalie, ou à ceux d'aucune autre Loi ou Constitution de l'Empire.

Mais en même tems cependant Sa Majesté ne peut pas s'empêcher de déclarer: Qu'Elle ne pense pas, que ni sa qualité d'Electeur ni celle d'un des principaux Etats de l'Empire Lui donnent le Droit de s'établir en Juge ou Tuteur d'aucun de ses Co-Etats, non plus que celui de contester à qui que ce soit d'entre eux, la liberté de pouvoir faire des acquisitions par toutes les voies, qu'autorisent les Loix & les Constitutions de l'Empire; qu'en partant de ce Principe incontestable, naturellement Elle ne peut admettre & n'admettra jamais, qu'un autre Etat de l'Empire puisse user de pareille autorité, ni vis à-vis d'Elle, ni même à l'égard d'aucun de ses Co-Etats; & que par conséquent, si quelqu'un se permettoit de l'attaquer dans la circonstance présente, en haine de quelque acquisition fondée sur son bon droit & autorisée par les Loix de l'Empire, non seulement Elle opposera à pareille violation manifeste de la Paix publique tous les moïens d'une juste défense, qui sont en sa Puissance, mais que par reciprocité Elle se croira même dans la nécessité de devoir faire la guerre de son côté, au premier de ses Co-Etats qui pourra se trouver dans le même cas.

S. M. souhaite néanmoins bien sincèrement pouvoir s'en dispenser, & Elle adoptera même avec plaisir tout moïen admissible, que l'on pourroit juger propre à maintenir la tranquillité générale, & en particulier la bonne intelligence desirable entre Elle & Sa Majesté Prussienne. à Vienne, le 1. Avril 1778.



N. 6.

Note du Baron de Riedesel au Prince de Kaunitz du 22. Avril 1778.

La réponse, que le Prince de Kaunitz-Rietberg vient de donner en date du 1^{er}. Avril, au Baron de Riedesel, sur son dernier Mémoire, est conçue dans des termes & sur des principes, qui bien loin de s'accorder avec les sentimens que le Roi a manifestés dans Ses représentations amicales, pourroient plutôt faire regarder cette réponse comme devant mettre fin à toute négociation.

Quoique le Roi ait lieu d'en être surpris, S. M. ne balance pas de s'expliquer encore de nouveau sur le contenu de ce Mémoire, pour ne laisser aucun doute sur la justice & la modération de ses sentimens & de ses procédés dans l'affaire de la Succession de Bavière.

S. M. croit n'avoir rien fait de contraire à l'amitié & aux égards dûs à la dignité de S. M. l'Impératrice-Reine, en lui représentant avec franchise, mais dans les termes les plus mesurés, l'insuffisance notoire de ses prétentions sur la dite Succession, & en la requérant de remettre les choses en Bavière dans l'état précédent, & de se prêter à des voyes de négociation propres à les arranger avec les parties intéressées à l'amiable & d'une manière conforme à leurs droits & aux Constitutions de l'Empire. Ce sont des principes de droit & d'équité, auxquels des Etats, qui veulent observer la justice & qui se trouvent dans une société telle que le Corps Germanique, ne sauroient se refuser.

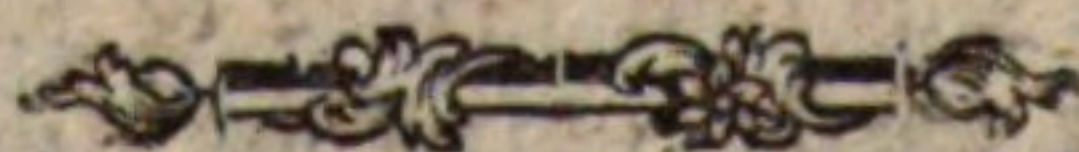
Sans vouloir examiner les motifs du silence, qui a été gardé dans la Note du 1^{er}. Avril sur les argumens, qui ont été opposé dans le Memoire précédent aux différentes prétentions de la Cour de Vienne sur la Bavière, & qui paroissent devoir en emporter la conviction, on pourroit regarder l'assurance générale, que S. M. l'Impératrice Reine a bien voulu y donner aux parties intéressées, comme propre à les rassurer; mais il s'agit de la réaliser & d'ouvrir les voyes qui puissent conduire à un but si desirable. C'est tout ce que S. M. Prussienne a proposé & demandé jusqu'ici. Elle n'a jamais prétendu s'ériger en Juge & en Tuteur de Ses Co-Etats; mais Elle croit que tout Prince & Etat de l'Empire, & surtout un Electeur, qui est sans contredit partie contractante de la Paix de Westphalie & de toutes les Constitutions de l'Empire, & dont l'Intervention a d'ailleurs été expressément sollicitée par Ses Co-Etats lésés dans cette occurrence, est non seulement fondé & autorisé, mais même obligé par ses devoirs, à réclamer contre toute entreprise injuste & violente dans l'Empire & surtout à intervenir dans un cas aussi grave, où un des principaux Electorats & Duchés est démembré d'une manière si considerable sans aucun titre apparent, par une Convention extorquée



à un Prince, qui méconnoit & sacrifie les droits les plus clairs & les plus sacrés de Sa Maison, dont il n'est que le dépositaire, & où ce demembrement s'est fait sans observer la forme autorisée par les loix, en contravention manifeste de la Bulle d'or, de la Paix de Westphalie & des Capitulations Impériales & au préjudice irréparable des plus illustres Maisons d'Allemagne; dans un cas enfin, où le Chef de l'Empire, qui n'en est pas le Maître absolu, mais le premier Membre, autorise ce démembrement injuste de la Bavière en faveur de sa propre Maison; où il fait occuper par ses Troupes particulieres un grand nombre des parties intégrantes de ce Duché, les déclare de son autorité privée pour des fiefs vacans, en dispose sans la concurrence de l'Empire contre la teneur de l'article 3. & 11. de Sa Capitulation & où depuis un si grand espace de tems, on ne voit prendre aucune mesure pour arranger l'importante Succession de Bavière à la Diette ou par des voyes conformes aux loix.

Leurs Majestés Impériales ne sauroient se dissimuler la sensation, que ces entreprises arbitraires, qui affectent si essentiellement la sûreté, la liberté, & toute la Constitution du Corps Germanique, ont déjà faites dans tout l'Empire & même dans toute l'Europe, & S. M. se promet de leur équité & de leur modération, qu'Elles y réfléchiront sérieusement; qu'Elles tâcheront de prévenir les suites qui doivent naturellement en résulter & qu'Elles recevront d'une manière plus amicale les représentations qu'Elle croit devoir Leur renouveler sur ce sujet.

S. M. ne veut pas relever les expressions trop fortes du Mémoire que le Pr. de Kaunitz a remis à son Ministre. Elle aime mieux s'en tenir à celles qui en font la conclusion, & elle croit pouvoir & devoir attendre, que la Cour de Vienne, qui s'est mise en possession des objets litigieux, s'explique sur les moyens qu'elle regarde comme admissibles pour régler la Succession de Bavière. S'il en est de compatibles avec l'équilibre de l'Empire, avec les justes prétentions de la Cour Electorale de Saxe, avec les droits légitimes des Comtes Palatins, & notamment du Duc de Deux Ponts, ainsi que des Ducs de Mecklenbourg, S. M. se fera un plaisir de prouver, que le maintien de la tranquillité générale, & en particulier de la bonne intelligence entre les deux Cours, ne Lui tient pas moins à cœur qu'à Leurs Majestés Impériales.





No. 7.

*Mémoire du Prince de Kaunitz adressé au Baron de Riedesel,
le 7. de Mai 1778.*

Sa Majesté l'Impératrice Reine a déclaré par le Mémoire, qui a été remis au Baron de Riedesel le 1^{er} du mois d'Avril dernier :

“Qu'Elle adoptera avec plaisir tout moyen admissible, que l'on pourroit juger propre à maintenir la tranquillité générale, & que les Intéressés quelconques à la Succession Bavaroise pouvoient compter, que certainement il leur sera rendu de sa part toute la Justice, qu'ils pourroient être fondés de réclamer.”

En témoignant de pareilles intentions, Sa Majesté n'a point imaginé, que sa Réponse pourroit être regardée comme devant mettre fin à toute Négociation, & Elle a pensé ainsi au contraire avoir prouvé bien positivement ses dispositions conciliatoires en déclarant, qu'Elle étoit prête à adopter tout moyen admissible, c'est à dire tout moyen, qui ne blesseroit ni sa Dignité, ni la Justice de sa Cause.

Sa Majesté n'a point crû pouvoir se permettre cependant, d'entrer dans des discussions ultérieures sur ses Droits, parceque ainsi qu'Elle a pu se prêter à donner des éclaircissémens sur des doutes amicalement exposés, dès le moment, qu'on a jugé pouvoir les Lui présenter comme des décisions, il ne Lui a plus été possible de pouvoir y répondre, sans blesser Sa considération, & Elle n'a pu les admettre par la raison, qu'Elle ne pense pas :

“Que ni sa qualité d'Electeur ni celle d'un des Principaux Etats de l'Empire puissent Lui donner à Elle même le Droit de s'établir en Juge d'aucun de ses Co-Etats.”

Sa Majesté Prussienne paroissant néanmoins s'attendre à une Réponse détaillée sur son avant dernier Mémoire, & déclarant en même tems dans le dernier :

“Qu'Elle ne prétend pas s'ériger en Juge & en Tuteur de ses Co-Etats.”

Sa Majesté l'Impératrice-Reine se prête volontiers à communiquer actuellement à Sa dite Majesté la réponse détaillée, qui avoit été faite dès après que l'on eut reçu son avant dernier Mémoire, & dont la communication n'a été différée, que par les raisons susdites.

On croit avoir démontré dans cette Analyse de l'avant dernier Mémoire de Sa Majesté Prussienne, que tout son Contenu, ainsi que ce qui vient d'être répété dans le dernier, de l'insuffisance notoire des prétentions de la Maison d'Autriche, des Entreprises injustes & violentes, d'une Convention extorquée, de Contraventions manifestes à la Bulle d'or, à la Paix de Westphalie &c. n'est fondé que sur des Suppositions qui ne subsistent ni de fait, ni de droit.

Et il en est de même des propositions contenues dans le dernier Mémoire :

Que le Chef de l'Empire, d'après une jurisprudence inconnue jusqu'ici dans le droit public du Corps Germanique, n'est que le premier Membre de l'Empire.

Que



Que ce Chef autorise le démembrement injuste de la Bavière en faveur de Sa Maison.

Qu'il fait occuper par Ses Troupes particulières un grand nombre des parties intégrantes de ce Duché.

Qu'il les déclare de son autorité privée pour des Fiefs vacans.

Qu'il en dispose sans la concurrence de l'Empire contre la teneur de l'Article 3. § 11. de Sa Capitulation &c. &c.

Leurs Majestés Impériales & Royales n'ont pu être insensibles à des imputations, qui sont aussi contraires aux sentimens dont Elles s'étoient flattées jusqu'ici de Sa Majesté Prussienne, qu'elles sont éloignées des principes & de la façon de penser, dont elles croient avoir donné des preuves dans tous les tems; mais Elles n'y repondront cependant que par des vérités & par des faits qui sont de notoriété publique.

Personne n'ignore, que la Bulle d'or autorise nommément les Electeurs à pouvoir acquérir des Provinces de l'Empire, soit en les achetant, soit d'autre manière, sans avoir besoin pour cet effet d'un consentement particulier de l'Empereur, & que tous les Etats de l'Empire ont incontestablement le droit de pouvoir transiger sur des différends de Cas de Succession.

Sa Majesté l'Empereur en sa qualité de Chef de l'Empire n'a point pu mettre obstacle par conséquent à la Transaction passée entre l'Impératrice-Reine & Mr. l'Electeur Palatin, mais il n'existe point de fait que Sa Majesté Imp. l'ait autorisée.

Ce n'est point d'un grand nombre de parties intégrantes du Duché de Bavière, mais uniquement des nouveaux Acquêts Fiefs de l'Empire, nommément désignés dans la Patente du 16. Janvier de cette année, & non par ses Troupes particulières, mais par des Troupes du Cercle, que l'Empereur a fait prendre possession des dits Fiefs, & Sa Majesté n'a fait par-là que satisfaire aux devoirs que Lui impose Sa Capitulation Art. 11. §. 11. Ce n'est pas non plus de son autorité privée que Sa Majesté Imp. a déclaré ces nouveaux acquêts pour des Fiefs vacans, attendu qu'ils se sont trouvés l'être notoirement de fait & de droit au moment du décès du dernier Electeur de Bavière. C'est parce qu'ils sont incontestablement vacans, que Son Altesse Elect. Palat. a été dans le cas de requérir, ainsi qu'Elle l'a fait par des Lettres circulaires, tous Ses Co-Etats, de vouloir bien concourir à Lui en faire obtenir le renouvellement d'Investiture; & ce n'est sans doute, que parce que Sa Majesté Prussienne les a regardés comme effectivement vacans, qu'Elle a crû pouvoir se charger d'appuyer de ses bons offices une Déduction imprimée, qui a paru à Schwerin le 28. Fevrier dernier sous le titre:
 „Vorläufige Darstellung des Rechts des Durchl. Herzoglich-Mecklenburgischen
 „Hauses, von den, durch das Absterben des Durchl. Churfürsten und Herrn,
 „Herrn Maximilian Josephs zu Bayern, gegenwärtig erledigten, und dem
 „Reich eröffneten Lehen, eins oder das andere, in specie die Landgrafschaft
 „Leuchtenberg, von Sr. Kayserl. Allerhöchsten Majestät und dem Reiche allers
 „unterthänigst zu verlangen und zu gewärtigen.“



Enfin l'Empereur non seulement n'a point disposé non plus des dits Fiefs vacans sans la concurrence de l'Empire contre la teneur de l'Art. 3. & 11. de Sa Capitulation, mais Il n'en a disposé encore en façon quelconque. Sa Majesté a même déclaré solennellement tout au contraire, tant par Sa Patente, dont il a été fait mention ci-dessus, que par Son Rescript à Sa Principale Commission à la Diète en date du 17. Janvier: Que ni l'Acte de la Prise de Possession exercée dans les dits nouveaux acquêts en vertu de Sa Capitulation, ni l'administration, qui y a été établie en conséquence ne porteroient préjudice à qui que ce soit, qui pouvoit y avoir des prétentions fondées, & qu'un chacun seroit écouté & satisfait à cet égard, ainsi que de Droit.

Toutes les propositions auxquelles l'on vient de répondre paroissent donc avoir été des Conclusions tirées de Suppositions de Faits & de Droits, que l'on a cruës exactes, & qui se trouvent ne point l'être.

Et Sa Majesté Imp. désirant sincèrement, que la fâcheuse différence d'opinion, qui en a été la suite, puisse se concilier, Elle croit devoir rappeler encore une fois à cette fin désirable, le vrai état des choses & de Ses intentions.

Le Sérénissime Electeur Palatin ne reclame point contre la Convention qu'Il a faite avec Sa Maj. l'Impératrice Reine.

Les prétentions de Mr. l'Electeur de Saxe, auxquelles Sa Majesté n'entend porter aucun obstacle, ne la regardant, que pour autant, qu'il pourroit s'en trouver de fondées sur la partie de la Succession Bavaroise, qui Lui est dévolue par Sa Transaction avec Mr. l'Electeur Palatin; à cet égard Sa Majesté ne Lui laissera rien à désirer sur les preuves qui pourront en être données. Et sur tout le reste, qui ne peut regarder que l'Agnat héritier du premier Acquereur, Sa Majesté concourra volontiers par Ses bons offices à ce qui pourroit équitablement accélérer un accommodement amiable; auquel Son Altesse Elect. de Saxe ayant constamment déclaré jusqu'ici être disposée, il semble que c'est tout ce que l'on peut désirer à cet égard de Sa Majesté.

La Maison de Mecklenbourg demande ou tel, ou tel autre des Fiefs de l'Empire, devenus vacans par la mort du dernier Electeur de Bavière. Elle ne demande donc & n'a rien à demander à Sa Majesté l'Impératrice Reine; Sa Majesté souscrira volontiers à tout ce que l'Empereur & l'Empire jugeront pouvoir Lui accorder; & il s'ensuit par conséquent, qu'il n'existe aucun sujet de démêlé entre Elle & la Maison de Mecklenbourg.

Il ne reste donc uniquement que Mr. le Duc des Deux-Ponts. Il est incontestable, que ce Prince n'aura réellement le Droit d'agir & de contester que lorsque la Ligne Palatine de Sulzbac éteinte, la Succession pourra se trouver dévolue à celle des Deux-Ponts, & que, pendant que la Ligne actuellement regnante existe, Elle est en droit de statuer à l'égard de Ses possessions tout ce qui n'est pas contraire aux Loix & aux Constitutions de l'Empire.



Sa Majesté a cependant déjà fait déclarer solennellement à la Diète, que malgré cela Elle étoit prête à donner les mains, à ce que cette contestation soit examinée & légalement décidée dès à présent. Et afin qu'on ne puisse douter en façon quelconque, que telle ne soit positivement Son intention, Elle invite même Mr. le Duc des Deux-Ponts à produire les Grieffs & les Droits qu'il croit avoir, de la manière prescrite par les Loix & les Constitutions de l'Empire, afin que les prétentions de Sa Majesté puissent être examinées conjointement avec les Droits de Succession à venir de la Ligne des Deux-Ponts, que les deux questions puissent être en même tems définitivement décidées, & que l'Execution du jugement puisse enfin être déferée à l'Empereur & à l'Empire & garantie même en tout cas par celles des Puissances étrangères qui pourroient en être requises.

Il résulte donc de ce que ci-dessus :

Que Mr. l'Electeur Palatin ne reclame point contre la transaction, qu'il a trouvé bon de faire.

Que rien ne s'oppose à un accommodement équitable des prétentions allo-diales de Mr. l'Electeur de Saxe.

Et que, quant à Mr. le Duc des Deux-Ponts, une Décision légale pourra mettre fin à la Contestation, qu'il a jugé à propos d'élever. Et il semble par conséquent, que moyennant cela toutes les voies de Conciliation se trouvent être ouvertes, & que l'on devoit espérer, de voir cesser enfin la facheuse difference d'opinion, qui s'est soutenue jusqu'ici, ainsi que tout ce qui en a été la suite.

Sa Majesté prend plaisir à S'en flatter, & Elle le désire d'autant plus, que l'assurance, que vient de Lui donner Sa Majesté Prussienne: que le maintien de la tranquillité générale & en particulier de la bonne intelligence entre les deux Cours, ne Lui tient pas moins à cœur qu'à Elle, est bien parfaitement conforme à Ses vœux & à Ses intentions.

A Vienne, le 7. de Mai, 1778.

Signé, *KAUNITZ RIETBERG.*

No. 8.

**RÉPONSE DÉTAILLÉE
DE LACOUR DE VIENNE**

DU 7. DE MAI 1778.

SERVANT

**D'ANALYSE DU MÉMOIRE
DE LA COUR DE BERLIN**

DU 9. DE MARS

AVEC

**LA REPLIQUE
DE CETTE DERNIERE COUR A CETTE ANALYSE.**



Mémoire présenté par le Baron de Riedesel, à Vienne le 9. Mars 1778.

Réponse de la Cour de Vienne.

On n'a marqué ici que le commencement & la fin des passages de ce Mémoire, auxquels les réponses se rapportent, pour ne pas réimprimer ici le même Mémoire qui se trouve en entier à la page 7.

S. M. le Roi de Prusse - - - n'a fait que les fortifier & les convertir même en réalités.

térieurs, auxquels cette analyse pourra donner lieu, devroient faire voir les choses enfin, non pas ce qu'elles ont paru être, mais ce qu'elles sont en effet.

La Transaction, que Mr. l'Electeur Palatin - - - sur la Succession de Bavière.

té, n'est point admissible, parceque ce n'est précisément que sur des droits contestés & douteux qu'une transaction peut avoir lieu. Mais en supposant même cette proposition exacte, il n'en resulteroit autre chose, si non que la Transaction n'est pas valide, lorsque les prétentions qui en sont l'objet ne sont pas fondées.

* Or c'est ce qui ne peut être décidé que par un accommodement entre les parties intéressées, ou par le jugement de leur Tribunal compétent, lorsqu'elles ne jugent pas à propos de terminer leurs différens à l'amiable. Dans le cas dont il s'agit, l'Impératrice-Reine & Mr. l'Electeur Palatin, actuellement les seules parties intéressées, ont décidé de la validité de leurs prétentions respectives par une transaction, & il semble par conséquent, qu'aucun de leurs Co-Etats ne peut être autorisé à mettre obstacle à ce dont les parties contractantes ont été en droit de convenir, & à ce qu'elles ont arrêté en conséquence, & beaucoup moins encore de prononcer, qu'aucune des prétentions de S. M. l'Impératrice-Reine ne sauroit subsister dans la plus petite partie.

Ces prétentions ont été énoncées - - - de son Epouse Marie Anne fille de Guillaume V. Duc de Bavière.

a fait distribuer cette Note circulaire, bornée à une simple indication des principes & des objets de la Convention qui avoit été arrêtée avec Mr. l'Electeur Palatin. Les explications amicales où S. M. est entrée depuis lors avec S. M. Prussienne, démontrent assez qu'Elle n'est pas éloignée à exposer au grand jour ses droits & les preuves dont ils sont appuyés.

* On ne devoit point s'attendre à pareil effet de la Note du 16. Février dont il s'agit, & l'on croit devoir penser encore, qu'elle eût produit au contraire l'effet, auquel elle étoit destinée, si les éclaircissements qu'elle contient, avoient été tranquillement appréciés. C'est dans cette idée, que l'on croit devoir analyser le dernier Mémoire de S. M. Prussienne, & il semble que les éclaircissements ul-

* La proposition, que la validité d'une Transaction dépend de la validité des prétentions, considérée dans sa généralité,

n'est point admissible, parceque ce n'est précisément que sur des droits contestés & douteux qu'une transaction peut avoir lieu. Mais en supposant même cette proposition exacte, il n'en resulteroit autre chose, si non que la Transaction n'est pas valide, lorsque les prétentions qui en sont l'objet ne sont pas fondées.

* Ce n'a été que par une suite des égards que S. M. se fait un plaisir de témoigner en cette occasion aux Cours amies, qu'elle

Replique de la Cour de Berlin.

* **L**a Cour de Berlin a très tranquillement apprécié les éclaircissemens contenus tant dans la Note de la Cour de Vienne du 16. Fevr. que dans la presente Reponse, & après l'avoir fait sans prévention ni partialité, dont elle n'a aucun sujet, elle croit voir les choses ce qu'elles sont en effet; mais elle n'a rien trouvé dans les dits éclaircissemens, qui puisse lui faire changer le sentiment annoncé dans sa Note du 9. de Mars.

* Aussi longtems qu'on veut respecter l'équité, cette proposition doit être admise dans tous les cas des Transactions, dans lesquelles on a mis pour base la justice de certaines prétentions. C'est là le cas de la Convention du 3. Janvier, & l'argument qu'on a voulu faire valoir en termes menagés dans la Note du 9. de Mars est précisément celui qu'on est obligé de renouveler ici d'après la Reponse de la Cour de Vienne, savoir: que la Transaction du 3. Janv. n'est pas valide, parcequ'on y a obligé Mr. l'Electeur Palatin à reconnoître pour fondées des prétentions, qui ne le sont pas.

* On pourroit adopter ce principe; mais il s'agit de son application. S. M. l'Impératrice-Reine n'a pas fait juger ses prétentions par le Tribunal compétent; Elle a transigé, & d'une manière sur laquelle il y a beaucoup à dire, seulement avec une partie intéressée, l'Electeur Palatin; mais elle n'a pas transigé avec tous les autres Princes Palatins, ni avec l'Electeur de Saxe; ni avec tous les Etats de l'Empire qui sont tous intéressés à la juste distribution de la Succession de Bavière tant pour le present que pour le futur, & qui souffriroient un préjudice irreparable tant pour leurs droits que pour leur sureté, si une Transaction aussi extraordinaire devoit subsister. Tous ces Princes & Etats sont donc autorisés à y mettre obstacle & à prononcer leur sentiment sur les prétentions de S. M. l'Impératrice-Reine.

* Sa Majesté Prussienne a reçu avec reconnoissance & comme une marque des égards de S. M. l'Impératrice-Reine; tant la Note circulaire que les explications contenues dans la Note du 16. Fevr. mais elle a dû regretter, de n'y pas trouver une exposition convaincante des droits & des preuves sur lesquelles ses prétentions sur la Bavière sont appuyées. On ignoreroit encore ces preuves, si on n'en trouvoit une indication superficielle dans une piece anonyme qui a paru depuis peu à Vienne. Il paroît pourtant, que quand on veut acquérir un grand Duché contre la voix publique de toute l'Allemagne, on auroit pu & dû à tems communiquer à ce public, & sur tout aux parties intéressées qui ont été nommées, les preuves de ses prétentions, ce qui ne s'est pas fait pendant les 5 mois qu'on a pris possession de la Bavière, que depuis une couple de semaines par la susdite pièce anonyme.

* Quand



Mémoire du Baron de Riedesel, Réponse de la Cour de Vienne.

La première prétention est la plus importante & si essentielle que de sa décision dépend tout le reste.

nature, leur origine & leur fondement, l'on auroit de la peine à prouver que la décision de l'une emportoit la décision de toutes les autres. L'on observera aussi, que dans la première Note on avoit présenté les fiefs de la Couronne de Bohême, situés dans le Haut-Palatinat, comme l'objet principal, en destinant même à sa discussion un Mémoire séparé, tandis que présentement on le fait dépendre d'un autre point, qui lui est entièrement étranger, savoir : L'occupation de quelques districts de la Basse-Bavière.

Cette décision paroît - - - revoquer en doute dans la Note du 16. Février.

de Pavie, la Bavière & les deux Palatinats sont chargés d'un Fideicommiss inaliénable & inséparable; donc une Expectative Impériale ne peut les demembrer.

* Pour y répondre pertinemment, l'on commencera par remarquer, que le partage de 1310. n'a pas été ni n'a pu être *renouvelé* par la Convention de Pavie, qui a subsisté à peine trois ans entiers. Dès 1313. les deux Freres par une Convention nouvelle, sont revenus à la Co-Possession de leurs Etats, & l'année suivante cette fameuse querelle, occasionnée par l'élection de Louis élu Roi des Romains, produisit le Bannissement de Rodolphe, & ne se termina que par la mort du dernier en 1319. C'a été dix ans seulement après cette Epoque, que l'Empereur Louis a condescendu à pardonner aux enfans de Rodolphe, & que par la Convention de Pavie, faite en 1329. il leur a assigné une Partie des Etats qu'il avoit possédés seul jusqu'alors.

* L'Instrument de ce partage n'a jamais été, pour autant qu'on sache, rendu public d'après l'original. Quelques variations qu'il y ait dans les parties informes & les Extraits qu'en ont donnés différents auteurs, on ne trouve cependant nulle part le moindre indice des clauses ou des stipulations, dont on put inferer l'Institution d'un Fideicommiss inaliénable & inséparable.

* Comme les prétentions de S. M. sur quelques parties de la Succession de Bavière sont différentes entr'elles par leur

* L'on ne paroît être entré dans tout ce détail historique que pour renforcer l'objection suivante: Par la Convention

❧ ❧ ❧

Réplique de la Cour de Berlin.

* Quand on a prouvé, que la succession à toutes les parties de la Bavière, & particulièrement à la Basse-Bavière appartient exclusivement à la Maison Palatine, comme descendante avec la Maison de Bavière éteinte du premier Acquéreur commun, on croit pouvoir dire, que la décision de cette preuve emporte aussi la décision de toutes les prétentions détachées que d'autres peuvent former sur cette Succession. D'ailleurs la Basse-Bavière fait sans contredit l'objet principal des prétentions de S. M. l'Impératrice-Reine. La Cour de Berlin n'a point présenté dans sa première Note les fiefs de la Couronne de Bohême situés dans le Haut-Palatinat comme l'objet principal; elle n'a fait que suivre l'ordre que la Cour de Vienne avoit observé dans sa Note circulaire. Cette observation perd donc par cet éclaircissement toute sa force.

* Il est vrai, qu'on a cru devoir entrer dans ce *détail historique*, quoique d'une manière aussi concise que possible, pour prouver, qu'un pays qui appartenoit à toute la Maison de Bavière & Palatine par sa descendance commune des acquéreurs, par le système féodal & par la Convention de Pavie, ne pouvoit pas être demembré ni par une Expectative ou Investiture Impériale, ni par la Transaction d'un membre particulier de la Maison Palatine.

* Cette remarque paroît tout à fait étrangère à la question, elle n'est nullement concluante & peu fondée en elle même. Il est constant, que les Freres Louis & Rodolphe ont fait un partage de leurs Etats en 1310. & que Louis & les descendants de Rodolphe ont fait un nouveau partage par la Convention de Pavie de 1329. Si ces partages ont été différens, le dernier n'a pas moins servi à *renouveler* le premier pour le fonds & la substance.

* La Convention de Pavie de 1329. se trouve imprimée dans l'Histoire de Bavière de l'*Archivaire Aettenckbover*, d'après l'Exemplaire des Archives de Bavière, d'où on en a inféré une copie ici parmi les pièces justificatives (No. 13.) & dans le Commentaire sur la Bulle d'or du Sr. d'*Ohlenschlaeger* d'après une copie des Archives Palatines. Il n'y a aucun lieu de douter de l'authenticité de ces deux Exemplaires imprimés; s'il y en avoit, la Cour Palatine pourra & voudra bien tirer la vérité au clair.

Il est surprenant, que la Cour de Vienne ne puisse trouver dans la Convention de Pavie aucun indice de clause ou de stipulation, dont on puisse inférer l'institution d'un *Fideicommiss inaliénable & inseparable*. Il y est stipulé en termes exprès dans les passages marqués en caractères différens: *que si une des parties contractantes venoit à manquer sans héritiers, ses Etats & pais & la voix Electorale devoient retomber à l'autre partie & à ses héritiers; qu'aucune des deux parties ne devoit rien vendre, ni hypothéquer, ni échanger de ses Etats, biens, & forteresses; que la plus belle partie de l'héritage, la dignité Electorale, resteroit commune, & que les sujets de la branche contrevenante à cette Convention eussent à obéir à la branche lésée.* Tout le monde impartial reconnoitra, que cette stipulation, sans exprimer les termes de *Fideicommiss* & de *Condominium* moins usités dans ce tems-là, en contient toute la force & toutes les qualités, puisque les Princes contractants se promettent non seulement pour eux, mais aussi pour leurs héritiers, la Succession mutuelle de tous leurs Etats, & s'en défendent réciproquement toute alienation.



Réponse de la Cour de Vienne.

* Mais en supposant, que le titre original contienne en effet de pareilles clauses, encore est-il constant en droit, qu'une Convention perd sa valeur, lorsque les Contractans l'ont résolue, soit par un consentement exprès, soit tacitement & par leur propre fait. C'est précisément le cas de la Convention de 1329. & pour ne parler que des objets, qu'on suppose y avoir été réglés, l'on observera que l'article d'une *assistance mutuelle* a souvent été perdu de vue; que celui de *n'en jamais rien céder, ni vendre, ni aliéner autrement*, n'a pas été plus respecté, & qu'enfin l'on s'est écarté dès le commencement, du principal de tous, savoir: de la prétendue *succession reciproque à la dignité Electorale & dans tous leurs Etats*. Car comment peut-on concilier avec ce dernier article le Contrat de mariage entre l'Empereur Charles IV. & la Princesse Anne, par lequel il a été stipulé, que si le Pere de cette dernière, le Comte Palatin Rodolphe, venoit à mourir sans enfans mâles, ses Etats passeroient à sa fille. Il faut donc, ou que la Convention de Pavie n'ait pas contenu de pareilles stipulations, ou bien qu'elle ait été invalidée d'abord après sa conclusion par des faits contraires à sa teneur. Aussi la Maison Palatine a-t-elle soutenu dans son Manifeste de 1637. que la Convention de Pavie n'a jamais sorti son effet. Et dans un autre Manifeste de 1640. elle la donne pour un Pacte, fait d'autorité privée, & qui n'est point revêtu de l'approbation de l'Empire. C'est donc à la Convention de Pavie, qu'on peut appliquer avec raison, ce qui est dit des *investitures particulieres données en 1631. & 1706.* & lui attribuer en conséquence le caractère d'une *Transaction toute momentanée & non permanente.*

Mémoire du Baron de Riedesel.

Cette Convention de Pavie émanée -
- - - - & nommément en 1425.
1524. 1724. 1746. & 1766.

à cette année-là, que se rapporte l'événement de la Branche de Straubing. Quant à la Convention de 1524. la Maison Palatine dans le Manifeste réclamé ci-dessus de 1640. a prouvé, qu'il ne s'y étoit agi que d'un renouvellement d'amitié, & qu'elle n'a pu ajouter aucun nouveau poids au Traité de Pavie, la confirmation n'ayant pas plus de force que n'en a la chose confirmée. Ce Principe soutenu alors par la Cour Palatine à la face de l'univers, peut aussi être appliqué aux autres conventions qu'on cite,

Elle affecte par conséquent dans ses
stipulations - - - - à sa ligne.

que du Traité de Pavie, la Basse-Bavière, puisqu'il ne l'a réunie à sa ligne qu'en 1340. Il conste de plus par l'histoire, que les Ducs particuliers de cette Province n'ont pas été au nombre des Parties contractantes au dit Traité, & que lorsque leur descendance mâle s'éteignit, les Comtes Palatins du Rhin, représentans la Branche aînée de toute la Maison, prétendirent à la Succession de ce Duché, mais que

Réponse de la Cour de Vienne.

* On doute qu'en 1425. les deux Branches aient renouvelé leurs Pactes de famille, d'autant que c'est précisément

* L'on convient ici, que l'Empereur Louis ne possédoit pas en 1329. Epoque du Traité de Pavie, la Basse-Bavière, puisqu'il ne l'a réunie à sa ligne qu'en 1340. Il conste de plus par l'histoire, que les Ducs particuliers de cette Province n'ont pas été au nombre des Parties contractantes au dit Traité, & que lorsque leur descendance mâle s'éteignit, les Comtes Palatins du Rhin, représentans la Branche aînée de toute la Maison, prétendirent à la Succession de ce Duché, mais que l'Em-

Replique de la Cour de Berlin.

* C'est un principe de jurisprudence nouveau & non admissible, que la Cour de Vienne ne voudra certainement pas admettre dans d'autres cas, qu'une Convention perd sa force, parce qu'elle n'a pas toujours été exactement observée dans tous les cas, par l'une ou l'autre des parties contractantes. Les exemples allegués de l'Empereur Charles IV. & de la these soutenue par la Maison Palatine en 1640. ne prouvent que des tentatives, contraires à la verité du fait, & à la justice, faites dans certaines occasions, & dans des vues particulieres, mais qui n'ont point eu de suites ni d'effet. Il suffit, comme on a prouvé sans réplique, que la Convention de Pavie a été faite par un Empereur avec l'approbation de tous les Electeurs, dont les lettres de consentement sont imprimées, que depuis le tems de sa conclusion jusqu'à la fin de l'année passée, elle a été regardée & alléguée en toute occasion par les chefs & les Princes des deux Maisons de Bavière & Palatine comme une Sanction Pragmatique & loi fondamentale de leur Maison, & qu'elle a été renouvelée comme telle dans le grand nombre des Pactes de famille de 1524. 1724. 1746. 1766. & 1771. & dont celui de 1766. se trouve ici d'après une copie authentique parmi les pièces justificatives No. 15. desorte que c'est très à tort, qu'on veut la faire passer ici pour une *Transaction momentanée & non permanente*.

* On ne pretend pas décider, si les deux Maisons ont renouvelé leurs Pactes de famille en 1425. comme on en a trouvé une citation; mais il est très sur, que dans l'Union conclue en 1524. on a nommement rappelé, & confirmé la Convention de Pavie de 1329. comme on peut le voir par l'Union de 1524. que le Professeur *Wedekind* a publié d'après les archives Palatines dans une Dissertation imprimée. Il ne s'y est donc pas agi d'un simple renouvellement d'amitié & le point de la succession reciproque y a été supposé comme une chose qui s'entendoit de soi même. Ce renouvellement du Traité de Pavie s'est fait expressément & principalement pour *l'article de la succession reciproque*, de la maniere la plus positive & la plus solennelle dans la Convention de 1766. ci-jointe sous No. 15. Il est indifférent de discuter si ces renouvellements ont donné plus de force au Traité de Pavie, il suffit qu'ils lui ont donné une *nouvelle force*, & l'ont rendu permanent.

* Toute cette conclusion, qui est fondamentale pour la pretention de la Cour de Vienne, perd entierement sa force par les raisons suivantes. La Succession de la Basse-Bavière appartenoit à tous les Princes de la Maison de Bavière & Palatine en 1329. en 1340. en 1425. en 1777. & en tout tems, en vertu du droit féodal, de celui du sang & de leur descendance commune de l'acquéreur, indépendamment du Traité de Pavie. Il seroit donc indifférent, que les Ducs de la Basse-Bavière aient concouru en 1329. à la conclusion du Traité de Pavie, ou non. Il suffit, que tous les autres Princes Palatins & de Bavière aient conclu ce Traité de Succession pour tous leurs Pais, parmi lesquels ils ne pouvoient que comprendre aussi ceux dont la Succession leur étoit déjà assurée par les loix & le droit du sang & d'agnation, auxquels ils ont effectivement succédé ensuite & y ont transporté par là les stipulations du Traité de Pavie. Une preuve indubitable, que telle a été



Réponse de la Cour de Vienne.

L'Empereur Louis les réunit à ses autres Etats sans avoir égard à leur réclamation. Tous ces faits prouvent clairement, d'un côté, que le Duché de la Basse-Bavière n'a pas été au nombre des objets réglés dans la Convention de Pavie, & de l'autre, que si dans cette Convention il y a eû quelque clause établissant un Fideicommiss, elle ne pouvoit aucunement affecter cette partie de la Bavière.

Mémoire du Baron de Riedesel.

Réponse de la Cour de Vienne.

C'est une Sanction Pragmatique - -

- - - non plus que l'Empereur même.

tems et les Manifestes Palatins de 1637. & 1640, prouve assez, que les qualifications de Sanction Pragmatique & de loi fondamentale, ne sauroient être attribuées au Traité de Pavie, Traité d'ailleurs qui ne regarde nullement la Basse-Bavière, dont uniquement il est question ici.

* Il en est tout autrement de l'ordre de Succession établi en 1473. pour la Maison de Brandebourg, par lequel il a été réglé en termes exprès, que lorsqu'il n'existeroit qu'un seul Marggrave, celui-ci réuniroit tous les Etats possédés par les trois branches, mais qu'aussitôt, qu'il y auroit deux mâles dans la maison, l'un posséderoit l'Electorat & l'autre les Pais situés en Franconie. Cette Constitution Albertine a non seulement la propriété d'une vraie Sanction Pragmatique, mais aussi d'un ordre de Succession fondé sur les loix de l'Empire. C'est une vraie Sanction Pragmatique, parceque dans cette Maison elle a été la Base de toutes les autres Conventions & Dispositions postérieures, qu'on l'a considérée comme une Constitution perpétuelle de la famille, (Statutum gentilitium perpetuum) & qu'elle a servi de règle invariable dans tous les cas de Succession qui se sont présentés. C'est si bien un ordre de Succession fondé sur les loix de l'Empire, qu'il a été confirmé par l'Empereur Frédéric IV. & tout l'Empire, & que l'Instrument de confirmation invalide d'avance tout ce qui pourroit être altéré ou innové à cet égard.

Cette remarque n'a été faite cependant, que pour déterminer la différence qu'il y a entre la réunion faite après la mort du dernier mâle de Bavière, & celle qui pourroit avoir lieu lors de l'extinction de la Branche de Bareuth en faveur de la Primogeniture de la Maison de Prusse, la premiere réunion n'ayant été défendue par aucune espèce de loi, tandisque l'autre feroit contraire aux Constitutions de l'Empire & à une Sanction Pragmatique, à laquelle on ne sauroit déroger.

*Réplique de la Cour de Berlin*

leur intention & que les mêmes Princes, qui ont conclu le Traité de Pavie & qui ont transféré en 1340. aux Ducs de la Haute-Bavière la Succession de la *Basse-Bavière*, en ont aussi assuré la Succession éventuelle aux Comtes Palatins, se trouve dans le pacte d'Ingolstadt de 1348. ci-joint (No. 14.) & dont l'original existe à Munich, par lequel les *Comtes Palatins* renoncent en faveur des Ducs de la Haute-Bavière contre un dédommagement de $\frac{60}{m}$ florins, au droit qu'ils avoient à la Bavière après la mort de leur Cousin Henri, jusqu'au tems que leurs Cousins les Ducs de Haute-Bavière n'existeroient plus & que la *Basse-Bavière* retomberoit ainsi à eux ou à leurs héritiers pour cause de mort. Il n'y a rien de plus décisif; la reservation expresse de la succession qui y est contenue, ainsi que dans le Traité de Pavie, & la Coinvestiture que l'Empereur Rodolphe I. a donnée en 1281. aux deux fils de Louis II. auteurs de la ligne Palatine & de celle de Bavière sur tous les états de Bavière, suffisent pour en assurer la compossession & la succession à ces deux lignes & à tous les Princes Palatins aussi longtems qu'il en existe. Elles détruisent en même tems le fantôme d'un *partage absolu* (*Todtheilung*) que quelques écrivains flatteurs de la Cour de Vienne ont inventé depuis peu pour étayer la prétention, sans songer, que ce principe, s'il étoit fondé, pourroit rendre le fief de la *Basse-Bavière* ouvert à l'Empire, mais non à la Maison d'Autriche. Enfin comme les Princes Palatins & de Bavière, après avoir réuni en 1340. la *Basse-Bavière* au reste de la Bavière, ont expressement renouvelé dans leurs Pactes de famille de 1524. & de 1766. le Traité de Pavie & l'ont formellement étendu à toutes leurs possessions, il s'ensuit, que la Succession mutuelle, la compossession, l'inaliénabilité & toutes les autres stipulations du Traité de Pavie affectent autant la *Basse* que la *Haute-Bavière*.

* On croit avoir suffisamment réfuté tout ce qui a été allégué pour contester au Traité de Pavie la qualification de Sanction Pragmatique & de loi fondamentale. S'il pouvoit encore rester le moindre doute la-dessus, on n'a qu'à lire les Pactes de famille de 1524. & de 1766. où les deux Chefs de la famille, l'Electeur Palatin & celui de Bavière, disent dans les termes les plus expressifs, que le Traité de Pavie étoit la *loi fondamentale & pragmatique de leur Maison & de leurs Ancêtres*. C'étoit à ces Princes à connoître & à déterminer la qualité & la nature de leurs Pactes.

* Cette Remarque & comparaison est ici hors de sa place. Si elle étoit même fondée, elle devroit selon les regles de la justice aucunement influer sur l'affaire de la Succession de Bavière, à la quelle elle est entièrement étrangère. S.M. Prussienne ne s'est jamais déclarée hors de sa Maison sur la Succession aux pays d'Anspach & de Bareith. Elle croit, que cet objet n'appartient qu'à la Maison de Brandebourg seule, qui a toujours été en droit & en possession de régler sa Succession comme une affaire domestique entre elle-même & du consentement de ses membres. On croit donc pouvoir se dispenser de répondre en détail à toutes ces assertions & conclusions gratuites & on se borne à y contredire en général. On ne persuadera jamais, que cette Remarque n'ait été faite, que dans le but indiqué ici; il s'est assez manifesté dans le cours de la négociation, qu'on ne l'a faite que pour susciter une difficulté à S. M. Prussienne & pour l'engager par là à consentir au démembrement injuste de la Bavière, & qu'à ce prix là on ne se fait aucun scrupule de déroger à la prétendue Sanction pragmatique de la Maison de Brandebourg. Quoiqu'il en soit, la conclusion qu'on fait ici, se trouve détruite par tout ce qui précède. Tout le monde impartial tournera sûrement contre la Cour de Vienne la comparaison singulière, qu'elle veut faire entre la succession incontestable de la Maison de Brandebourg à ses Etats héréditaires de Franconie, & entre le démembrement de la Bavière que la dite Cour veut faire sans aucun titre valable, en opposition ouverte du Traité de Pavie & contre la loi générale de l'Empire, qui ne permet pas, que quand une Branche d'une


Mémoire du Baron de Riedesel.
Réponse de la Cour de Vienne.

La Convention de Pavie n'est d'ailleurs - - - l'une à l'extinction de l'autre.

L'Empereur Louis, après avoir mis son frère Rodolphe au Ban de l'Empire, n'étoit nullement obligé à redintégrer la descendance de ce Prince depossédé. S'il s'y porta en 1329, c'a été librement & de plein gré. Il suit delà, que les droits de la Branche rehabilitée ne doivent pas être déterminés par le système féodal commun, mais uniquement d'après les termes de la restitution, opérée par le Traité de Pavie, & comme il n'y a pas été ni pû être question de la Basse-Bavière, l'Empereur a été en droit de se l'approprier.

* La Convention de Pavie ne paroît en aucune manière pouvoir être envisagée comme une suite du système féodal.

Ces fréquens partages - - - maison étrangère.

les Branches de Bavière, que pour répondre à une assertion de la première Note de la Cour de Berlin, portant, que la Bavière étoit *un grand Electorat, chargé de l'indivisibilité par l'Article 25. de la Bulle d'or.* Comme on convient de la réalité de ces partages, il ne peut plus être question d'opposer cette indivisibilité à la Convention arrêtée avec Mr. l'Electeur Palatin. Cet éclaircissement répond aussi à la remarque : que ces fréquens Partages ne sauroient autoriser une séparation & alienation *en faveur d'une Maison étrangère.* La Maison d'Autriche ne fonde pas son droit sur ces partages, mais prouve uniquement par leur moyen, que l'indivisibilité ne peut pas être opposée au droit qu'elle a acquis par l'Investiture de l'Empereur Sigismond, de même qu'on ne peut soutenir, que la Basse-Bavière *est chargée d'un fideicommiss inalienable par le Traité de Pavie*, puisque ce Pais appartenait alors à une branche qui n'a point concouru à ce Traité, ainsi qu'il a été démontré invinciblement.

* L'on n'a cité dans la note du 16.

Février les fréquens Partages faits entre

On assure à la vérité - - - toujours acquiescé.

* Dans ce raisonnement tout se réduit aux deux questions, que voici :

- 1^o. Est-il constant, que l'Empereur Sigismond ne pouvoit de droit ni confisquer, ni donner à une Maison étrangère la Basse-Bavière?
- 2^o. Est-il constant, que l'Empereur Sigismond adjugea toute la Basse-Bavière aux quatre Ducs de la Haute-Bavière sans aucune attention à la Maison d'Autriche?

Pour répondre à la première question, on observera : Que d'après les loix fondamentales d'Allemagne, dans tout Partage le consentement du Suzerain est nécessaire pour assurer réciproquement la Succession d'une Branche à l'autre ; d'où il suit, que lorsque les partages se font, comme ceux entre les Princes de Bavière en



maison vient à manquer, une Maison étrangère s'arroge les fiefs masculins qu'elle a délaissés & l'ote aux branches encore subsistantes de la famille éteinte, ce qui est le cas présent.

Réplique de la Cour de Berlin.

* La Convention de Pavie fera toujours une suite du système féodal, parcequ'elle y est conforme, & que la Succession mutuelle de deux Branches d'une Maison y est établie dans l'une comme dans l'autre, de sorte que celle des Maisons de Bavière & Palatine auroit lieu par le système féodal indépendamment de la Convention de Pavie, & que cette Convention n'a fait que confirmer le système féodal. C'est là ce qu'on a allégué & soutenu dans la Note du 9. de Mars. Ce principe n'est pas enervé par la conclusion faite ici, & les actions de l'Empereur Louis envers la Maison Palatine, dont on ne veut pas discuter ici la justice, ne sauroient donner à la Maison d'Autriche le droit d'oter à la Maison Palatine la Basse-Bavière. D'ailleurs si ce pays n'a pas appartenu lors de la conclusion du Traité de Pavie aux parties contractantes, il n'en a pas été exclu; ce Traité y a été même étendu ensuite par le renouvellement qui en a été fait après la reunion de la Basse-Bavière, & même dans le tems de cette reunion les Princes des deux Maisons ont reconnu & confirmé par la chartre alléguée de 1348. la succession eventuelle de la Maison Palatine en Basse-Bavière, ce qui prouve assez, que ni la proscription du Comte Palatin Rodolphe ni le Traité de Pavie n'ont en rien altéré l'ancien système & le droit de succession de la Maison commune Palatine & de Bavière, mais que cet ordre de succession est toujours resté le même.

* Tout le monde impartial reconnoitra, que les partages faits dans une Maison commune comme celle de Bavière & la Palatine ne sauroient autoriser une alienation en faveur d'une Maison étrangère, ni faire cesser *l'indivisibilité* ou plutôt *l'inalienabilité* dont les Electorats sont chargés par l'art. 25. de la Bulle d'or. On ne veut pas discuter ici, si la Bavière, qui a été si longtems un Electorat, & qui a de tout tems appartenu par le droit de Succession aux Electeurs Palatins, ne doit pas participer à l'inalienabilité des Electorats. On n'a aussi nommé dans la première Note la Bavière qu'un Duché & le mot d'Electorat a dû se rapporter à l'Electorat Palatin. Tant y-a, que le Haut-Palatinat a appartenu du tems de la confection de la Bulle d'or à l'Electorat Palatin & ne sauroit par conséquent pas en être aliéné, comme l'Empereur Sigismond & S. M. l'Impératrice-Reine ont taché de le faire. Pour répondre à ce qui est dit ici à la fin, on ne sauroit que répéter, que le Traité de Pavie par son renouvellement a été étendu à la *Basse-Bavière*, & qu'indépendamment de ce Traité, le Fideicommiss inalienable y étoit déjà affecté, en vertu du droit de Succession acquis à toutes les branches des deux Maisons par leur descendance des acquereurs, & par la reserve de reversion contenue dans la chartre de 1348.

* Il n'existe point de *véritable Loi fondamentale d'Allemagne*, qui exige le consentement du Suzerain comme nécessaire pour assurer la Succession d'une Branche à l'autre, & qui donne à l'Empereur le droit, que lorsque les partages se font sans son agrément, il puisse retirer la portion de la Branche éteinte. Les compilations d'anciens usages qu'on allégué pour cet effet, n'obligent pas la Bavière & ne parlent d'ailleurs que des fiefs dont les possesseurs avoient fait un *partage absolu* (*Todtheilung*); mais ils ne sauroient être appliqués au fief de la Bavière, dont les deux Branches se sont tant de fois assuré la composition & la Succession eventuelle. Ce seroit établir le principe le plus dangereux, le plus despotique & le plus contraire à la qualité héréditaire des fiefs de l'Empire, lesquels ayant été une fois accordés par l'Empereur & l'Empire à une famille, passent d'une Branche à l'autre nécessairement & par le droit d'hérédité. On n'a jamais accordé un pareil droit aux Empereurs; au contraire ils ont toujours promis dans leurs Capitulations anciennes & modernes art. 1. §. 9. & art. 11. §. 2. de maintenir les Unions, les confraternités & les Pactes
des


Mémoire du Baron de Riedesel.
Réponse de la Cour de Vienne.

1349. & 1353. sans l'agrément de l'Empereur, l'on ne peut pas contester au Chef de l'Empire le droit qu'il a en sa qualité de Seigneur Suzerain, de retirer la Portion de la Branche, dont la descendance féodale est éteinte. C'est sur ce droit incontestable, que l'Empereur Sigismond a fondé son arrêt, rendu en présence & de l'avis de plusieurs Princes du St. Empire & autres Ecclesiastiques & Seculiers Prélats, Comtes, Barons, Chevaliers, parmi lesquels on doit distinguer le Duc Jean, Comte Palatin du Rhin. On trouve dans cet arrêt un Passage, qui confirme ce qu'on a avancé sur la reversibilité des partages; il y est dit en termes exprès: *que nous aurions pu retenir ce Pais, si nous n'avions mieux aimé temperer par la clemence la rigueur de la Justice.* Si l'Empereur Sigismond étoit en droit de retenir ces Pais, il étoit donc aussi nécessairement en droit de les confisquer & de les donner.

La seconde question trouve également sa réponse dans la teneur de l'arrêt réclamé. On y voit:

* Que les droits de l'Empereur sur la Basse-Bavière comme fief vacant de l'Empire y sont presupposés.

* Qu'on n'a pas infirmé l'Investiture du Duc d'Autriche, émanée de l'Autorité Impériale & fondée sur ces droits.

* Que la nouvelle donation de la Basse-Bavière aux Ducs de la Haute ne s'est pas faite *ex debito justitiæ*. Qu'elle a été obtenue au contraire purement *in via gratiæ*, et d'après l'expression de l'arrêt, par grande & speciale grace.

* Qu'enfin on y a attaché la clause formelle: *Nous reservons néanmoins expressement les droits de toutes autres personnes, qui croient avoir des prétentions sur ces Pais.*

* Or il conste, que dans ce tems-là, les Ducs de Bavière n'ont eu d'autres Competiteurs à ce pais que l'Empereur Lui-même & le Duc Albert. La Maison Palatine a d'ailleurs si peu songé de protester contre les principes consignés dans cet arrêt, qu'elle y a acquiescé même par l'intervention de Jean Comte Palatin du Rhin, en qualité de témoin. On conclut donc, que ce document sert à prouver deux points importants, savoir: La caducité du fief de la Basse-Bavière, & la concession gratuite qui en a été faite aux Ducs de la Haute: il en résulte en même tems, que la Maison Palatine est aussi peu fondée présentement à prétendre à ce pais, qu'elle

*Réplique de la Cour de Berlin.*

Des Princes, sans s'enarroger le droit d'une confirmation particuliere, ni en demander même l'exhibition. On pourroit alleguer bon nombre de sentences, par lesquelles les Tribunaux de l'Empire ont adjugé des fiefs sur des pactes de famille *non confirmés* & attaqués par des Agnats mecontens ou par des *Suzerains* qui n'avoient pas consenti, comme dans les cas de Saxe-Coburg, Montbeillard, Sayn-Hachenbourg, Rochefort &c. Les Princes d'Allemagne ont fait une infinité de Partages, sans l'agrement & l'intervention des Empereurs; les Ducs de Bavière en avoient aussi fait en 1349. en 1353. & en 1393. & bon nombre d'autres, sans que les Empereurs y foyent intervenus, ni qu'ils y ayent contredit: c'étoit donc l'observance constatée de la Maison de Bavière & ces partages n'étoient aussi qu'une suite & l'exécution de celui de Pavie fait par un Empereur même. Si l'Empereur Sigismond dit dans sa sentence de 1429. *qu'il auroit pu retenir la Bavière*, c'est une supposition gratuite de son fisc & de sa Chancellerie, qui ne fait pas une loi de l'Empire & qui est plutôt contraire au droit féodal; il n'y est pas dit, que les Ducs de Bavière, ni que le Comte Palatin présent à ce jugement ayent consenti à cette allegation, au contraire les premiers ont soutenu selon la sentence même leur droit héréditaire & ont emporté le país qu'on vouloit leur contester. C'étoit l'usage de ce tems là de nommer pour Temoins des Actes publics tous les Princes qui étoient présents à la Cour de l'Empereur, sans qu'ils y prissent autrement part, & la Chancellerie mettoit dans ces actes tout ce qu'elle vouloit, sans que les Princes, qui n'y mettoient jamais leur signature, sçussent ce qu'on y avoit mis en leur nom.

* On a déjà prouvé, que c'est une supposition erronée, gratuite, contraire au droit féodal & qui n'a pas été reconnue par les parties intéressées.

* Cette investiture a été de fait infirmée par l'acte ou la sentence de 1429 qui a adjugé la Basse-Bavière aux Ducs de la Haute-Bavière. Independamment de cela, elle étoit nulle par elle même, n'ayant pu être donnée au préjudice des droits héréditaires des Ducs de Bavière.

* Ces conclusions tombent d'elles mêmes, n'étant fondées que sur des suppositions gratuites & arbitraires de l'Empereur ou de son Juge, aux quelles les Ducs de Bavière ont si peu acquiescé, que selon la teneur de la sentence même, ils ont soutenu & prouvé leur droit de succession héréditaire par les lettres d'investiture & la Bulle d'or.

* Cette clause ne donne pas plus de droit aux prétendans, qu'autant que leurs prétentions étoient fondées en elles mêmes. Elle paroît d'ailleurs se rapporter au droit mais non fondé, que le Duc Albert prétendoit sur la Bavière du Chef de sa mere soeur du dernier Duc de Straubing.

* Toute cette suite de conclusions & de raisonnemens tombe de soi même avec les principes précaires, sur les quels elle est batie. La *caducité* de la Basse-Bavière pour cause des partages faits sans l'agrement de l'Empereur est une assertion gratuite du Juge Impérial; elle n'a pas été reconnue ni par les Ducs de Bavière, qui selon la sentence même ont plutôt soutenu leur droit héréditaire, ni par les Comtes Palatins, la présence d'un seul comme Temoin ne pouvant impliquer une pareille agnition, ni préjudicier au reste de la Famille; ni enfin par l'Empire, ce qui auroit été nécessaire. Pour produire un effet legal, cette prétendue caducité du fief de la Basse-Bavière auroit dû être jugée & déclarée par un jugement des *Pairs* d'Allemagne en Allemagne même, non par une sentence d'arbitrage comme celleci prononcée à Presbourg en Hongrie par quelques Juges arbitres choisis de plusieurs Nations. Dès que la caducité de la Basse-Bavière est détruite, la nouvelle donation gratuite qu'on veut établir sur cette caducité, tombe avec son principe, de même que l'induction que cette nouvelle donation n'avoit été faite qu'à la Maison des Ducs de la Haute-Bavière éteinte par la mort



l'auroit été alors à réclamer contre l'Investiture de la Maison d'Autriche. Toute donation nouvelle ne régarde uniquement que la Maison investie, & comme dans le cas dont il s'agit, cette Maison est éteinte par la mort de Mr. l'Electeur Maximilien Joseph, la partie de la Basse-Bavière, qui faisoit l'objet de la donation, ne peut passer à la branche collaterale Palatine, qui n'avoit pas été comprise dans l'Investiture; elle ne peut non plus pas retourner à l'Empereur & à l'Empire, attendu que celui-là s'étoit déjà deporté du droit, qui lui competoit alors exclusivement, en faveur de la Maison d'Autriche; il s'ensuit donc nécessairement, que cette dernière doit rentrer dans la possession & la jouissance d'un país, qui lui est devolu, & que par-là tout sera remis dans son premier état.

Réplique de la Cour de Berlin.

mort du dernier Electeur & non aux Comtes Palatins. Tout au contraire, la Maison Palatine ayant dès lors un droit de succession acquis sur la Basse-Bavière par sa descendance de l'acquéreur, & par les Conventions de Pavie & d'Ingolstadt, ni les fautes des Ducs de la Basse-Bavière, s'il y en avoit réellement, ni la sentence de l'Empereur Sigismond, qui étoit prononcée dans la cause de ces Ducs, non contre la Maison Palatine, ne pouvoient porter aucun préjudice à cette Maison ; mais sans être comprise dans la donation ou nouvelle investiture dont elle n'avoit pas besoin, elle devoit succéder à ce fief acquis *ex providentia majorum*, dans tous les cas où il devint vacant soit par la felonie, soit par l'extinction des Ducs de Bavière, & l'Empereur ne pouvoit ni le confisquer, ni le donner à une Maison étrangère. En mettant même de côté le droit des Comtes Palatins, il s'agit ici de la question principale, si & de quelle manière l'Empereur Sigismond a conféré le fief de la Basse-Bavière à la Maison d'Autriche ? La Cour de Vienne n'a pas jugé à propos jusqu'à présent de produire d'une manière publique & authentique, le fondement des droits qu'elle croit avoir à cet égard ; elle ne le fait même ici que superficiellement & d'une manière, qu'on est obligé d'y suppléer pour les faits. Ce n'est que depuis peu, qu'on voit dans une piece anonyme publiée à Vienne sous le Titre de *Pensées impartiales*, un Diplôme de l'Empereur Sigismond du 10. de Mars 1426. dans lequel il confere à Albert Duc d'Autriche non le droit de l'Empire, mais *son droit* à la Basse-Bavière, ce qui paroît denoter le droit que ce Duc prétendoit avoir sur la Basse-Bavière du chef de sa mère sœur du dernier Duc, mais qui ne pouvoit pas lui donner un droit de succession sur un fief masculin. Sigismond a donné le même jour & dans les mêmes termes, des lettres d'investiture pareilles à Guillaume & à Henri Ducs de Bavière selon la copie qu'on en a, ce qui prouve, qu'il a donné des lettres d'investitures & de *Muthscheine* à tous les pretendans & qu'il n'en pas exclu les Ducs de Bavière. Ensuite on a publié dans la même piece anonyme l'extrait d'une espèce de Traité du 21. Mars 1426. par lequel Sigismond declare : " Que le fief de la Basse-Bavière étant devenu vacant à l'Empire, il vouloit le garder pour lui même & ses héritiers mâles ; que s'il en manquoit, la Basse-Bavière devoit retomber à sa fille Elisabeth épouse d'Albert Duc d'Autriche & à leurs héritiers, & que si elle n'en laissoit aussi pas, la Basse-Bavière devoit echéoir au Duc Albert & à ses héritiers. „ Comme on n'a publié cette piece, que par un extrait mutilé, la Cour de Berlin se voit obligée de publier ici sous No. 15. 16. d'après des copies vidimées, tant la lettre d'investiture du 10. de Mars, que le Traité du 21. Mars 1426. On n'a qu'à lire ces deux pieces, pour se convaincre, que Sigismond embarrassé dans le choix de pre-textes frivoles pour favoriser sa famille, a donné en onze jours de tems deux & même plus d'actes d'investiture qui se détruisent mutuellement, en conferant au Duc Albert tantôt *son propre droit* sur la Basse-Bavière tantôt *celui de l'Empire* & que ces actes portent en eux mêmes toute l'empreinte de leur nullité. L'Empereur y confere un fief masculin non vacant tantôt à lui-même, tantôt à sa fille qui n'en étoit pas capable, tantôt à un Prince étranger. Jamais une disposition aussi arbitraire & despotique, contraire au système féodal & au droit des héritiers naturels, faite sans connoissance de cause, sans jugement, & sans le consentement de l'Empire, auroit pu subsister. Aussi l'Empereur Sigismond n'a-t-il jamais osé la mettre en execution ; au contraire sentant lui même l'inconsistance de ces irregularités, il écrivit en Juillet 1426. une lettre à l'Archevêque de Mayence, par laquelle il le charge de convoquer les Electeurs pour prononcer sur les prétentions de l'Empire & des Ducs de Bavière & d'Autriche à la Basse-Bavière, ce qui prouve que de son propre aveu les actes du 10. & du 21. de Mars 1426. n'avoient pas pris consistance. Cette Convocation des Electeurs n'ayant pas eu lieu, l'Empereur tint en 1429. à Presbourg en Hongrie une assemblée de



Réponse de la Cour de Vienne.

A quoi l'on croit devoir ajouter les rémarques & les faits suivants :

- * 1^o. La prétendue *nécessité de consentement de l'Empire avant les Capitulations* n'a jamais été reconnue dans l'Empire.
- * 2^o. Les Lettres d'Investiture du Duc Albert contiennent l'expression générale pour ses héritiers.
- 3^o. D'après la règle commune du droit féodal, le mot *héritiers* ne désigne à la vérité, que la descendance masculine de l'acquéreur.
- 4^o. Mais il faut faire exception à cette règle, & comprendre sous la dénomination générale d'*héritiers* les descendants de l'un & de l'autre sexe, toutes les fois qu'il est question d'une Maison, dans laquelle, en vertu de ces Privilèges reconnus, la descendance féminine est habile à succéder aux fiefs d'Empire.

Réplique de la Cour de Berlin.

personnes notables, & après avoir entendu les parties, savoir les Ducs de Bavière & le Sr. de Pappenheim au nom de l'Empire, il prononça une sentence remarquable, par laquelle il adjugea la Basse-Bavière aux héritiers naturels les Ducs de Haute-Bavière, en leur conferant même les droits de l'Empire. Il ne peut donc pas avoir conféré auparavant au Duc d'Autriche ces droits de l'Empire sans se rendre coupable d'injustice & de contradiction. Il en résulte de nouveau, qu'il a cru lui conférer les droits de sa mère, qui étoient nuls dans un fief masculin, & qu'étant ensuite revenu de cette erreur, il l'a réparé par cette sentence. On ne peut pas dire sans incongruité, que Sigismond a voulu assurer par la clause reservatoire à la Maison d'Autriche une Expectative après l'extinction de la Maison de Bavière; il auroit exprimé une chose si extraordinaire & auroit dû l'exprimer. Le duc Albert n'est pas intervenu dans le procès. Il a acquiescé à cette sentence ainsi que toute la Maison d'Autriche, sans avoir jamais réclamé, ni réservé aucun droit sur la Basse-Bavière depuis 350. ans. Il est donc impossible, il seroit inoui, que la présente Maison d'Autriche, qui ne descend pas par les mâles du Duc Albert & du côté des femmes seulement par la branche puînée, veuille & puisse après quatre siècles faire revivre un acte obscur & même nul dans son origine, aboli par son propre auteur & éteint en tout cas avec la ligne masculine du Duc Albert, ou transporté sur la Maison de Brandebourg.

* Le consentement de l'Empire étoit même avant les Capitulations usité & nécessaire, sur tout quand il s'agissoit de conférer de nouveau un grand fief. Cela se fit ordinairement dans les diètes ou autres assemblées de l'Empire, comme à l'égard du Duché de Bavière en 1180. & de l'Electorat de Brandebourg au Concile de Constance en 1415. Du moins on se pourvut du consentement des Electeurs par leurs *Willbriefe*; mais dans ce cas-ci il manque tant le consentement de l'Empire que celui des Electeurs, qui étoit bien nécessaire, pour un acte si extraordinaire, qui devoit transférer un grand fief masculin d'une Maison non éteinte à une autre étrangère, & en faire un fief féminin.

* Si cette conclusion étoit fondée, la lettre d'investiture du 10 de Mars & la Convention du 21 de Mars de 1426. de l'Empereur Sigismond assureroient la Succession en Basse-Bavière à la Maison de Brandebourg à l'exclusion de celle d'Autriche. Selon la Généalogie ci-jointe (*in fine*) le Duc Albert & son épouse Elisabeth fille de Sigismond n'ont laissé qu'un fils, Ladislas, mort sans héritiers, & deux filles, dont l'aînée Anne, mariée à Guillaume Marggrave de Misnie, de la fille unique de laquelle, mariée à Jean Electeur de Brandebourg, descend la Maison Electorale de Brandebourg, doit précéder & exclure sa sœur puînée Elisabeth, dont descend la présente Maison d'Autriche. Celle-ci ne descend aucunement du Duc Albert V. par les mâles & ne lui appartient que par une ligne collaterale, laquelle ne sauroit jamais hériter un droit, qui selon les propres principes de cette analyse & le Traité du 21. Mars 1426. étoit acquis à la descendance féminine du Duc Albert V. & de son épouse Elisabeth. On ne fait ici cette instance, que pour prouver, que la présente Maison d'Autriche ne sauroit tirer aucun droit ni avantage de la lettre d'investiture de 1426. quand même elle seroit valable. D'ailleurs la Maison de Brandebourg ne dispute pas la Succession en Basse-Bavière à la Maison Palatine, qu'elle lui croit plutôt due comme dans un fief masculin de la Maison de Wittelsbach, & elle estime, que la Maison d'Autriche n'est pas fondée à étendre les privilèges qu'elle prétend avoir de pouvoir succéder aux fiefs masculins de l'Empire au point de les changer en féminins. On espère, que la Cour de Vienne ne voudra pas sérieu-

fement



- * 50. Les lettres d'Investiture ont déjà été représentées à Mr. l'Electeur Palatin, & ont servi de base à l'arrangement qui a été fait avec lui. Il en est d'ailleurs parlé dans Struve Corp. Hist. Germ. Period. IX. §. 32. & dans Koehler *Reichshistorie* pag. 351.

Mémoire du Baron de Riedesel.

Réponse de la Cour de Vienne.

On a donc de la peine - - - - - de l'Empereur Charles VI.

* L'on se flatte, que les differents éclaircissemens donnés dans les Notes responsiveness de la Cour de Vienne, ainsi que ceux qu'on ajoute ici, rendront enfin la chose aussi facile à concevoir qu'elle est juste & fondée. Il a déjà été dit dans la première reponse, & on repete encore: "Que sans la plus grande injustice personne ne peut trouver mauvais, qu'une Puissance quelconque cherche à faire valoir des droits, qu'elle croit être des mieux fondés.,,"

On ne sauroit se dispenser - - - - - qui y sont étrangers.

* On se seroit certainement abstenu de mêler à la présente discussion cet objet étranger, si le Memoire joint à la première Note, n'y avoit pas nécessité, & maintenant sans entrer dans aucun nouveau detail, l'on se bornera à deux remarques Propres à repandre du jour sur cette affaire.

- * 1^o. Il paroît, que l'Empereur Sigismond dans l'alienation de l'Electorat de Brandebourg avoit beaucoup plus en vuë les avantages de l'union de deux grandes maisons, que le prix de $\frac{400}{m}$ florins qu'il en a retiré, & l'Electeur Frédéric à sa demande expresse, s'est engagé, ainsi qu'il conste des lettres reversales, sous la foi du serment, pour lui & ses héritiers, de n'être jamais contre la Couronne de Bohême, mais au contraire de l'assister de ses secours, Conseils & services.

- 2^o. Les lettres d'aveu des Electeurs (*Billbriefe*) en usage dans ce tems-là, ne doivent pas être confondues avec le consentement de l'Empire requis aujourd'hui par les Capitulations Impériales; celles là n'étant pas essentiellement nécessaires à



Réplique de la Cour de Berlin.

sement soutenir le principe, qui n'a été que légèrement indiqué dans cette Analyse & qui seroit d'une conséquence si dangereuse, que tout l'Empire ne pourroit se dispenser de s'y opposer à tems, puis qu'à la faveur de ce principe & sous de pretextes pareils, que celui d'à présent, la Maison d'Autriche pourroit au moyen des mariages & des successions féminines s'attribuer peu à peu la succession de tous les fiefs masculins de l'Empire. Le dit principe doit être fondé sur le fameux privilège de l'Empereur Frédéric I. de 1156. mais ce privilège ne dit autre chose, sinon; *que si les mâles d'Autriche venoient à manquer, la fille aînée doit succéder.* Il n'est donc question que du Duché d'Autriche, non qu'elle soit habile de succéder à d'autres fiefs masculins. D'ailleurs les connoisseurs de la Diplomatie & de l'histoire d'Allemagne savent assez, que ce privilège de Frédéric I. est aussi peu authentique, que celui qu'on attribue à Jules César & à Néron.

* On est fondé à croire, que l'original de la lettre d'investiture de 1426. n'a pas été représenté à Mr. l'Electeur Palatin, & que ce Prince y a cru de bonne foi sans l'avoir vu. Le Ministère Bavaïois en a demandé la représentation selon l'annexe & n'a pu l'obtenir jusqu'ici. Elle auroit de droit dû être représentée à toute la Maison Palatine, à celle de Saxe & à l'Empire comme aux parties essentiellement intéressées à la succession de Bavière. Comme on en a à présent des copies vidimées, qui sont ci-jointes, on en fait assez pour être convaincu de leur nullité.

* La Cour de Berlin n'auroit sûrement pas trouvé à redire, que la Cour de Vienne fasse valoir des droits bien fondés sur la succession de Bavière, & S. M. Prussienne croit avoir assez prouvé par des propositions plus qu'avantageuses, combien elle souhaitoit de complaire à L. M. I. mais après tout ce qu'on a répondu aux éclaircissements donnés, on devroit croire, qu'elles trouveroient elles mêmes cette prétention tellement destituée de tout fondement, si destructive des droits les plus clairs de la Maison Palatine & de celle de Saxe, qu'elles ne pourroient pas trouver mauvais selon leur façon de penser equitable, que d'autres Puissances ne sauroient y être indifférentes.

* Le Memoire en question, qui a été communiqué par un hazard involontaire, ne contenoit pourtant rien d'étranger à la présente discussion, comme les excursions qu'on a jugé à propos de faire dans le Mémoire précédent & dans celui-ci sur l'Electorat de Brandebourg.

* Pour répondre à cette première remarque, on est obligé d'alleguer d'après la notoriété historique, que le Bourggrave Frédéric ensuite Electeur de Brandebourg a toujours rendu les plus grands services à l'Empereur Sigismond, qu'il l'a tiré des plus grands embarras par ses avances, que le prix de $\frac{400}{m}$ non florins ordinaires, mais des florins d'or Hongrie ou Ducats qu'il a payé pour l'Electorat de Brandebourg, faisoit pour ce tems là un Capital immense fort supérieur aux revenus du pays; que la promesse de ne pas être contre la Couronne de Bohême a été réciproque de la part de cette Couronne envers l'Electeur, selon l'Acte de vente original de 1415. & que non seulement l'Electeur Frédéric I. mais aussi toute sa posterité a satisfait à cet engagement envers la Maison d'Autriche au de la de son devoir; mais un pareil engagement ne sauroit être appliqué qu'à des prétentions justes & non à un cas de la nature de celui d'à présent.

On se bornera à répondre à cette seconde remarque, que les Archives de Berlin contiennent non seulement les lettres d'aveu de tous les Electeurs pour la vente



Réponse de la Cour de Vienne.

la validité de l'acte, étoient souvent demandées & obtenues après que la Résolution Impériale étoit émanée, & même après l'expédition du Diplôme, qu'on étoit dans l'usage d'insérer dans ces lettres.

Mémoire du Baron de Riedesel.

*La seconde prétention - - - - -
suivantes.*

la Couronne de Bohême font des parties integrantes du Haut-Palatinaat, & dont le retour a été expressement assuré par la paix de Westphalie à la ligne Palatine.

On a avancé dans la réponse & prouvé dans le Mémoire y joint: „Qu'on ne peut pas envisager les fiefs en question comme des parties integrantes du Haut-Palatinaat, & que la paix de Westphalie n'a jamais eu ni le droit ni la volonté d'enlever à la Couronne de Bohême ceux qu'elle a toujours eu incontestablement sur les fiefs en question.„ On verra ci-après que tous ces argumens, qui d'ailleurs tendent au but, sont appuyés des preuves les plus irrefragables.

Les territoires qui - - - - - a chargé cet Electorat.

Lot de la Branche Rodolphine, mais ils n'ont jamais été des appartenances de l'Electorat Palatin, & l'on s'est expliqué déjà sur la prétendue inalienabilité d'un Fideicommiss érigé par le Traité de Pavie.

* Voici des faits incontestables concernant ces Territoires, devenus fiefs de la Bohême. L'Empereur Charles IV. les acheta & les reunit à sa Couronne en 1355. L'on conserve encore dans les archives de Vienne les lettres de chacun des Electeurs sur cette acquisition. Ce n'est qu'un an après, c'est à dire en 1356. que la Bulle d'or, ordonnant l'indivisibilité des Electorats, a été émanée. Il n'étoit donc pas possible, que cette Bulle ait chargé, ou pût charger ces Territoires comme appartenances de l'Electorat Palatin de la qualité d'indemembrables & d'inséparables, puisqu'un an avant son existence ils étoient déjà demembrés des possessions Palatines par une vente, & incorporés à la Couronne de Bohême.

*Si la Couronne de Bohême - - - - -
Maison Palatine.*

Il vient d'être démontré, que la reunion de ces Territoires à la Couronne est antérieure à la Bulle d'or, & on ne peut pas donner à cette Constitution d'Empire un effet rétroactif. Depuis lors les Comtes Palatins ont envahi la plus part de ces Districts à main armée, & le Roi George Podiebrad, pour arrêter leurs usurpations, a conclu, comme on sait, avec ces Princes une Convention, par laquelle ils ont reconnu les tenir en fiefs de la Bohême. C'est-là-dessus que se fonde le Domaine direct de cette Couronne.

*La Couronne de Bohême - - - - -
de la ligne Guillelmine.*

* Le Recès, conclu en 1708. entre l'Empereur Joseph I. & l'Electeur Palatin Guillaume, demontre clairement, que la Couronne de Bohême n'est pas dans l'obli-



Réplique de la Cour de Berlin.

vente de l'Electorat de Brandebourg, mais que la lettre d'investiture contient aussi le consentement formel des Electeurs & Princes de l'Empire, qui étoient presens en grand nombre à l'occasion de l'assemblée du Concile de Constance.

* La suite fera voir que les objections faites dans les Notes précédentes subsistent dans toute leur force, & que les argumens qu'on y a opposés, ne sont rien moins qu'irrefragables.

* Si ces fiefs de Bohême ont appartenu originairement à la Branche Rodolphine, comme il conste par le Traité de Pavie; si les Etats de cette Branche constituent l'Electorat Palatin, ce qui n'est pas douteux, il s'ensuit, que lesdits fiefs sont des appartenances de l'Electorat Palatin. Quant au Fideicommiss inalienable établi par le Traité de Pavie, on croit l'avoir suffisamment constaté dans les répliques précédentes.

* Les Districts du Haut-Palatinat, qui sont devenus des fiefs de Bohême, ont originairement appartenu à l'ancien Patrimoine de la Maison de Wittelsbach & sont nommément compris dans le Traité de Pavie de 1329. Ils étoient donc chargés par ce Traité du Fideicommiss inalienable longtems avant l'achat, que l'Empereur Charles IV. en fit en 1355. Cet achat y étoit donc contraire & non valable, & les dits districts n'auroient pas dû être demembrés du Haut-Palatinat, mais y rester attachés du tems de la publication de la Bulle d'or faite en 1356. & par conséquent participer aussi à la qualité d'indemembrables, dont cette Loi de l'Empire chargea les possessions Palatines. C'est de ce demembrement contraire au Traité de Pavie & aux droits de toute la Maison Palatine, que vinrent les oppositions qu'on appelle ici usurpations de cette Maison, qui ne furent levées, que par la Convention que George Podiebrad Roi de Bohême fit avec elle en 1465. par laquelle la Maison Palatine a reconnu tenir ces fiefs de la Bohême, mais en a gardé la substance. Quand on considère toutes ces circonstances, on ne trouvera rien d'extraordinaire, à ce que la Bulle d'or ait un effet retroactif dans le cas en question, & on peut dire à juste titre, que tous les Districts du Haut-Palatinat, & par conséquent aussi ces fiefs sont toujours restés des parties integrantes de l'Electorat Palatin & prennent part à la qualité d'indemembrables, dont la Bulle d'or a chargé cet Electorat.

* On s'abstient de discuter les faits allegués ici, qui ne peuvent être connus qu'aux Cours de Vienne & de Manheim; mais comme ils n'ont eu lieu qu'à l'occasion de ce que Maximilien Electeur de Bavière fut mis au Ban de l'Empire pendant la guerre de la Succession d'Espagne



Réponse de la Cour de Vienne.

Obligation de conférer ces fiefs à tous les descendans de la Maison Palatine aussi longtems qu'il en existe. Il conste par le teneur de cet acte, que l'Electeur Guillaume se retira par devers l'Empereur, comme Roi de Bohême, pour le supplier très-humblement, de lui conférer de nouveau les fiefs de la Couronne de Bohême; Que cette nouvelle donation a été refusée d'abord, par la raison que l'Electeur demandoit cette Investiture *ex debito iudicio*; Que de l'avis unanime des Pairs de la Cour féodale, il a été reconnu, que ces fiefs étoient devolus *purement & simplement* (*ganz lediglich*) à la Couronne de Bohême. Qu'en signifiant ce jugement à l'Electeur, on lui a laissé l'option, ou de produire de meilleures preuves de son prétendu droit, ou de demander l'Investiture par la voye de grace; Que sur cela l'Electeur a essayé differens moyens dans la vuë de prouver son droit, mais qu'en dernier résultat il a demandé ces fiefs à titre de nouvelle grace; Que ces moyens allégués ont été trouvés non valables & sans aucune force; Que cependant les dits fiefs vacans & devolus à la Couronne de Bohême ont été conférés par grace Royale & clemence à l'Electeur à titre de donation & seulement pour sa personne & ses descendans mâles. On y a ajouté plusieurs autres exceptions & modifications qu'on passe sous silence.

Mémoire du Baron de Riedesel,

Réponse de la Cour de Vienne.

Comme selon sa teneur expresse - -
- - - Paix de Westphalie.

n'emporte par lui même & dans ses dispositions générales aucune obligation relativement à la Couronne de Bohême: Les Contractans de cette paix ont senti d'eux-mêmes cette vérité & l'ont confirmée par leur propre fait. Car s'ils avoient crû, que ce qui étoit regle pour tout l'Empire, devoit aussi s'observer en Bohême, ils n'auroient sans doute pas inferé Art. IV. §. 55. une stipulation particuliere sur l'administration de la justice dans ce Royaume.

* Pour repondre à ce Passage on observera, que le Traité de Westphalie

Dans le même esprit & par la même raison, s'il s'étoit agi d'envelopper les fiefs de la Couronne de Bohême dans la reversion du Haut-Palatinat, stipulée à l'art. IV. §. 9. en faveur de la Maison Palatine, on se seroit certainement concerté là dessus avec cette Couronne, le Traité de Westphalie ne pouvant lui imposer, non plus qu'à toute autre Puissance étrangère aucune obligation qu'avec son concours & de son plein gré & consentement. Ces considérations ainsi que les autres, qu'on a relevées déjà, prouvent donc invinciblement, que la Paix de Westphalie n'a jamais eu ni le droit, ni la volonté d'enlever à la Couronne de Bohême celui qu'elle a toujours & incontestablement eu sur les fiefs en question.

Réplique de la Cour de Berlin.

pagne & comme la Maison de Bavière fut entièrement rétablie dans toutes ses possessions, même dans les fiefs de Bohême par l'article 15. de la Paix de Bade de 1714. les transactions, qui ont eu lieu pendant cet intervalle, ne sont que *temporaires* & ne sauroient rien changer aux anciens droits de la Maison Palatine, & du moins les faits de l'Electeur Palatin Guillaume de Neubourg ne peuvent porter aucun préjudice aux autres lignes Palatines de Sulzbach & de Deux-Ponts. Ces deux dernières Branches succèdent à présent non en vertu du Recès de 1708. allegué ici, mais par leurs anciens titres, & particulièrement par le Traité de Pavie en combinaison de la Convention faite en 1465. avec George Podiebrad, Roi de Bohême. Les principes de justice ne permettent pas de faire ainsi valoir des *transactions passagères* telles que celles, qui ont été produites par les circonstances extraordinaires du tems contre la Maison Palatine pendant la longue guerre d'Allemagne, & contre la maison de Bavière pendant la guerre de la Succession d'Espagne, mais qui ont perdu leur force par les Traités de paix de Westphalie & de Bade, qui les ont suivi & ont tout remis dans l'état précédent, à l'exception de ce qui y a été changé expressement.

* Ce seroit d'un mauvais augure pour la sûreté du Corps Germanique, si la Couronne de Bohême vouloit se permettre de faire partie de ce Corps ou non, selon ses différentes convenances, & que dans le cas présent elle pût se soustraire aux obligations de la Paix de Westphalie sous un prétexte aussi foible que celui, qui est allegué ici. On fait quelques fois dans les Traités de pareilles stipulations particulières, pour en rendre les obligations d'autant plus fortes. L'Empereur Ferdinand III. le principal Contractant de la Paix de Westphalie étoit en même tems Roi de Bohême; la guerre avoit commencé & avoit été faite en & pour la Bohême. Il étoit donc naturel & nécessaire, que Ferdinand III. fit expressement excepter des obligations de la Paix de Westphalie son Royaume de Bohême, si telle avoit été son intention.

Il faut considérer en outre que les fiefs de Bohême en question sont situés non en Bohême, mais dans l'*Allemagne proprement dite*, selon les termes exprès de l'acte d'incorporation de Charles IV. de 1355. qu'il a d'ailleurs simplement fait en qualité d'Empereur & qu'ils doivent être assujettis par conséquent aux obligations de la Paix de Westphalie. On n'a cependant dit nulle part, que la Paix de Westphalie ait enlevé à la Couronne de Bohême ses droits sur les fiefs en question; elle n'en avoit jamais eu d'autres que ceux de conférer ces fiefs aux différentes Branches de la Maison Wittelsbach. La paix de Westphalie n'a fait que rétablir l'ordre qui avoit été interrompu par la guerre précédente. Elle a statué, que le Haut Palatinat, qui fut ôté à la ligne Rodolphe en faveur de la Branche Guillelmine, devoit après l'extinction de celle-ci retourner à la première, naturellement tel, qu'il avoit été possédé par la ligne Rodolphe, & par conséquent avec les fiefs de Bohême. Si Ferdinand III. Roi de Bohême avoit voulu en faire excepter ces fiefs, il auroit dû le faire expressement, au défaut de quoi l'interprétation se fait selon la règle de droit ordinaire contre la Couronne de Bohême, qui auroit dû s'expliquer plus clairement.



Réponse de la Cour de Vienne.

La troisieme prétention - - - - -
de l'Empereur Joseph I.

* On ne peut pas soutenir „ que le „droit de regredience est contraire à l'usage constant de la Maison de Bavière.“ Car pour faire valoir un pareil droit, il faut qu'il n'y ait plus de mâles d'une Maison, & alors seulement les Princesses renonçantes sous reserve, ou leur descendance, peuvent faire revivre leur droit en vertu de la regredience, le Fideicommiss, qui affectoit les biens allodiaux au profit des mâles, étant venu à cesser. Les cas des successions, qui se sont présentés jusqu'ici, soit dans la Branche Ludovicienne, soit dans la Rodolphine, n'ont pas fourni matière à des prétentions de cette espece, & par conséquent on ne sauroit reclamer l'usage constant de la Maison de Bavière.

L'on ne peut pas non plus dire, que le droit de régredience est contraire à l'usage constant de toute l'Allemagne; autrement il faudroit admettre, que toutes les reserves dans les renonciations sont nulles & de nulle valeur. Mais si ces reserves sont regardées comme des conditions, qui affectent & modifient la renonciation, il faut que le cas échéant chacune des branches feminines soit appelée à la Succession du mâle, en faveur duquel seulement elle a renoncé. Gailius, Harprecht, Hertius, une foule d'autres Jurisconsultes allemands, plusieurs consultations de différentes universités, nombre d'arrêts tant du Conseil Aulique, que de la Chambre Impériale, confirment cette Jurisprudence & l'usage qu'elle a introduit en Allemagne.

* Quant aux prétentions étrangères, S. M. n'est nullement intentionnée à y porter la moindre atteinte; elle est prête à donner les mains à tous les moyens de conciliation combinables avec sa dignité et la justice de sa cause.

* On observera au reste, que la Succession de Bavière n'est pas composée de Royaumes & de Principautés, auxquels par les Loix de l'Empire & d'autres Constitutions fondamentales, la descendance feminine soit habile à succéder, & que le dernier Possesseur mort sans enfans, n'a pas pu transmettre ses droits quelconques à une fille & Heritiere à l'exclusion des autres Princesses du sang renonçantes.

* Il est donc clair, que la difference est immense entre les droits incontestables & exclusifs de S. M. l'Imperatrice-Reine à toute la Succession de l'Empereur Charles VI. & les prétentions que forment aujourd'hui sur les biens allodiaux de la Bavière les descendans des Princesses, qui toutes avoient fait des renonciations dans leur tems.

Après

Réplique de la Cour de Berlin.

* Il y a plusieurs cas dans la famille de Bavière, que les Branches masculines se sont éteintes, comme celle de Basse-Bavière en 1340. & en 1425. & celle de Landshut en 1503. où le droit de regredience auroit pu être exercé par les Maisons de Brandebourg, de Wirtemberg & autres; sans qu'il conste, qu'il en ait été jamais question, ainsi qu'à l'extinction de la Ligne Palatine de Simmern, la sœur du dernier, la Duchesse d'Orléans, a seule hérité. Il paroît plutôt que la Maison d'Autriche a voulu exercer en 1340. & 1425. le même droit d'héritage exclusif qu'à présent l'Électeur de Saxe demande à exercer. *L'usage de la Maison de Bavière contraire à la regredience est donc suffisamment constaté par là.*

Les renonciations & les réserves des Princesses peuvent avoir leur effet autant qu'elles sont les plus proches parentes & héritières du dernier mâle d'une famille, mais elles perdent cet effet pour les Princesses, qui sont dans un degré plus éloigné, de sorte que ce Principe peut très bien consister.

Quant à l'usage & aux préjugés qu'on allégué ici, il ne seroit pas difficile d'y en opposer d'autres, & il est connu, que les célèbres J^Ctes *Senkenberg & Pütter* ont suffisamment réfuté le principe de la regredience; mais on abandonne à la Cour de Saxe le soin de combattre ces allégations, & on se borne d'observer, qu'ils ne sauroient affecter la succession de la Maison de Bavière, dont l'usage contraire à la regredience a été prouvé. D'ailleurs les Jurisconsultes & les Tribunaux, qu'on cite ici, seroient bien embarrassés de débrouiller les portions de la Succession allodiale de Bavière, que selon les principes de la prétendue regredience les Maisons de Saxe, de Bourbon, d'Autriche, de Brandebourg, de Wirtemberg & toutes celles de l'Europe, dans lesquelles des Princesses de Bavière ont été mariées, depuis Otton I. de Wittelsbach jusqu'à la mort de Maximilien Joseph pourroient prétendre. Pour ne parler que de celle de Brandebourg, il est connu, que Frédéric I. Electeur de Brandebourg a eu pour épouse Elisabeth fille de Frédéric Duc de Bavière, de laquelle descend toute la Maison de Brandebourg d'apresent, de sorte que selon le principe de la Cour de Vienne, la Maison de Brandebourg pourroit prétendre le même droit de regredience, ce qu'elle est pourtant fort éloignée de faire.

* Il seroit à souhaiter qu'on put concilier cette assurance, avec la fermeté que la Cour de Vienne témoigne à vouloir emporter à tout prix la grande partie de la Bavière, qu'elle a occupée & qui absorbe la meilleure moitié du fief de Bavière & de tout l'alleu qui s'y trouve mêlé.

* Si la Succession de Bavière n'est donc composée que de *Principautés*, auxquelles la descendance féminine n'est pas habile à succéder, on ne voit pas comment S. M. l'Impératrice-Reine peut y succéder soit pour sa personne, soit par sa descendance du Duc Albert qui n'est que féminine.

* Le Public impartial ne trouvera pas cette différence si immense; il pourroit même trouver que le droit de regredience des Princesses devoit plutôt avoir lieu à l'égard des États comme ceux d'Autriche, dans lesquels la succession féminine est établie, qu'à l'égard d'un autre comme celui de Bavière, où les mâles seuls sont habiles à succéder.


Mémoire du Baron de Riedesel.
Réponse de la Cour de Vienne.

Après tout ce qu'on vient - - - - - plus petite partie.

dence, d'avoir mis chacun à portée de se convaincre par lui-même, que les prétentions de S. M. ne peuvent que gagner par la discussion & l'analyse.

Si Mr. l'Electeur Palatin - - - - - auparavant.

* Mr. l'Electeur Palatin, qui est présentement la seule partie principale intéressée, a reconnu ces droits & leur validité originaire, & ils ne sauroient être annullés par un tiers, qui n'est point fondé à s'y opposer, & est encore beaucoup moins en droit de prononcer sur cet objet.

On peut laisser indécis - - - - - de la Maison d'Autriche.

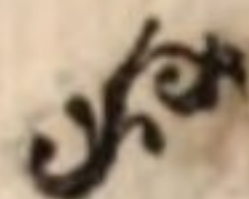
*Voici de quelle manière a été procédé de part & d'autre dans cette affaire, & l'on a droit de s'attendre, que cet Exposé dissipera jusqu'à l'ombre d'un soupçon de violence. Dans un tems où l'on ne pouvoit envisager la mort de l'Electeur de Bavière comme un événement prochain, le concert amiable étoit déjà établi avec M. l'Electeur Palatin, & l'on étoit même d'accord sur le fondement des droits de la Maison d'Autriche. Il est vrai, ainsi qu'on l'a dit dans la Note circulaire du 20. Janvier; qu'après le décès de l'Electeur Maximilien Joseph, „Sa Majesté l'Impératrice avoit été engagée par la première Patente de l'Electeur Palatin de faire marcher un Corps de Troupes vers la Bavière.“ Mais il est également vrai, que cette Patente, ainsi qu'il a consté ensuite, a été émanée à l'insçu de Mr. l'Electeur, & il ne l'est pas moins, que cet incident éclairci une fois, „la prise de possession n'a point précédé un arrangement amiable avec M. l'Electeur Palatin, & qu'elle n'a eu lieu au contraire qu'après la Convention signée & ratifiée par Mr. l'Electeur comme une conséquence nécessaire de ce dont on étoit convenu avec lui.“

Réplique de la Cour de Berlin.

* On croit plutôt, qu'en comparant l'analyse avec cette Réplique, il doit en résulter une conviction entière, que les prétentions de la Cour de Vienne ne peuvent absolument pas être conciliées avec la justice & que si elle veut en écouter la voix, elle devroit y renoncer entièrement.

* Ces conclusions paroissent devoir céder aux deux conclusions suivantes: 1. Si la prétention sur la Basse Bavière dérivée de la lettre d'investiture de 1426. & reconnue par Mr. l'Electeur Palatin, est fondée, elle appartient par ce qui a été deduit incontestablement, non à la Maison d'Autriche, mais à celle de Brandebourg, qui descend en ligne droite de la fille aînée du Duc Albert V. & par conséquent S. M. le Roi de Prusse ne seroit pas un *Tiers*, mais la *partie principalement intéressée*, & ne sauroit laisser emporter à la Maison d'Autriche un héritage, auquel Elle auroit beaucoup plus de droit que celle-ci. 2. Si cette prétention n'est pas fondée, Mr. l'Electeur n'a pas pu la reconnoître, ni la Cour de Vienne s'en prévaloir sans injustice, & sans un préjudice irréparable de la Maison de Deux-ponts & de celle de Saxe, & le Roi comme ami & allié de ces princes, qui ont réclamé son intervention, comme membre de l'Empire & partie contractante & garante de toutes les Constitutions Germaniques, est très-fondée à s'opposer à l'occupation injuste d'un héritage si considérable faite soit par violence, soit par collusion, sans aucune voye legale, destructive par conséquent de la sûreté de tout l'Empire, & à s'intéresser par tous les moyens possibles, pour que l'importante Succession de Bavière ne soit pas enlevée aux héritiers naturels & legitimes.

* Quelque explication ou tournure qu'on veuille donner à cette affaire, tout ce qu'on allégué ici ne sauroit dissiper l'idée de violence ou de procédés illégaux. La Convention passée entre S. M. l'Imperatrice Reine & Mr. l'Electeur Palatin est à la vérité datée du 3. Janvier 1778. mais elle n'est devenue publique qu'entre le 16. & le 20. de Janvier, après que les Troupes Autrichiennes avoient déjà pris possession de la Bavière. Mr. le Prince de Kaunitz dit ingenuement dans la Note de 20. Janvier: que la prise de possession de toute la Bavière faite par l'Electeur Palatin ayant fait juger, que ce Prince vouloit mettre obstacle aux droits de la Maison d'Autriche, elle avoit jugé nécessaire de prendre des précautions & de faire marcher des Troupes en Bavière; que peu après on s'étoit arrangé amicalement. On avoue donc, que la marche des Troupes a précédé l'arrangement amical. Il est notoire, que cette marche & les menaces de la Cour de Vienne ont été le principal motif, qui ont porté Mr. l'Electeur Palatin à reconnoître la prétention Autrichienne. On pourra en produire des aveux & d'autres preuves en cas de besoin & on pourroit en provoquer à la déclaration sincère de ce Prince qui l'avoue assez en faisant déclarer par tout par ses Ministres, qu'il n'avoit fait la Convention du 3. Janvier & les grands sacrifices y contenus, que pour conserver la tranquillité d'Allemagne, expédient qui va à la vérité trop loin pour les droits de sa Maison. Comment seroit-il possible d'imaginer autrement, que ce même Prince ait cédé la moitié de son Patrimoine & reconnu une vieille prétention, dont la nullité saute aux yeux, sur la simple agitation d'une ancienne chartre, qu'il n'avoit pas même vue. S'il l'avoit fait de *plein gré*, il faudroit lui supposer une autre intention encore moins croyable, qu'il ait à dessein voulu sacrifier à une Maison étrangère les droits les plus clairs & les plus précieux de sa propre Maison. Quoiqu'il en soit enfin des ressorts, qui ont opéré une reconnaissance & cession si singulière, on ne sauroit que repeter ici qu'elle ne peut jamais subsister & sera selon la justice toujours nulle par elle-même.



Mémoire du Baron de Riedesel.

Réponse de la Cour de Vienne.

De quelque façon - - - - du Corps
Germanique.

* Voici ce que ce Passage contient de plus essentiel: La Convention conclue par Mr. l'Electeur Palatin, n'est pas valable, parce qu'elle est contraire aux Pactes de la Maison, aux Constitutions de l'Empire & spécialement à la Paix de Westphalie, enfin aux droits du tiers.

* Mais il a été démontré déjà: que le Traité de Pavie n'a pas institué un *Fidei commissus inalienable & inseparable*.

* Que quand même une pareille institution auroit eu lieu, elle seroit déjà abrogée par l'usage contraire.

* Que dans aucun cas elle n'a pû ni dû s'étendre au Duché de la Basse-Bavière.

* Qu'en général & de l'aveu même de la Maison Palatine dans ses Manifestes, le Traité de Pavie n'a jamais été en execution. Il résulte donc de là, qu'on ne peut pas dépouiller Mr. l'Electeur Palatin de la faculté, qu'il a de transiger, sous prétexte, que la Convention, qu'il a faite, seroit contraire aux Pactes & Constitutions de la Maison.

* Il a été pareillement démontré, que la Bavière n'a jamais été un *Electorat chargé de l'indivisibilité*.

* Que les fiefs de la Couronne de Bohême ne sont pas des parties integrantes du Haut Palatinat.

* Que le retour de ces fiefs n'a pas été, & n'a jamais pû être stipulé par la paix de Westphalie à la ligne Palatine.

* Qu'ils n'ont acquis, & n'ont jamais pû acquérir la qualité d'indemembrables & inseparables, dont la Bulle d'or a chargé l'Electorat Palatin.

* Il résulte donc encore, qu'on ne peut pas dépouiller Mr. l'Electeur de la faculté de transiger là-dessus, sous prétexte, que ce seroit agir contre les loix de l'Empire, la Bulle d'or & la Paix de Westphalie.

* Pour ce qui est des droits du tiers, ou l'on comprend sous cette denomination les *Princes Palatins*, ou les *héritiers allodiaux*, ou bien d'autres intéressés dans la succession. Après qu'il a été démontré, qu'une partie de la Basse-Bavière devoit revenir à la Maison d'Autriche, & que la Concession des fiefs de Bohême ne pouvoit pas être
exi-

Réplique de la Cour de Berlin.

* Quand on compare l'analyse avec cette réplique, tout lecteur impartial doit être convaincu, que les conclusions du passage de la Note Prussienne du 9. de Mars qu'on allègue & combat ici, restent dans toute leur force.

* On a donc démontré, que le Traité de Pavie contient la stipulation expresse de l'inaliénabilité & de l'inséparabilité, effets incontestables d'un Fideicommiss, qui le constituent, quand même ce nom n'a pas été exprimé.

* Est-ce qu'un petit nombre de contraventions & de tentatives faites illégalement, peuvent établir un usage contraire & abroger le fonds d'une Convention, qui a été si souvent renouvelée & confirmée même par M. l'Electeur Palatin d'à présent?

* La Convention de Pavie a donc été étendue à la Basse-Bavière par les Paëtes de famille de 1524. de 1766. & particulièrement par celui de 1348. où du tems même de la réunion de la Basse-Bavière faite à la Haute-Bavière, les Comtes Palatins en renonçant à la Basse-Bavière en faveur des Ducs de la Haute-Bavière, s'en sont expressément réservés la succession eventuelle après l'extinction de cette ligne.

* Une assertion si gratuite & contraire à la vérité, faite par la Maison Palatine dans le cas de sa contestation particulière avec la Maison de Bavière, ne pouvoit pas détruire une sanction pragmatique de sa Maison qu'elle a reconnue pour telle ensuite & en toute occasion. Il en résulte plutôt que Mr. l'Electeur Palatin n'a pas pu faire une transaction préjudiciable aux droits & aux Paëtes de sa maison, qu'il a renouvelés & confirmés lui-même de la manière la plus solennelle en 1745. 1766. 1771. & 1774.

* La Bavière a été incontestablement un Electorat jusqu'au tems de la Bulle d'or & après la paix de Westphalie. On ne veut pas discuter ici la question, si l'indivisibilité des Electorats & même la qualité Electorale n'y est pas restée inhérente. On n'a eu proprement d'autre intention, que d'attribuer cette qualité au Haut-Palatinat comme faisant partie de l'Electorat Palatin.

* Ces fiefs de Bohême sont nommés dans le Traité de Pavie comme appartenants à la ligne Palatine, ils sont donc des parties integrantes du Haut Palatinat, dans lequel ils sont situés; ils n'en ont été jamais demembrés ni de fait ni de droit.

* La Paix de Westphalie ayant assuré à la Maison Palatine le retour du Haut-Palatinat sans exception & tel qu'elle l'avoit possédé auparavant, le retour de ces fiefs doit y être compris.

* Si les fiefs de Bohême appartiennent au Haut-Palatinat & à la Maison Palatine, ils doivent absolument participer à la qualité d'indémembrables, dont la Bulle d'or a chargé l'Electorat Palatin.

* Il résulte plutôt de toutes les premisses, que la conclusion, qu'on veut combattre ici, est très-juste.

* Après qu'il a été démontré, que la maison d'Autriche n'a aucun droit de succéder en Basse-Bavière, ni de réunir ses fiefs de Bohême au Domaine direct, Mr. l'Electeur Palatin n'a pas été en droit de reconnoître des prétentions non fondées au préjudice de ses Successeurs, agnats & coheritiers, & s'il l'a fait, son fait illegal ne sauroit

Réponse de la Cour de Vienne.

exigée de droit, après que Mr. l'Electeur, comme Chef de sa Maison a examiné, reconnu & confirmé tout cela, les autres Princes Palatins ne seroient plus fondés à soutenir que ce qui est démontré pour ce Souverain ne le soit pas aussi à leur égard.

* Dès que le droit de la Maison d'Autriche est fondé, Mr. l'Electeur n'a plus de prétentions ni sur les Distriets de la Bavière, ni sur les fiefs de la Bohême, & si ce Prince n'en a point, de quel Chef les autres Branches Palatines pourroient elles en former?

* On objectera peutêtre, que ces Branches n'ont point reconnu les droits de la Maison d'Autriche. Mais leur acquiescement est-il nécessaire dans ce tems-ci? Ces Princes Palatins ne sauroient ôter à Mr. l'Electeur Palatin, qui est d'une autre Branche qu'eux, la faculté qu'il a en qualité de Chef de toute la Maison, de conclure des Traités & de s'arranger avec d'autres Puissances sur la possession tant des Pais, qui lui sont dévolus, que de ceux, qui étoient déjà en son pouvoir. A quoi l'on ajoutera, qu'aussi peu qu'il est permis à des Agnats d'après une regle de droit connue, de révoquer les alienations & engagements, avant que la succession ne leur soit échue; tout aussi peu les Branches collatérales Palatines peuvent-elles déroger, même par les protestations les plus solennelles, à la Convention arrêtée par Mr. l'Electeur Palatin, tant & si longtems, que par l'extinction de la Branche de Sulzbach, elles ne sont pas appelées à la Succession.

* Que si elles veulent combattre les droits de la Maison d'Autriche, la voye de la justice leur est ouverte, ainsi qu'à tout le monde, en matiere contentieuse par les loix de l'Empire.

* L'on ne discutera pas ici, s'il est permis de se pourvoir à la Diette même de Ratisbonne contre les arrêts des Tribunaux de l'Empire; mais quelque opinion qu'on adopte à ce sujet, l'on ne pourra jamais en inferer, qu'un objet litigieux puisse être porté en premiere instance directement à l'assemblée du Corps Germanique.

* Pour ce qui est des Héritiers allodiaux & autres intéressés, nommément Mr. l'Electeur de Saxe, exerçant les droits de Madame sa mere, Princesse renonçante de Bavière; S. M. est fort éloignée, de vouloir leur disputer leurs prétentions & demandes sur les biens allodiaux. Aussi par la prise de possession bornée uniquement aux objets des lettres Impériales d'investiture & d'expectative, ainsi qu'au droit de reversion de la Couronne de Bohême, S. M. n'entend aucunement traverser les vûes legitimes de qui que ce soit, & encore moins celles de Mr. l'Electeur de Saxe.

* L'on conclut par repeter, qu'il est incontestable, „que selon la Constitution fondamentale de l'Empire il n'y a que deux façons legales de faire valoir ses droits, „c'est à dire une Transaction amiable avec la partie intéressée, ou une décision de „l'Empereur & de l'Empire.“ S. M. ayant choisi la premiere de ces voyes legales, l'on

Réplique de la Cour de Berlin.

Doit obliger les agnats & cohéritiers allodiaux, qui succèdent non par son droit, mais par le droit du sang, par leur descendance de l'acquéreur & *ex providentia majorum*.

* Cette conclusion, qui est la même que la précédente, y a de même trouvé sa réfutation. Le droit de la Maison d'Autriche n'est pas fondé; Mr. l'Electeur Palatin a un droit incontestable sur la Basse Bavière & les fiefs de Bohême. S'il veut en faire présent à la Maison d'Autriche, les autres Branches Palatines ne sont pas obligées d'en faire autant.

* Cette objection restera toujours fondée. La réplique qu'on y fait ici n'auroit aucune apparence qu'autant que la Cour de Vienne voudroit déclarer qu'elle ne veut posséder la partie occupée de la Bavière que durant l'existence de Mr. l'Electeur Palatin d'aujourd'hui & de ses descendans. Si la Cour de Vienne faisoit cette Déclaration, que toutes les parties intéressées font en droit d'exiger d'elle, il se présenteroit une autre question difficile à affirmer: s'il est permis, qu'un Prince de l'Empire cede sur une prétention non fondée & pour sa vie à une Maison étrangère une partie considérable de son Patrimoine, qui après sa mort appartient incontestablement à ses agnats collatéraux? En concedant même, que ceux-ci n'ayent pas un droit présent d'agir, on ne pourra pas le contester aux héritiers allodiaux qui ont un droit présent & non éventuel, qui perdent par une cession aussi gratuite les moyens de tirer l'alleu qui se trouve dans la partie de la Bavière occupée par la Maison d'Autriche. La Maison de Brandebourg a un autre droit présent & actuel de ne pas laisser emporter à la Maison d'Autriche le fruit d'une prétention, laquelle, si elle est fondée, appartient à elle & non à la Maison d'Autriche.

* Cette voye de la justice seroit constitutionnelle & acceptable, si la Cour de Vienne vouloit l'observer de son côté, remettre auparavant les choses en Bavière dans l'état ou elles ont été avant son occupation arbitraire & convenir avec les parties intéressées d'un Tribunal impartial qui puisse juger cet important Procès.

* Depuis que la Cour de Vienne a trouvé à propos de se faire droit à elle même par des voyes de fait, palliées par une Convention non valable, & qu'on ne voit pas que les parties intéressées puissent obtenir la justice qui leur est due par les Tribunaux de l'Empire, il ne leur reste pas d'autre moyen que celui de réclamer l'intervention du Corps Germanique & de ses membres.

* Ces assurances seroient fort bonnes, si S. M. l'Imperatrice-Reine n'avoit pas occupé la meilleure partie de Bavière & absorbé par là l'alleu qui y est mêlé, & qu'elle n'eût pas mis Mr. l'Electeur Palatin hors d'état de satisfaire aux prétentions de l'héritier allodial, ne lui laissant que la moindre partie de la Bavière chargée d'un fardeau immense de dettes.

* S. M. l'Imperatrice-Reine n'a transigé ni avec les Agnats collatéraux, ni avec l'héritier allodial, ni avec la maison de Brandebourg, ni avec l'Empire, qui sont tous également intéressés à la juste distribution de la Succession de Bavière. Elle n'a transigé qu'avec une partie, l'Electeur Palatin, qui ne pourroit tout au plus transiger que

Réponse de la Cour de Vienne.

l'on ne feroit plus apprehender qu'un procédé si conforme aux loix Germaniques affectât toute la Balance du pouvoir dans l'Empire & par les suites toute la sûreté du Corps Germanique.

Mémoire du Baron de Riedesel.

Réponse de la Cour de Vienne.

S. M. le Roi de Prusse - - - - à
cette Succession.

le a conclue avec Mr. l'Electeur Palatin, les Constitutions de l'Empire & la Paix de Westphalie, mais que de plus Elle n'est nullement intentionnée de troubler dans leurs poursuites ceux qui seroient fondés à pretendre d'avoir part à cette Succession, Elle se flatte, qu'il ne reste plus rien à desirer de ce qu'on peut équitablement exiger d'Elle.

* Comme S. M. a non seulement respecté dans la Convention amiable qu'El-

le a conclue avec Mr. l'Electeur Palatin, les Constitutions de l'Empire & la Paix de Westphalie, mais que de plus Elle n'est nullement intentionnée de troubler dans leurs poursuites ceux qui seroient fondés à pretendre d'avoir part à cette Succession, Elle se flatte, qu'il ne reste plus rien à desirer de ce qu'on peut équitablement exiger d'Elle.

Réplique de la Cour de Berlin.

Pour sa vie. Cette transaction s'est faite sur la supposition erronée d'une prétention qui n'est aucunement fondée. S'il étoit permis, s'il pouvoit réussir à l'Empereur ou à sa Maison, d'augmenter sa Puissance par des moyens aussi peu conformes à la justice, & de se prévaloir ainsi de sa force & de son influence, la balance du pouvoir dans l'Empire seroit bientôt perdue, & il en résulteroit les suites les plus funestes pour la sûreté du Corps Germanique.

* Comme on a démontré, que la Convention du 3 Janv. est diamétralement contraire à la Paix de Westphalie, aux Capitulations Imperiales, au système féodal d'Allemagne & aux droits incontestables de la Maison Palatine & de celle de Saxe, on devoit attendre de la justice & de la modération de leurs Majestés Imperiales, que revenues à la fin de la première impression que peut leur avoir causé une prétention présentée sous un jour avantageux, elles en reconnoîtront à la fin l'inconsistance, à la vuë des argumens évidens qu'on vient de leur exposer, qu'elles renonceront en conséquence à cette prétention, ainsi qu'à la transaction dont elle fait la base, & abandonneront la Succession de Bavière aux héritiers légitimes & naturels.

Schreiben des Fürsten von Kaunitz an den Grafen von Cobenzel vom 31. May 1778.

Hochgebohrner Reichs-Graf.

Ihre Majestäten haben aus dem bisherigen Verlauf der Unterhandlungen mit Bedauern ersehen, daß die angefangene Negociation eine solche Wendung genommen hat, die unmöglich zu dem beyderseits erwünschten Endzweck eines gütlichen Einverständnisses führen kann, in so lange die zwey Höfe in den Präliminar-Grundsätzen so himmelweit verschieden bleiben, als sie es bis nun zu sind. Alle Partheyen, die nur immer auf die Bayerische Succession Ansprüche haben, oder zu haben vermeynen, werden von dem dortigen Hofe, ohne weiterem für rechtmäßige Erbs-Prätendenten anerkannt und unterstützt. Wir haben nie wollen, und wollen noch nicht, daß diese Erbs-Prätendenten gegen das, was recht und billig ist, behandelt, oder mit ihren erweislichen Forderungen leer ausgehen sollen. Diese Forderungen aber betreffen uns nicht, sie betreffen lediglich den Churfürsten von Pfalz, und in so weit sie ihn betreffen, kommt es auf ein freundschaftliches Einverständniß zwischen uns und ihm an, ob und wie wir ihm die Last, sich respectu dieser Forderungen abzufinden, erleichtern helfen können. Was wir aber nie zugeben werden und können, und was auch selbst alle Gedanken von einem freundschaftlichen Einverständniß unmöglich macht, ist der Umstand, daß der dortige Hof zu gleicher Zeit, als er alle andere Erb-Prätendenten für rechtmäßig erkennt, unsere Rechte, unsere Ansprüche, und unsere mit Churpfalz geschlossene Convention ganz allein für ungültig und unwirksam erkläret, und auf diesen Satz alle seine bisherige Proposition bauet, welche sämmtlich in Effectu dahin gerichtet sind, daß wir nehmlich das in Besitz genommene theils zurück stellen, zum Theil durch andere Equivalente vergüten, nebst bey noch verschiedene Cessionen sonstiger Gerechtsamen machen, eben das durch aber nichts überkommen, ja noch weniger als nichts behalten, dem ohngeachtet aber die Haupt-Vorthelle dem dortigen Hof von uns zugestanden werden sollen. Die Folgen dieses Principii stossen entweder allen wesentlichen Bestand einer Reciprocität um, oder sie zwingen uns, dem dortigen Hof gleiches mit gleichem zu vergelten. In diesem supposito können, werden, und müssen wir fast eben die nehmlichen rechtlichen Gründe, die man Königl. Preussischer Seits gegen unsere Acquisition geltend zu machen sucht, gegen die Vereinigung der beyden Marggraffthümer mit der Preussischen Primogenitur gleichfalls geltend machen, und uns derselben aus den nehmlichen politischen, auf das Gleichgewicht beyder Höfe sich beziehenden Ursachen, welche die Triebfeder der bisherigen Preussischen Widersprüche sind, mit allen Kräften widersetzen. Soll also nicht nur die Möglichkeit zu einem freundschaftlichen Einverständniß zwischen beyden Höfen hergestellet, sondern auch ein solider Grund hierzu geleyet werden, so muß man vor allem vorerwehnte Collision zu heben suchen. Diese Collision kann unmöglich gehoben werden, wenn nicht jenen Grundsätzen Statt gegeben wird, die wir gleich anfangs pro basi der ganzen Negociation geleyet haben, nehmlich: daß sich jeder der beyden Höfe in des andern Stelle unpartheyisch setze, daß er dasjenige was er in des andern Stelle, mit seinem Ansehen, und mit seiner Ehre ganz unvereinbarlich finden würde, von dem andern gleich

gleichfalls nicht fordere. Daß sich keiner der bekannten Rechtsregel entziehe, das nehmen liche Recht auch für und gegen sich zu erkennen und geltend zu machen, was er fordert, daß es der andere für und gegen sich selbst erkennen und gelten lassen soll. Die praktische Anwendung dieser Grundsätze ergiebt sich von selbst dahin, daß wenn beyde Höfe sich nicht umsonst zu Grunde richten, sondern vielmehr den gegenseitigen Nutzen sich untereinander befördern helfen wollen, der dortige Hof auf eine Art, die seiner Ehre angemessen ist, den bisherigen Widerspruch gegen unsere Acquisition aufheben, der unsrige hingegen seinen Widerspruch gegen die Vereinigung der Anspach- und Bayreuthischen Lande mit der Königlich-Preussischen Primogenitur entsagen, und zugleich beyde sich freundschaftlich einverstehen müssen, wie sie ihre reciproque Vortheile durch einen anständigen Austausch erreichen, und sich hierinfallig wechselseitig nach Thunlichkeit unterstützen können. Werden diese Grundsätze und ihre erwähnte Application von dem dortigen Hof nicht angenommen, so ist keine Möglichkeit zu einem gütlichen Vergleich vorhanden; werden sie angenommen, so schlagen wir folgenden Ausgleichungs-Plan vor:

1) Der dortige Hof hebt seine bisherigen Widersprüche gegen unsere in Bayern im wirklichen Besitz habende Acquisition ipso facto auf, und diesem zufolge entsaget unser Hof allen seinen Widersprüchen, gegen die Vereinigung der Bayreuth- und Anspachischen Lande mit der Brandenburgischen Primogenitur.

2) Versprechen sich beyde Mächte noch directe noch indirecte gegen jeden freywilligen Austausch, so sie mit jemand von ihren Nachbarn über diese oder andere Appertinenzien treffen könnten, zu handeln, sondern vielmehr verheissen sie sich beede wechselseitig ihre bona officia dazu.

3) Daß beyde Höfe zu Berichtigung nach Recht und Billigkeit der Sächsischen Allodial-Forderungen mit dem Kurfürsten von der Pfalz ihre bona officia gemeinsamt anwenden wollen, und Ihro Majestät die Kaiserin über dies auch zu Gefallen des Kurfürsten von der Pfalz und nach dem mit ihm getroffenen Austausch, um ihm annoch leichtere Bedingungen von denen Allodial-Prätendenten erhalten zu machen, dem Sächsischen Hofe mehreres wichtige, und in der Folge sehr wesentliche Vortheile zukommen zu lassen geneigt zu seyn sich erklären.

Dieser ganze Plan ist solchergestalt der strengsten reciproquen Billigkeit und Gleichheit angemessen. Das Kur-Pfälzische Haus wird durch einen freywilligen Austausch, der nicht anderst von ihm angenommen wird, als unter anständigen Bedingungen, und das Sächsische durch Ueberkommung mittelst eines Vergleichs mit Kur-Pfalz seiner billig gefundenen Allodial-Forderungen vollkommen zufrieden gestellt, und andurch sowohl die Ehre des Königl. Preussischen Hofes, als seiner öffentlich übernommenen Protection ein vollständiges Genügen geleistet werden. Hierinnen bestehen die einzig möglichen, mit dem wechselseitigen Ansehen und Interesse vereinbarliche Ausgleichungs-Wege zwischen beyden Höfen. Sind dieselben einmal unter sich verstanden, so wird alles übrige bald und unschwer zu berichtigen seyn; Wie denn auch sogleich nach der Unterzeichnung dieses Präliminar-Einverständnisses die zusammengezogenen Armeen aus einander gelassen, und beyde Theile von den diesfälligen drückenden Lasten enthoben werden können.

Ich empfehle mich höflich und verharre unausgesetzt

Ew. Hochgebohrnen

Wien, den 31. May 1778.

Schuldiger Diener,
Kainitz: Dietberg.

An den Herrn Grafen von Cobenzel.

*Mémoire du Ministère Prussien remis au Comte de Cobenzel le 13. Jun.
1778.*

Les soussignés Ministres d'Etat ayant fait leur rapport au Roi, de ce que M. le Comte de Cobenzel, Envoyé extraordinaire de Leurs Majestés Imperiales & Royale, leur a fait connoître sur l'affaire de Bavière dans la conférence du 7. de ce mois d'après une dépêche de M. le Prince Kaunitz du 31. de Mai, qu'il leur a communiquée, ils ont été chargés de répondre à ses ouvertures selon l'intention de S. M. avec la précision & la confiance, qui peut seule conduire la négociation entamée à une heureuse fin, & de demander en retour des explications catégoriques de la part de la Cour de Vienne.

La susdite dépêche contient d'abord une recapitulation des points généraux, qu'on a mis pour base de cette négociation, qui ne sont sujets à aucune difficulté, & que S. M. a déjà acceptés.

Mais on ne sauroit s'empêcher de faire une observation préalable sur les conséquences, qu'on semble vouloir en tirer, comme si la Cour de Berlin reconnoissoit comme fondés les droits de tout autre prétendant à la Succession de Bavière à l'exception de ceux de la Cour de Vienne, & qu'elle n'attaquoit ceux-ci que par des motifs relatifs à sa convenance politique, & à l'équilibre établi entre les deux Cours. Si telle étoit l'intention de S. M. Prussienne, Elle n'auroit pas offert de contribuer à faire céder à S. M. l'Impératrice-Reine une partie importante de la Bavière contre des équivalens à prendre sur ses Etats éloignés; & pour ce qui est de la modération & du désintéressement de S. M., Elle croit en avoir donné les preuves les moins équivoques, en ne demandant pour Elle-même que ce qui lui revient par les droits les plus incontestables.

Les deux premiers Articles du Plan de conciliation proposé, roulent en partie sur des objets accessoiress & étrangers à l'arrangement principal, qui est celui de la Succession de Bavière.

Si S. M. a fait mention dans le Projet, qu'Elle a donné, de la réunion éventuelle des Marggraviats de Bareuth & d'Anspach à la Primogéniture, ce n'a été que parce que la Cour de Vienne l'a désiré, & parce qu'il lui a paru en effet essentiel, d'obvier dès à présent à tout sujet de discussion pour l'avenir sur une affaire, sur laquelle on a paru jeter des doutes. Cet arrangement ne fera d'ailleurs sujet à aucune difficulté & pourra être ajusté de la manière proposée.

Le troisième Article du même Plan, qui concerne les soins, que les deux Cours doivent se donner, pour terminer à l'amiable les différens de la Maison Palatine & de la Cour de Saxe, au sujet des prétentions de cette dernière sur la Succession allodiale de Bavière, suppose l'arrangement de cette Succession, & c'est précisément ce qui demande d'être éclairci.

Sans vouloir entrer de nouveau dans la discussion des droits de la Cour de Vienne sur les possessions qu'elle a occupées en Bavière, & que le Roi ne sauroit admettre dans leur totalité, S. M. a déclaré dès le commencement de la négociation, & déclare encore, qu'Elle ne s'opposera pas à ce que S. M. l'Impératrice-Reine conserve une partie de ces possessions, qui pourroient faire sa convenance, pourvu que la

Mai.

Maison Palatine soit dédommée & mise en état de satisfaire aux prétentions de la Cour de Saxe. Mais la gloire & la dignité de S. M. ne lui permettent pas, de se lier les mains par une Convention préliminaire sans être informée à juste de la Nature des échanges & des équivalens, au moyen desquels la Cour de Vienne se propose de moyennier cette satisfaction des Parties intéressées.

Les termes dans lesquels on s'enonce sur cette matière dans un Article de la dépêche susalléguée, qui est séparé du Plan même, paroissent si vagues & si obscurs, que S. M. croit pouvoir demander à la Cour de Vienne, qu'elle s'explique clairement & qu'elle declare d'une maniere non équivoque :

1. Quels sont les districts de la Bavière & du Haut-Palatinat qu'elle veut garder, & quels sont ceux qu'elle se propose de rendre;

2. Quels sont les échanges, qu'elle a en vue, & quels équivalens elle veut donner à la Maison Palatine pour son dédommagement;

3) En quoi consistent proprement les avantages, qu'elle promet à l'Electeur Palatin, pour le mettre en état de satisfaire l'Electeur de Saxe;

4) Si la cour de Vienne veut consentir d'arranger toute la Succession de Bavière, relativement aux droits de l'Electeur Palatin, de l'Electeur de Saxe, du Duc de Deuxponts & des Ducs de Mecklenbourg, avec le Roi, qui comme ami & allié de ces Princes, comme Electeur & Prince de l'Empire & par d'autres titres, qui ont été allégués, a tant de droit & d'intérêt de prendre part à la juste distribution de cette Succession.

Une réponse claire, précise & categorique sur ces quatre points mettra le Roi en état de juger, si cette affaire peut être terminée d'une maniere satisfaisante pour toutes les parties intéressées, & facilitera en ce cas l'heureuse conclusion de la négociation.

Le refus de ces explications rendroit l'accommodement impossible & feroit retomber sur la Cour de Vienne tout le blâme des malheurs qui en résulteroient.

S. M. se promet donc de la justice, de la modération & de l'amitié de leurs Majestés Impériales, qu'elles ne refuseront pas de lui donner ces éclaircissements, d'après lesquels Elle pourra se décider sur une affaire de cette importance, & qui est si intéressante pour le bien de l'humanité & pour le maintien de la bonne intelligence entre les deux Cours.

Berlin ce 13. Juin 1778.

Finckenstein. Hertzberg.

Réponse verbale du 24. Juin 1778.

Les dernières ouvertures de M. le Comte de Cobentzl, sur lesquelles le Pr. de Kaunitz Rietberg a promis à Mr. le Baron de Riedesel les éclaircissemens qu'il Lui a demandés, dèsqu'il y feroit autorisé, se trouvent avoir été faites en réponse à des Propositions qui lui avoient été communiquées par le Ministère de S. M. Prussienne, au moyen d'un papier intitulé: *Projet ou Plan d'un arrangement général sur la Succession de Bavière qui pourroit servir de base à un Traité.* Il paroît essentiel par conséquent, pour rendre plus sensibles les éclaircissemens, dont, en effet, ces ouvertures paroissent avoir besoin, d'après la façon dont elles semblent avoir été ou n'avoir pas été entendues, de les faire précéder par un Exposé de la substance du dit Projet, afin que par l'analyse & la comparaison de ce Plan d'arrangement avec les dernières ouvertures du C. de Cobenzl, auxquelles il a donné lieu, on soit à même de pouvoir juger des raisons qui ont dû faire envisager ce Plan comme inadmissible, & en même tems de celles sur lesquelles ont été établies les dites ouvertures.

Voici en substance le contenu du susdit Plan de Pacification:

On propose à S. M. l'Imp. Reine de restituer à Mr. l'Electeur Palatin tout ce qu'Elle possède actuellement en Bavière en vertu de ses droits & de sa Convention avec ce Prince, de se contenter en échange d'une autre des plus mauvaises Parties de la Bavière qui est indiquée dans le dit Plan.

Et d'en dédommager encore la Maison Palatine par la cession des Duchés de Limbourg & de Gueldres.

On convient que Mr. l'Electeur Palatin est de droit obligé à satisfaire Mr. l'Electeur de Saxe sur les prétentions qu'il forme à l'Alleeu de Bavière, s'il étoit dédommagé de la manière susdite, on croit même qu'en ce cas il pourroit céder à l'Electeur de Saxe une Partie du Haut-Palatinat, lui remettre le mobilier de la succession de Bavière, & le satisfaire encore par une somme d'argent proportionnée.

Et malgré cela on propose néanmoins à S. M. l'Empereur, de conférer les fiefs de l'Empire vacans en Bavière à l'Electeur Palatin, & ceux qui sont situés en Suabe ainsi que les Seigneuries de Mindelheim & de Wiefenstein à l'Electeur de Saxe.

Et à S. M. l'Imp. Reine pour faciliter tout cet arrangement, de renoncer aux Droits de Souveraineté & autres, qu'Elle a comme Reine de Bohême sur quelques Parties du Haut Palatinat, de la Saxe & du Pays de Bareuth.

Ainsi que, non seulement de ne mettre aucun obstacle à ce que les Pays d'Anspach & de Bareuth puissent être incorporés à la Primogéniture de l'Electorat de Brandebourg, ou échangés contre les Marggraviats de la Basse & Haute Lusace, & de quelques autres Districts, que l'on ne nomme point, mais on demande même, que S. M. l'Imp. Reine veuille bien, pour que cet échange puisse avoir lieu, renoncer à tout droit de Féodalité, de réversion ou autres, qu'Elle pourroit avoir sur la Lusace entière ou sur quelque partie de ce Pays. En un mot,

On propose à la Maison Impériale, comme si elle n'avoit pour Elle ni ses droits, ni sa Convention, de tout rendre & de ne rien garder, attendu qu'on ne

qu'on ne donne rien lorsqu'on donne l'équivalent de ce qu'on garde; & quoique sur ce pied, il se trouveroit, que l'Electeur Palatin rentreroit dans la possession de la totalité de la Succession Bavaroise, puisqu'il seroit dédommagé de ce qu'il en céderoit, & que moyennant cela ce seroit Lui seul, qui de droit se trouveroit obligé à satisfaire l'Electeur de Saxe sur les prétentions qu'il forme à l'Allee de Bavière; on croit malgré cela pouvoir proposer à S. M. l'Impératrice, qui n'en garderoit rien, puisqu'Elle en auroit donné l'équivalent, de se charger ce nonobstant, au moins en partie, de la satisfaction des Héritiers allodiaux, par la cession de nombre de droits, qui sont & peuvent être par la suite des tems de la plus grande importance.

Et enfin dans le moment même, auquel on croit pouvoir proposer à la Maison d'Autriche, de renoncer à une acquisition, qui pourroit au moins jusqu'à un certain point maintenir l'équilibre de puissance entre Elle & S. M. Prussienne, on croit pouvoir Lui demander ce nonobstant de concourir dès à présent, par son consentement & les renonciations qu'on Lui demande, à l'augmentation considérable de puissance, qu'acqueroit S. M. Prussienne, par la réunion des Marggraviats de Bareuth & d'Anspach, à la Primogéniture de Sa Maison, ou par leur échange contre des Etats qui seroient encore plus à sa bienfaisance.

C'est à quoi se réduisent au fond les propositions du Plan de Pacification en question. L. M. Imperiales & Royale n'ont pu y voir par conséquent que des propositions incompatibles avec ce qu'Elles se doivent à Elles mêmes, avec leur bon droit, avec la raison d'état, & avec la juste reciprocité, qui seule peut rendre un accommodement possible; il ne peut point paroître étonnant moyennant cela, qu'Elles n'aient point pu donner les mains à un pareil arrangement, & elles pensent, que, de sang froid, personne ne pourra voir cet état des choses autrement qu'elles ne l'ont envisagé.

Voici en échange ce que le Comte de Cobenzl a proposé de la part de L. M. I. par la communication d'une lettre contenant les ordres qui Lui avoient été adressés pour cet effet, & par des explications verbales qu'il y a ajoutées, pour le cas auquel les Préliminaires qui étoient proposés par la dite lettre, fussent adoptés.

L. M. I. offrent à S. M. Prussienne, de Lui assurer dès - à présent l'acquisition des Marggraviats de Bareuth & d'Anspach, par leur acquiescement à l'incorporation de ces deux Marggraviats à la Primogéniture d'Electorat de Brandebourg; & Elles ne demandent en échange que l'acquiescement reciproque de S. M. Prussienne à l'acquisition des districts qui sont dévolus à S. M. l'Impératrice Reine en Bavière, en vertu de ses droits & de sa Convention avec Mr. l'Electeur Palatin. L. M. I. & R. offrent à S. M. Prussienne non seulement de ne point mettre obstacle, ni directement, ni indirectement à aucun échange qu'elle seroit dans le cas de pouvoir faire des dits Marggraviats avec quelqu'un de ses voisins, mais même Leurs bons Offices pour cet effet, & elle ne lui demandent pour reciprocité que l'engagement mutuel de ne point mettre obstacle non plus, ni directement, ni indirectement à aucun échange qu'Elles pourroient faire avec quelqu'un de Leurs voisins, mais d'y concourir même par ses bons offices.

Et Elles proposent enfin de joindre leurs bons offices à ceux de S. M. Prussienne pour procurer aux Héritiers allodiaux une satisfaction juste & raisonnable; & S. M. l'Imp. offre même, pour faciliter un accomodement sur ce sujet à Mr. l'Electeur Palatin, d'accorder à la Maison de Saxe des avantages importants pour Elle.



L. M. Imper. offrent donc à S. M. Prussienne un aggrandissement tout au moins reciproque.

Elles proposent un consentement mutuel à des échanges, lesquels ne pouvant avoir lieu qu'en supposant l'acquiescement volontaire des Parties, ne peuvent laisser aucun doute sur leur satisfaction, & en la supposant, sauvent la dignité de S. M. Prussienne, vis à vis de tous ceux pour lesquels Elle s'est intéressée, ainsi qu'ils mettent à couvert en même tems celle de S. M. l'Impératrice-Reine.

Mais comme il est essentiel néanmoins en même tems, qu'il n'y ait aucun mesentendu sur le vrai sens de ces propositions, L. M. I. & R. croient devoir ajouter cependant, qu'ainsi que, au cas que l'on puisse convenir avec la Maison Palatine d'échanges, que de part & d'autre on trouveroit être de sa convenance, S. M. l'Imp. pour rendre celui de la Lusace possible, accordera, en faveur de S. M. Prussienne, les renonciations nécessaires pour cet effet; & que en faveur de Mr. l'Electeur Palatin Elle accordera à la Maison de Saxe différents avantages, qui pourront alléger à ce Prince le poids de son accommodement avec les Héritiers allodiaux; de même au cas que l'on ne put pas convenir avec la Maison Palatine, S. M. l'Imp. Reine ne promet que son acquiescement pur & simple à l'incorporation des Margraviats de Bareuth & d'Anspach à la Primogéniture de l'Electorat de Brandebourg, contre l'acquiescement pur & simple de S. M. Prussienne à l'acquisition des Districts qui Lui sont dévolus en Bavière, en vertu de ses Droits & de sa Convention, pour lui tenir lieu au moins jusqu'à un certain point de l'aggrandissement reciproque, que, pour le maintien de l'équilibre de puissance entre les deux Cours, on a témoigné regarder jusqu'ici comme indispensable; & dans ce dernier cas, S. M. l'Impératrice-Reine entend ne renoncer à aucun de ses droits de féodalité ou autres, en faveur de qui que ce soit; sans prétendre se retracter néanmoins, même dans ce cas, des assurances, qu'Elle a déjà données à tous les Intéressés à la Succession Bavaroise, de la Justice qu'Elle est prête à Leur rendre, & des satisfactions qu'Elle ne se refusera jamais à Leur donner sur toutes les prétentions, qu'ils feront dans le cas de pouvoir justifier & prouver d'une façon légale & par les voyes regulieres.

L. M. I. croient moiennant tout ce que ci-dessus, avoir satisfait à tous les devoirs de l'équité & de la reciprocité la plus parfaite.

Et il ne s'agit plus que de savoir par conséquent, si S. M. Prussienne croit pouvoir adopter leurs propositions pour base d'un Traité préliminaire, ou si Elle croit devoir s'y refuser.

Dans le dernier cas, tout arrangement amiable est impossible, & tout éclaircissement ulterieur seroit superflü.

Mais dans le premier cas au contraire tout pourra s'arranger; & dès que des articles préliminaires sur le pied des Propositions contenues dans la lettre du Pr. de Kaunitz-Rietberg, communiquées en dernier lieu au Ministère de S. M. Prussienne, se trouveront être arrêtées, il n'y aura plus de difficulté à ce que les deux Cours puissent s'expliquer & s'entendre sur le *quomodo* des échanges reciproques, & sur la satisfaction des Prétendants à la Succession allodiale de Bavière. à Vienne le 24. Juin 1778.

KAUNITZ RIETBERG.



No. 12.

Réponse du Ministère Prussien à la réponse verbale de Mr. le Prince de Kaunitz, du 3. Juil.

Le Roi n'a pu voir sans surprise, que dans la réponse verbale du 24. de Juin, que Mr. le Comte de Cobenzl a remis au Ministère Prussien, & Mr. le Prince de Kaunitz au Baron de Riedesel, on ait donné au Plan d'un arrangement général de la Succession de Bavière, proposé de la part de Sa Majesté, une interprétation si contraire à son véritable sens, & qu'on en veuille attribuer un aux propositions de la Cour de Vienne & leur approprier une préférence, dont elles ne son aucunement susceptibles. Pour ne laisser aucun doute sur cet énoncé, on en fera voir la vérité par une courte analyse de la susdite réponse verbale.

Quoique S. M. ne puisse en aucune façon reconnoître la validité des droits de S. M. l'Impératrice-Reine sur la Basse-Bavière, la prétention qu'on dérive d'une Investiture ou Expectative donnée en 1426. par l'Empereur Sigismond à Albert Duc d'Autriche, & à ses héritiers, n'étant pas fondée, & donnant, si elle l'étoit, le droit de succession à la Maison de Brandebourg, comme descendante en ligne droite de la fille aînée du Duc Albert V. & non à la présente Maison d'Autriche, qui ne descend que de la fille puînée de ce Prince; quoique la Convention du 3. Janvier, qui suppose la vérité de cette prétention, ne puisse selon toute justice donner un nouveau droit à S. M. l'Impératrice-Reine, le Roi n'a pourtant pas exigé, qu'Elle restitue à Mr. l'Electeur Palatin tout ce qu'elle possède actuellement en Bavière, mais il a proposé, uniquement pour l'amour de la paix & de la tranquillité, qu'il seroit cédé à S. M. l'Impératrice-Reine deux grands districts de la Bavière, qui, du jugement de tous ceux qui connoissent le local, passent pour faire une des meilleurs parties de ce pays, qui arondissent parfaitement la Bohême & l'Autriche, qui sont bordés par deux grandes rivières comme des limites naturelles, & qui son par conséquent très-propres à faire la convenance de la Cour de Vienne, sans couper la Bavière par le milieu, & dont l'un fait déjà actuellement partie de ce que S. M. Imp. a fait occuper.

Dès que S. M. l'Impératrice-Reine obtient gratuitement & sans aucun titre légitime un arrondissement aussi considérable du corps de ses Etats, il est juste, qu'elle en donne un dédommagement quelconque à la Maison Palatine. Celui qu'on lui a proposé des Duchés de Limbourg & de Gueldres ne doit pas lui coûter, ne consistant que dans deux petits districts détachés & fort éloignés du dit Corps de ses états, très-inférieurs tant pour la qualité que pour la grandeur aux parties de la Bavière qui devroient lui rester selon ce projet.

Ce qu'on a proposé pour la satisfaction de Mr. l'Electeur de Saxe sur ses prétentions allodiales, est conforme aux notions qu'on a de ces prétentions & auroit dépendu d'un arrangement amiable, qu'on auroit tâché de faire entre ce Prince & la Maison Palatine.

On a crû, qu'en assignant les Seigneuries de Mindelheim & de Wiefensteig à Mr. l'Electeur de Saxe, le susdit arrangement amiable auroit pu être facilité par ce moyen & peut-être par des échanges.

On croit, que la proposition qu'on a faite, de conférer à Mr. l'Electeur Palatin les fiefs de l'Empire vacans en Bavière, auroit fourni le moyen le plus équitable de dédommager la



Maison Palatine en quelque façon de la perte immense, qu'elle feroit toujours par le démembrement proposé de la Bavière.

On pense, que pour faciliter l'arrangement général de la Succession de Bavière, pour hauffer un peu l'équivalent très-médiocre, que S. M. l'Impératrice-Reine donneroit par les Duchés de Limbourg & de Gueldres, contre le grande acquisition, qu'elle doit faire en Bavière & pour s'en procurer par-là une espece de titre, elle ne devoit pas faire difficulté, de renoncer aux droits de souveraineté & autres qu'elle peut avoir comme Reine de Bohême sur quelques parties du Haut-Palatinat, de la Saxe, & du païs de Bareuth, droits, qui sont en partie litigieux, de peu de valeur & de rapport, & qui ne sont bons qu'à exciter des altérations entre les voisins.

Le Roi n'a besoin que du consentement des Membres de la Maison de Brandebourg pour disposer du sort futur des païs d'Anspach & de Bareuth. S. M. n'en a pas demandé le consentement à la Cour de Vienne, mais comme elle l'a offert elle-même dans son premier projet de Convention, que S. M. l'Empereur a envoyé au Roi par sa lettre du 13. Avril & comme elle déclare hautement, qu'elle veut mettre obstacle à la réunion qu'on voudroit faire des dits Marggraviats à la Primogéniture de l'Electorat de Brandebourg, S. M. a crû pouvoir profiter de cette offre, pour écarter l'opposition inattendue qu'on lui annonce, & sans qu'elle veuille reconnoître par là aucun droit opposition pareille, ni compter pour un sacrifice la renonciation que la Cour de Vienne vaudroit y faire.

Il en est en quelque façon de même de l'échange des deux Marggraviats contre la Lusace. La Cour de Vienne a fait naître elle-même l'idée de ce troc, en offrant dans le quatrième Article de son premier projet de Convention son consentement à tel échange volontaire, que le Roi voudroit faire avec ses voisins, & ensuite sa renonciation à son droit de rachat & autres sur la Lusace. On a reçu cette offre avec reconnoissance, quoique le sacrifice que la Cour de Vienne feroit par-là, ne feroit que très-médiocre, quand on considère, combien l'exercice de son droit peut être éloigné, ne pouvant avoir lieu, qu'après l'extinction de la Maison de Saxe. En général, le Roi n'a eû qu'une idée passagere de ce troc; il n'y a jamais insisté; il l'a proposé sans aucune vue d'agrandissement, uniquement par le motif de la contiguité de ses Etats & dans l'intention de céder à la Maison de Saxe, un païs contigu à son Electorat & à la partie de la Bavière où elle auroit pû recevoir l'équivalent de ses prétentions allodiales, païs égal, si non supérieur, à la Lusace, en revenus, en fertilité, & en population.

Les conclusions, qu'on affecte de tirer dans la réponse verbale de ces propositions, sont aussi peu justes que peu conformes aux intentions du Roi. On ne pouvoit rien accorder à la Maison Impériale pour son droit, parcequ'on n'en sauroit reconnoître aucun. Cette considération n'a pas empêché, que le Roi n'ait voulu consentir, qu'elle gardât une partie importante de la Bavière; S. M. auroit contribué par là à lui procurer un arrondissement considérable sans aucun titre & sans aucun retour pour elle-même.

Les équivalens très-médiocres, qu'on a demandés à S. M. l'Impératrice-Reine, sont si peu proportionnés avec l'acquisition qu'on lui a proposés en Bavière, que celle-ci auroit emporté la balance peut-être six fois en revenus, sans compter l'avantage considérable de l'ar-

ron-



rondissement du corps de l'Etat. Tout juge impartial conviendra, qu'on n'auroit pu mieux choisir & déterminer le local & les limites de cette acquisition pour la convenance de la Maison d'Autriche. Il étoit bien juste, qu'en considération d'une acquisition si importante, elle contribuât un peu à la satisfaction des héritiers allodiaux par la cession de quelques droits qui ne rapportent rien.

On a déjà observé, que le Roi n'a pas demandé le consentement de S. M. l'Impératrice-Reine à la réunion des Marggraviats de Franconie & à l'échange de la Lusace. S. M. n'a fait qu'accepter l'offre, qui lui en a été faite. Elle croit pouvoir provoquer aux sentiments élevés de cette auguste Princesse & à celui de tout le monde impartial, si l'on peut avec la moindre apparence d'équité & de justice comparer les droits de succession incontestable que la Maison de Brandebourg a sur ses Etats héréditaires en Franconie, avec une prétention destituée de tout fondement, qu'on fait au nom de S. M. l'Impératrice-Reine sur un pays tout-à-fait étranger à sa famille, & laquelle, selon les titres produits par elle-même, n'appartient point à la présente Maison d'Autriche. L'équilibre de puissance est à la vérité fondé en politique, mais il doit en même tems être déterminé par la justice. On est persuadé d'ailleurs, que la Cour de Vienne ne pense pas sérieusement, que l'équilibre entre elle & celle de Berlin ne puisse être soutenu qu'en mettant les Marggraviats de Franconie dans la balance contre son acquisition en Bavière.

On a lieu de croire, que si Leurs Majestés Imp. avoient voulu prêter quelque attention à toutes les considérations qu'on vient d'alléguer, elles auroient trouvé Elles-mêmes, que le Plan de Pacification proposé par le Roi, est non seulement conforme à la raison d'Etat & à leur intérêt, mais qu'il surpasse de beaucoup à leur avantage la juste reciprocité & tout ce qu'elles pouvoient souhaiter.

Il est impossible de dire & de soutenir la même chose des préliminaires que le Comte de Cobenzl a proposés au Ministère du Roi.

Quand leurs Majestés Imp. offrent au Roi leur acquiescement à l'incorporation des Marggraviats de Bareuth & d'Anspach à l'Electorat de Brandebourg, & demandent en échange l'acquiescement reciproque de S. M. à l'acquisition des districts, que S. M. l'Impératrice-Reine prétend garder en Bavière, en vertu de sa convention avec M. l'Electeur Palatin, Elles mettent en parallele une succession légitime, mais éloignée, & nullement comparable pour la valeur intrinsèque, avec une autre succession nullement fondée, dont la réalisation anéantiroit les droits beaucoup plus clairs & liquides de la Maison Palatine, & de celle de Saxe, & renverseroit la paix de Westphalie, toute la constitution & tout le système de l'Empire ainsi que l'équilibre de puissance, qui devoit y être établie.

S. M. n'a pas été insensible à la marque de complaisance, que Leurs Majestés Impériales ont voulu lui donner, en offrant de ne pas mettre obstacle à l'échange des dits Marggraviats; mais son intention n'a jamais été d'en profiter autrement, qu'avec justice, égalité & discretion, & elle ne sauroit trouver la reciprocité supposée dans la demande, que Leurs Majestés Impériales font de ne mettre aucun obstacle à l'échange qu'elles se proposent de faire avec Mr. l'Electeur Palatin. Cette demande suppose toujours que la Convention du 3. Janvier & le démembrement de la Bavière, qui y est projeté, doit subsister, que selon cette Convention Leurs



Majestés Impériales veulent conserver la liberté d'échanger la Bavière en partie & même en *totalité*; que le Roi ne doit prendre aucune part à l'arrangement de la Succession de Bavière, & nombre d'autres suppositions & conséquences, qui ne sauroient être conciliées ni avec les droits incontestables de la Maison Palatine, & de celle de Saxe, ni avec la dignité, la sûreté & l'intérêt de S. M. & tout l'Empire. Ces mêmes circonstances rendent impossible le consentement mutuel avec la Maison Palatine à des échanges & l'acquiescement volontaire des parties, que Leurs Majestés Impériales & Royale croient pouvoir supposer.

L'offre que font Leurs Majestés Impériales, de concourir à procurer aux héritiers allodiaux une juste satisfaction, ne pourra jamais sortir qu'un effet très limité, aussi longtems qu'elles persistent à vouloir garder la moitié de la Bavière, ce qui mettroit l'Electeur Palatin toujours hors d'état satisfaire les héritiers allodiaux.

La déclaration & l'offre générale, que Leurs Majestés Impériales font à la fin de la réponse verbale, ainsi que dans le Mémoire du 7. de Mai de vouloir rendre justice & satisfaction à tous les Intéressés à la succession Bavaroise & nommément à Mr. le Duc de Deux-ponts, sur les prétentions, qu'ils pourroient justifier par les voyes régulières & légales, est à la vérité juste & digne de leur façon de penser, mais elle ne pourra produire son effet qu'autant que leurs Majestés Imp. voudront se décider à rétablir la Maison Palatine dans la possession de la Bavière, dont elle a été privée arbitrairement, & à convenir avec les Intéressés d'un juge ou d'un Tribunal impartial devant lequel on puisse discuter & faire juger des causes aussi importantes, d'autant plus que S. M. l'Empereur ne voudra & ne pourra être juge dans sa propre cause.

En général, quand on voudra faire un juste parallèle des propositions faites de part & d'autre, on trouvera, que celles du Roi sont claires, déterminées, justes & conformes à la dignité ainsi qu'au plus grand intérêt de Leurs Majestés Imp. & que d'un autre côté celles de la Cour de Vienne sont vagues, & obscures, qu'elles tendent à achever & à autoriser le démembrement illégal de la Bavière, à priver la Maison Palatine de la plus grande partie de son Patrimoine, & les héritiers allodiaux de la possibilité d'obtenir une juste satisfaction.

La Cour de Vienne ayant donc déclaré dans sa réponse verbale du 24. de Juin: *que si le Roi ne vouloit pas adopter ces propositions, tout arrangement amiable devenoit impossible & tout éclaircissement ultérieur seroit superflû*; S. M. ne sauroit regarder cette déclaration que comme une rupture de la négociation, faite de la part de la Cour Impériale, & Elle se voit obligée de rompre cette négociation aussi de son côté & de se dédire des propositions avantageuses, que le seul desir de maintenir la tranquillité générale lui a fait faire. Après avoir épuisé inutilement toutes les voyes de la modération possibles, S. M. se voit forcé de recourir à la seule voye qui Lui reste pour s'opposer au démembrement de la Bavière, & en prenant malgré Elle ce parti extrême, Elle croit n'avoir rien à se reprocher & pouvoir même comter sur l'approbation générale de ses Co - Etats de l'Empire & de l'Europe entière. Berlin le 3. Juillet 1778.

FINKENSTEIN. HERTZBERG.

Nro. 13.

Theilungs-Brief zwischen dem Pfalzgrafen Ruprecht und Rudolph an einem und Kayser Ludwig und seinen Söhnen am andern Theil, geschlossen zu Pavia 1329.

Sür Rudolph: und Ruprecht von Gottes Genaden Pfalzgrauen bey Rhein: und Herzogen in Bayern etc. verzeihen für Uns: und für Herzog Rupprechten unsers Brueders Sun Herzog Adolphs seel. und für unser Erben öffentlich an diesem Briue, das Wir mit verdachten Mut: mit gutem Willen, und mit Rat unserer Landt, bei dem Rhein zu Bayern, zu Schwaben: und ze Oesterreich Freuntlich und Lieplich getailt haben mit unserm lieben Herrn: und Bettern Kayser Ludwig von Rom: und mit seinen Kindern Ludwig Margrafen zu Brandenburg, Pfalzgrauen bey Rhein: und Herzogen in Bayern als hernach geschriben stet, das Uns ist ze unsern Theil angefallen, die Gut, die zu der Pfalz gehören, und gehören sollen, Burg: Stet, Marckt: Grauen, Freyen, Dienstman, Ritter, knecht, Land und Leut: und die Besten.

Thub, Burg und Statt.
Der Pfalzgrauen stein.
Stalberg die Burg.
Staleak die Burg.
Brumshorn die Burg.
Bachrach.
Diepach.
Stegen. } die Teler
Manheim.
Heimbach.
Trechtterhausen. }
Rimbull der Marckt.
Fürstberg die Burg.
Reichenstein die Burg.
Strenberg die Burg.
Allzei Burg: und Statt.
Winheim Burg: und Statt.
Winzingen die Burg.
Wolfsperg die Burg.
Elbstein die Burg.
Erbach die Burg.
Lindensfels die Burg.
Rinhausen die Burg.
Heidlwerg die Ober: und Niz
der Burg: und die Statt.
Weisenloh Burg: und Statt.
Herpsberg die Burg.
Obernkrinn die Burg.
Landeser die Burg.
Turnau die Burg und die Pfalz:
und was darzu gehört.
Stainberg die Burg.

Wellersen die Burg.
Neustatt die Statt.
Hillerspach die Statt.
Agersheim die Statt.
Und was zu den vorgenanten
Burgen: stet: und Märck-
ten gehört.
Und darzu so ist vnus gevallen
zu unsern Tail aus dem
Bisrum Ampt zu Lengweld:
Hypoltstein die Burg.
Der Marckt Hohenstein die
Burg.
Harspurg der Marckt.
Lertenstein die Burg.
Wagnuz. }
Welden. } die Marckt.
Plech. }
Frankenberg die Burg.
Waldeck die Burg.
Pressat }
Remnaten } die Märckt.
Erndorf }
Turndorf die Burg.
Eichenbach der Marckt.
Nurbach der Marckt.
Uritstein die Burg.
Neuenmarkt die Statt mit der
Hofmarch zu Perngan.
Hennsperg die Burg.
Perre die Burg.
Meckenhausen die Burg halb,
Pfaffenhouen die Burg.

Lauterhouen der Marckt.
Grimspeck die Burg.
Gulzbach Burg: und Statt.
Werthenstein die Burg.
Rosenberg die Burg.
Hirsau der Marckt.
Amberg die Statt.
Nayurg die Statt.
Neustatt die Statt.
Stornstein die Burg.
Nurach die Burg.
Diechtach der Marckt.
Neumburg die Statt.
Werternfeld die Burg.
Rottingen } die Märckt.
Rittenau }
Draswiz }
Weilustein } die Burg.
Egensperg }
Walbau die Burg halb.
Stephening } die Burg.
Schwarzenegg }
Und was die Burg: und die
Märkte von dem Reich
steen.
Schloß-Burg: und Marckt.
Pargstein die Burg.
Weiden }
Bahndras } die Märckt.
Au }
Und was zu den vorgenanten
Burgen: stet: und Märck-
ten gehört.



So ist vnserm Herrn: und Vettern Kayser Ludwigen von Rom: und seinen
Kinden Ludwig Margrauen zu Brandenburg Pfalzgraven den Rhein: und Herzog
in Bayern: und ir Erben zu ihrem thail angefallen.

München die statt.

Bohburg } Burg: und
Signburg } Markt.

Mainburg }
Gerolsingen die Burg.

Kösching Burg: und Markt.

Neuburg Burg: und Statt.

Fridberg Burg: und Statt.

Mühlhausen die Burg.

Schnaittach die Burg.

Schiltberg die Burg.

Nichach

Schrobenhausen } die Markt.

Möringen }

Schwabegg die Burg.

Landsperg Burg: und Statt.

Lechspurg die Burg.

Wolfertshausen Burg: und
Markt.

Tölz Burg: und Markt.

Grünenwalt die Burg.

Abbling die Burg: und Statt.

Schwaben Burg: und Markt.

Wasserburg Burg: und Statt.

Hadmarberg die Burg.

Kueffstein Burg und Statt.

Murburg die Burg.

Rattenberg Burg: und Markt.

Werberg die Burg.

Küzbüchel die Statt.

Epps die Burg.

Falkenstein die Burg.

Dachau Burg: und Markt.

Haimbhausen die Burg.

Päl die Burg.

Widersperg die Burg.

Murnau Burg: und Markt.

Rottenegg die Burg.

Reichertshoven die Burg.

Hechstatt Burg: und Statt.

Hagel die Burg.

Donersperg die Burg.

Peitengau die Burg.

Schongau die Statt.

Valley die Burg.

Ercwusheim die Burg: und

Wartstetten.

Amsperg Burg: und Markt.

Neustatt die Statt.

Ingolstatt die Statt.

Alten Neuburg die Burg.

Rain die Statt.

Gamersheim

Geisenueld

Ebenhausen

Pfaffenhoven

Weilham

Werde } die Statt.

Laugingen }

Gundolfing Burg: und Statt.

Manching die Burg.

Vnd was zu dem Bixdom Ambt

München gehört: und gehö-

ren soll: vnd zu demselben Tail

gefelt, auch aus dem Bix-

dom Ambt zu Lengenueld.

Lengenueld Burg: und Statt.

Calimünzburg Burg: und

Markt.

Sandmühlen der Markt.

Regensauf Burg: und Markt.

Die Vorstadt zu Regensburg.

Weiz die Burg.

Velburg Burg: und Markt.

Leukmanstain die Burg.

Hembau die Statt.

Kiedenburg Burg: und Statt

vnd alle die Rechten zu Re-

genspurg in der Statt, die

zu der Burtschaft ze Kiedens-

burg gehören.

Vnd der Werde in der Donau

zu Regensburg.

Lahenstein die Burg.

Egersperg die Burg.

Altmanstain die Burg und

Markt.

Holenstein die Burg.

Biechhausen die Burg.

Schwangsdorf der Markt.

Vnd was zu den vorgenanten

Burgen, Stett: und Märck-

ten gehöret.

Vnd sollen Wir: und Unser Erben den Unsern Unser vorgenanter Herr:
vnd Vetter Kayser Ludwig seine kind Ludwig: und Stephan: und ir Erben,
den Iren tail Inne haben mit allem dem, das zu denselben Besten: und Gu-
ten gehört, mit Leuten an Gnten, an Gerichten, Dörfern, Weilern, Wälden,
Wörsten, Holzern, Wassern, Bischrain, Wiltpen, Strassen, Gelaiten, Eir-
cken, salken, Manlehen, Herrschaften: und Land gerichten: und anders, was
darzu gehört, besuechts: und Unbesuechts, vnd erpauens: und Vnerpauens, als
es von vnsern Vordern herkommen ist.

Wir sollen auch leihen alle die Lehen, die zu Unserm tail gehörent, als sollen sy
auch leihen alle Lhen, die zu ihrem tail gehörent: und mit Nammen sollen Wir
leihen, Cholenberg die Burg: vnd als der Strich geet, von Cholenberg: gen Weis-
senburg: vnd auf gen Francken und den Behammer Wald, so sollen sy mit
Na-

Rammen leihen alle die Lehen, als der strich geet von Weissenburg auf gen den gepurg gen Schwaben: und gen Ober Bayern 2c.

Und die Besten: und gut. Wasser Truchendingen. Chorwolsheim. Hochenart. Lohr. Stöffenhaim: und Perpau. sollen Wir: und sy miteinander eingewinnen: und miteinander thailen, als vil Wir gewinnen mügen.

Auch sollen Wir: und sy die Bachau in Oesterreich: und Was darzu gehört mit einander lesen: und gleich haben. und niessen.

Wir sollen auch: und Unser Erben unserm Herrn: und Bettera: und seinen Kindn Ludwigen: und Stephan: und Iren Erben mit Leib: und Gut mit ganzen Treuen zu legen: und geholfen sein gen allermeniglich, Wie er genant sey nedman zu seinem Recht, also sollen sy vns herwider thun.

Wir sollen auch Unser Herrschaft, Veste: und Gut niemand geben noch Verkauffen, und Was Wir ye Verkauffen miessen, die sollen Wir Ine zekauf geben, und anders niemand, das sollen sy vns herwider thun.

Wir sollen auch unser Veste: und Gut, wie die genant sind, nichts Versetzen, keinem kunig noch Fürsten, er Pfaff: oder Lay, also sollen sy auch thun.

Wir sollen auch Unser Herrschaft, bürg, stet, noch gut niemand Leihen, Versetzen: noch Verwerlen mit geüardt auf Ihrn schaden desselb sollen sy vns herwider thun.

Und ob der Herrn Dinstmanen, Ritter: oder Knecht ainer: oder mer, die zu unserm Land gehörtent, von vns: und von dem Land keren wolten, so sollen Wir baidenthalben auf den: oder sy einander Geholfen sein, als lang vnnz das wir, es darzu bringen, das sy bey der Herrschafft: und bei dem Land beileiben.

Wir sollen auch ire Diner, die In mit dem tail gewallen sind, oder in irem Landen gefessen sind, wider sye nit Versprechen, noch sye die unsern wider vns.

Wir sollen auch den ersten Römischen kunig wehlen. für vns: und unserm tail, so sollen unsers lieben Herrn: und Vetern Kaiser Ludwigs kind Ludwig: und Steffan: oder ir Erben den andern Römischen kunig wehlen, und also soll die Wechs lung der Wal des Reichs zwischen vns: und unsern Erben fürbas ewiglich bleiben.

Und Wene es darzu kumt, das Wir den Römischen kunig wehlen sollen, so sollen Wir: und unser Erben unser vorgenant Vetern Ludwig: und Steffan und ir eruen bewarnen: und besorgen gen dem Römischen kunig, als vns selben, das in Wideruar vm Lehen, vm Sakung: und vm ander Recht, die sy haben sollen von dem Reich: und die zu iren Landen gehörtent, die Unser baid Vettern gehabt haben: und an vns und an sich bracht habent, dasselb sollen sy: und ir Erben vns: und unsern Erben herwider thun, al oft die Wal des Reichs an sy kumt.

Vnd ob Wir oder Unser thail: oder vnser sy: oder ir Erben Irren, oder yberfuren an der Wal des Reichs: und sy nicht wolten lassen welen, als sy billich solten, als vorgeschrieben stet, so sullen Wir vnser thail: und vnser erben die Wal des Reichs verloren haben, vnd sullen danne die Wal des Reichs an sy: und ihr erben gefallen: und ewiglich an in beleiben.

Zu gleicher weis sullen die Wal des Reichs an Vns vnsern tail: vnd vnser Erben gefallen: vnd ewiglich an vns beleiben, Ob sye oder ir Erben vns vnsern tail: vnd vnsern Erben Irren, oder yberfuren an der Wal, so wir welen solten.

Vnd Ob Wir vnser tail: oder vnser erben on Erben Verfarem, so sullen vnser Land, Leut: und Herrschafft: und die Wal des Reichs auf sy: und ir Erben geuallen, vnd Erben, auch sullen herwider ir Land, Leut, und Herrschafft: vnd die Wal des Reichs auf vnsern tail: vnd vnser Erben geuallen: vnd erben, Ob sy on erben Verfarn.

Vnd was krieg, misshellung: und außleuff gescheen zwischen Herren, Dinstmanen, Rittern: und knechten, die in vnsern Landten baiden halben gefessen sind, darum sullen Unser Bisdum baidenhalben tag geneinander suechen auf ein Recht, auf Syben Man, und sullen jeder Bisdum von seinem vnterthan ain recht thuen, also das der vnz den Man clagt, soll 4. Man haben: vnd der Elager sullen 3. Man haben, und was die Syben enntailen, auf ir ande, das sullen darum geschehen, als ungher sitlich: und gewöonlich ist gewesen, zwischen dem Obern: und Niedern Land ze Bayern, vor dem Wald.

Vnd was grosser Auslauff geschech, die die Bisdum nicht Vernichten mechten, darum sullen die Herren selb täglich suechen geneinander auf Sieben: oder auf Neun Man, die sy unter iren Leuten baidenthalt darzu nemmen, vnd sy sullen ain recht darum sprechen in der Bescheidenheit: als vor geschriben stet.

Vnd welcher vntern Herrn die vorgeschriben sach yberfuhr: vnd des nit widerstat, wenn er zu rede wurd gesetzt darnach in ainem Monnat, so soll des Herrn Land: vnd Leut, der überfaren hat, dem andern, der überfahren ist, geholffen sein, als lang vnz das ausgericht, und widertan wird.

Wir sullen auch vnser tail: vnd Unser erben die Landgericht alle besizen, die zu dem Landgericht gehören, das von dem Landgrauen von dem Leutnberg besaufft ward, an das, was zu den Guten gehört, zu Lengenueld: vnd was zu dem tail, der nun zu München gelegt ist, das sullen Unser Herr, und Better der Kaiser seine kind Ludwig: vnd Steffan: und ir erben selb richten: und die Landgericht: und all andere Gericht selb in iren tail besizen: und richten, oder ir Ambtleut.

Sy sullen auch alle die Landgericht besizen, die in der Graffschafft Hirschberg gehören: und damit sullen Wir vnser tail: vnd vnser Erben nichts zeschaffen haben, doch sullen Wir Unser tail: und vnser Erben alle andere Gericht in vnsern tail richten: oder vnser Ambtleut.

Wir sollen auch vnser tail: und Vnser erben in vnserm tail lösen, was darin Versekt, oder Verkimmert ist, also sollen vnser Herr: und Vetter der Kayser seine kind Ludwig: und Steffan und ir Erben tun in irem tail.

Wir sollen auch vnser tail: und Vnser erben in vnserm tail gelten, Grauen, Freyen, Dinstmanen, Rittern, knechten, Reichen: vnd Armen alles, das man in gelten soll, Nuß bis auf den herantigen tag, gar: und genzlich, als ir Brieff sagt, als sullen vnser Herr und Vetter der Kayser seine kind Ludwig: und Steffan: und ir erbe thun in irem tail.

Auch sollen vnser Herr: und Vetter der Kayser sein kind Ludwig: und Steffan: und erben gelten, gen Augspurg, gen Blm: und in das Niderlandtze Bayern, vnd damit sollen Wir vnser tail: vnd vnser erben nichts zeschaffen haben.

Ist auch, das vnser offtgenanter Herr: und Vetter der Kayser ander erben gewinnet, mit dem sollen Wir vnser tail: und erben leben, und gen in die tädin gen, gedingen, gelübden: vnd Ordnung sein in aller weis, alles gen vnserm offtgenanten Vettern den Kayser: und seinen kinden Ludwigen: und Steffan: und iren erben: vnd sy allsam herwider gen vns, vnserm tail: und vnsern erben.

Vnd das Wir vnser tail: und Vnser erben die vorgeschriben tailunge: und Täd ding in allen ihren stücken, articlen vnd Puncten stätt: und ganz haben: und halten, das haben Wir gehaissen: und gelobt bey vnsern Treuen vnd leiblich zu den Heiligen geschworen.

Vnd ob Wir vnser tail, oder vnser erben das yberfarn, so sollen vnser Land: vnd Leut vnserm Herrn: und Vettern dem Kayser seinen kind Ludwig: und Steffan: und iren erben, Wartten, gehorsam, und beholfen sein, als lang vnz das widertan wird, das yberfarn ist, alsdann soll vns auch geschehen, Ob sye uns yberfieren, vnd des sollen auch Land: und Leut baidenthalben schwören zu den Heiligen: vnd darüber zu Urkunde geben Wir diesen Brieff mit vnsern Insiglen Versiglen, und mit den gezeugen, die hernach geschriben stendnt.

Der Wohlgebohren Herr Herzog Pallden von Polon. Vnd Ludwig Herzog zu Deckh. Graf Gerlach von Nassau vnser Dehem. Graf Berchtold von Granspach von Martstett, genannt von Meissen vnser Schwager. Marckhart von Seuelde. Hainrich von Geisolkried. Heinrich von Eitenstatt. Heinrich von der Wisen Ritter. Heinrich Probst von Illmünster. Johannis Günst ze Spalt. Heinrich Chorherr zu Illmünster. Vnser Schreiber. Mer Wortschreiber. Albrecht Sielstorffer kirchher ze Puech. Simon Nozderdorffer schreiber: und ander genueg.

Das ist geschehen: vnd der Brief ist gegeben ze Pavia an dem Frentag vor oswaldi da man zält von Christi geburt, drey zehenhundert Jar: und darnach in dem Neun: und zwainzigsten Jare.

**Verzicht der Pfalzgrafen auf Nieder-Bayern, nebst eventuellem
Successions-Vorbehalt. 1348.**

Wir Rudolf und Ruprecht gebrüder und Ruprecht Herzog Adolfs seligen Sun von Gots genaden Pfälzengrafen bi Rin und Herzogen ze Bayern, bekennen vnd tun kunt für vns vnd für alle vnser Erben öffentlichen mit diesem Brief, daß wir vns lautterlichen vnd genßlichen verzigen haben, gen dem hochgeborenen fürsten vnd herrn, herrn Ludwigen, Stephan vnd Ludwigen Marchgrafen ze Brandenburg, Pfälzengrafen bi Rin vnd Herzogen ze Bayern, vnsern lieben Vettern, vnd allen irn Gebrüdern vnd Erben, aller Ansprach vnd Vorderung, die wir zu dem Niedere Land ze Bayern von vnser Vettern Herzog Heinrich seligen todes wegen gehabt haben, also daß wir fürbaz dar vñ Rhein ansprach noch Vorderung nimmermehr gehalten sullen. Ez wär dann, daß vnser vorgenannt Vettern, ir gebrüder oder Erben nicht enwerren, vnd daß es uns oder vnser Erben von todes wegen angienel. Vnd wan si vns, vnd vnsern Erben für dieselben vnser ansprach versetzt vnd verscriben habent, für Sechzig Tausend Gulden florin, vnd für Sechs Tausend Mark silbers Nürnberger gewichtes, die Junchfrawen Annen vnser vorgenannten Herzog Rudolfs Tochter für ire Mutter Heymstewer geuallen sullen, die nachgeschriben Best, Gut vnd gült, daß ist Valkenstein, Regensauf, Zweinckendorf, Hembawe, Bihhausen, Holnstein Mezingen, den Zehenden ze Heilprunn, Rotesnuels, Gemünde, Lauden, Jagsperg vnd Werdeg, als die brief sagent, die sie vns darüber geben habent. Geloben vnd geheiz en wir in, swann daß ist, daß si die vorgenant Best vnd Gut von vns lösen wellent, daß wir oder vnser Erben in die vmb die vorgenant summ gelz, vnd och vmb als vil gelz, als wir ettlich der vorgenant Pfand, die si vor versetzt habent, erledigen, dann an alles verziehen vnd widerred zu lösen geben sullen nach der brief sag, die wir von in dar über haben. Vnd des ze einem der wahrheit, haben wir in diesen Brief geben, versigelt mit vnsern Insigeln. Der geben ist ze Ingolstat, an Mitwochen vor sanct Agneris tag. Nach Christus geburt Driuzehen hundert jar, vnd darnach in dem acht und Vierzigsten jar.

Nro: 15.

Erneuerter Hausvertrag der Churf. v. Bayern und Pfalz. Sept. 1765.

Von Gottes Gnaden Wir Maximilian Joseph in Ober- und Nieder-Bayern, auch der Obern Pfalz Herzog, Pfalz Graff bey Rhein, des H. R. Reichs Erz-Truchseß, und Churfürst, Landgraff zu Leichtenberg &c. &c. Und Wir von Gottes Gnaden Carl Theodor, Pfalzgraff bey Rhein, und Churfürst, in Bayern, zu Gölch, Cleve, und Berg Herzog, Fürst zu Mörs, Marquis zu Bergopzoom, Graf zu Veldenz, Sponheim, der Marck, und Ravensperg, Herr zu Ravenstein &c. &c.

Urkunden, und bekennen hiermit, gegeneinander für Uns, und Unsre Erben und Nachkommen sammentliche Pfalz-Grafen bey Rhein und Herzogen in Bayern, die da, vermög der gemeinschaftlichen Abkunft von einem Stamm Vater, unter gleichem Schild, Namen und Stammen mit beständiger Blutsverwandtschaft in ein Haus zusammen gehören. Wasmassen Wir während Unserer Regierung sowohl aus eigener Erfahrung als im Gegengehalt der vorhergehenden Handlungen Unserer Vorfahren wahrgenommen, daß, um Unsre beede Erbverbrüderte Häuser zu gebührendem Aufnehmen zu befördern, und bey ihrem altväterlichen Herkommen, Würde, und Ansehung zu erhalten, auch zu Benwührung der allgemeinen Ruhe und Wohlfahrt Unser Unterthanen, und in dem H. R. Reich, als Unserm werthesten Vaterland, Uns, und Unsern Nachkommen an der Benbehaltung und genauen Beobachtung der in Unserm Haus zum öftern widerholt und erneuerten Haus-Union und Erb-Einigungs-Verträge fast alles gelegen, und gleichsam die Seele Unserer beederseitigen Haus-Verfassung ausmachen. Hingegen aber auch beobachtet haben, daß hauptsächlich die dazwischen gekommene Glaubensspaltung in den vorigen Zeiten ganz widerwärtige Gesinnungen und Folgen nach sich gezogen, und gleich anfänglich nicht nur in derjenigen Erb-Einigungs-Erneuerung einen Unterbruch und Einhalt veranlasset, welche durch die in den Jahren 1552. bis 1563. zwischen Pfalz-Grafen Friderich II. Ott Heinrich und Friederich III. dann Herzog Albrecht V. in Bayern mit Zuziehung sammentlicher Agnaten zum Besten des gesammten Hauses und der vereinigten Landen und Leute gepflogene Unterhandlungen schon wirklichen zum Beschluß und allseitigen Einverständnis gebracht worden; sondern auch nach der Hand so lang ein Gegenstand von dieser ersten Aneigung, und Ungleichheit in der Religion übrig ware, in den weiteren Handlungen noch immer etwas zurückgelassen haben, so sich mit der angebohrnen Blutsfreundschaft und dem gemeinschaftlichen Interesse beeder Erbverbrüderter Häuser, nach den Gesetzen und Vorschriften Unserer Vor-Eltern nicht wohl vereinbaren läßt, minder bey Uns und Unsern Nachkommen in der Aufrichtigkeit Unserer Gemüths-Beschaffenheit und freundschaftlichen Gesinnung neben der vorzüglichern Achtung,



tung, und Zuneigung gegen Unser Gemeinschaftliches Haus fernerhin Platz finden solle.

Nachdem also unterdessen auch jener Stein des Anstosses selbst auf allen Seiten gänzlich aus dem Weeg geräumt worden, und durch göttliche Fügung erfolgt ist, daß nunmehr sammtliche Pfalz-Grafen und Herzogen in Bayern wiederum in der alten Mutter-Kirche vereinigt, und Wir also dadurch auf das neue in den Stand gesetzt worden, nach dem Sinn, Willen und Meinung Unserer Vor-Eltern und Stamm-Väter und nach ihrem Beispiel in die vorige durchgehends unbedingte Haus- und Erb-Einigung mit gleicher Verbindlichkeit allerseits einzutreten, dieselbe zu wiederholen, zu erneuern, und zu erläutern: Als haben Wir Uns in solcher Absicht und sonderbaren Betrachtung, daß bey unerwarteten Erfolg und Abgang, ein oder des andern Haupt-Stammes sowohl die Wohlfahrt Unsers gesammten Hauses zu Vermeidung alles Mißverständs und fremden Eintrags, als auch das Heil Unserer Lande und Leute, zu Verbehaltung künftiger Ruhe, Frieden, und Sicherheit davon abhängt vorläufig bis zu fernerer weitem Berichtigung des ganzen Vorhabens unter anhoffenden Beytritt der übrigen im Leben sich befindenden Agnaten über nachfolgende puncta mit reifem Bedacht und vieler Ueberlegung entschlossen, vereint, und verglichen.

1^o. Gleichwie der zwischen Kayser Ludwig IV. und seinen dann seines Bruders Pfalz-Grafen Rudolfs, Söhnen, als den Stamm-Vätern Unser beeder Häuser zu Pavia im Jahre 1329. An St. Oswalds Tag getroffene, und mit Beybriefen von den Churfürsten und dem Römischen Reich bestätigte und angenommener Theilung und Erb-Einigungsvertrag bey allen übrigen nachgefolgten Haus-Unions und Erbverbrüderungs-Erneuerung zum Grund genommen worden, und das eigentliche Pragmatische Haus-Gesetz unserer Vor-Eltern ist, welches schon von der Zeit an, da Bayern und Pfalz zusammen gekommen, nach den gemeinen Leben-Rechten also herbracht und durch beständige Observanz für und für beobachtet worden ist, dergestalten, daß die unter den Manns-Stämmen vertheilt alt väterliche Stamm-Güter und Lande mit denenjenigen, so nach der Hand an Lehen, oder eigen weiter erobert worden, unter der beständigen Erbeinigungs-Verbindlichkeit vereinigt verbleiben, und mit Ausschluß der weiblichen Descendenz an den überlebenden Manne-Stämmen von einer Linie auf die andere zurückgefallen sind: wie es sich bald darauf A. 1340. mit der Erbschaft des Landes in Niederbayern zugetragen hat, als wird gedacht Pragmatisches Hausgesetz auch Unsers Orts allhier bey gegenwärtig Vorhaben der Erb-Einigungs-Erneuerung zum Grund genommen, und zu folg deselben Inhalts, zuvorderst alle mit Namen benante Lande, Herrschaften, Pfleg- und Land-Gerichte, Städt, Märkt, Schlösser, und Güter, mit ihrem ganz-

zen Umfang und Zugehörungen, in Bayern und am Rhein, in der Oberen Pfalz, in Schwaben, oder wo sie sonst gelegen, auch das Land in Nieder-Bayern, so weit Wir im Jan haben, und solches zu gewehren im Stand sind, wiederum auf das neue versichert, und mit dem beständigen *pactio mutua successionis* wiederholter belegt.

2^{do}. Nachdem aber mittler Zeit verschiedene in dem Pavischen Vertrag benannte beträchtliche Orte von Bayern und Pfalz durch Krieg oder in andere Wege hinweg gekommen, andere hingegen von den nachfolgenden Pfalz-Grafen, und Herzogen in Bayern erobert worden, und sich auf solche Art gleichsam selbst zugetragen hat, daß die letztere den Ersatz der erstern ausmachen; welches noch mehr aus dem Grunde folgt, daß der Pavische Vertrag sich auf alle Erben und Nachkommen, mithin auch nach diesem Gesetze und Beispiele der Stammväterlichen Verordnungen hin wiederum auf ihre *acquisita* in gleicher Maas und Verbindlichkeit erstreckt: so sind Wir zwar entschlossen, und miteinander weiters dahin verstanden, daß diese Unsere Erb-Verbrüderungs-Erneuerung auf sämtliche *Acquisita*, so nach dem Pavischen Vertrag bis auf unsre Zeiten erobert worden, oder noch künftig herbeikommen, absonderlich da sie ab intestato verlassen, und dadurch a primo acquirente gleichsam selbst den übrigen Landen einverleibet worden, ohne Unterschied und Ausnahme zu erstrecken, und zu erweitern.

Wann nun aber, um allen künftigen Widerspruch und Anständen bestmöglichst vorzubeugen, vorläufig noch erforderlich ist, sämtliche auf beyden Seiten vorhandene besondere Hausverträge, *Linealpacta*, Verzicht, Testamente und dergleichen dispositiones einander gemeinschaftlich zu machen, und ohne allen Hinterhalt vorzulegen, um deren Verstand und rechtliche Wirkung sowohl, als auch die übrige entgegenstehende Umstände mit und nebeneinander in reife Ueberlegung zu ziehen, auch die Mittel und Wege, im Fall zur gänzlichen Berichtigung unsers Vorhabens noch einige erforderlich seyn sollten, zu unterreden, als welches noch eine weitere vorläufige Zusammenkunft, und längere Zeit erfordert; so haben Wir Uns, um in diesem wichtigen Werke nichts ohne genügsame Vorbereitung zu übereilen, wegen der übrigen Unterhandlung auf solche Weiß verstanden, das dasselbe in zwey Theil abgesondert, und neben obigen Erläuterungen in Ansehung der *Acquisiten* derjenige Theil berichtigt werden solle, welchem keine sonderbare Verordnungen, und Anstände im Wege stehen.

3^{io} Da nun der Pavische Vertrag obverstandnermassen, schon vor sich selbst alle Erben, so hieran Theil nehmen, zur gleichmässigen Erb-Einigungs-Verpflichtung und Einschaltung ihrer *Acquisiten* verbindlich machet, und in beeden Häusern, nach ihrer ersten Abtheilung, unter denen sich noch weiters vermehrten Vintien zwar besondere Hausverträge, oder *Pacta linealia*, als nemlichen auf Seiten Pfalz Ao. 1357. und 1395. und auf Seiten Bayern Ao. 1349. 1353. und 1392. geschlossen worden, welche aber nicht nur gegen den erstern Haupt- und Stammvertrag zu Pavia nichts

enthalten, noch sonst von der Erbeinigung eine Ausnahme machen, sondern jenes
 altväterliche Hausgesetz vielmehr selbst zum Grund haben, und mit einerley Absicht
 gänzlichen erreichen, da vermög derselben einstimmigen Verordnung, und beständig
 behieltenen Observanz von den mannlichen Geschlechts-Linien eine nach der anderen
 die unbewegliche Güter, Land und Leute der vorabsterbenden, mit Ausschluß der
 Nächstgesetzten Töchter und übrigen Allodial-Erben an sich gebracht. Wie dann her-
 nach sämtliche Agnaten durch den Ao. 1490. wiederholten Unions-Tractat nicht un-
 deutlich zu erkennen gegeben, daß sie als sämtlich Erb-Verbrüderete Bluts-Verwandte
 an jenen sonderbahren Verträgen, auch überhaupt modo reciproco, gemeinschaftlichen
 Antheil nehmen, und durch den zu Cölln Ao. 1505. wegen dem Testament und Erb-
 schaft des Herzogs Georgens in Nieder-Bayern erfolgten Königlichen Spruch, die Alt-
 väterliche Stammgüter mit den neuern Acquisitis also untermischt, und miteinander
 vereinigt worden, daß dieser Unterschied von selbst hinweggefallen, und dadurch ab-
 gethan worden ist. Ingleichen da mehrmahlen sämtliche Agnaten bald darauf zu Nürn-
 berg den 15ten Merz 1524. in die bekannte Haus-Union und Erb-Einigung zusam-
 men getreten, und neben dem Paviischen Vertrag absonderlich denjenigen Theil- und
 Erbeinigungs-Brief, welchen die Herzoge in Bayern Ao. 1392. am Erichstag vor St.
 Catharine unter sich geschlossen, und in dieser Art der deutlichste ist, gemein-
 schaftlich zum Grund und allseitiger Verbindlichkeit angenommen, auch sich alle diese
 zusammengetragene Erbeinigungs-Pacta der Erneuerungs halben durch mehrfache
 Vidimus versichern lassen; also nehmen Wir hier gegenwärtig gar keinen Anstand,
 dieß unsre gemeinschaftliche Erbeinigungs-Verbindlichkeit nicht nur bis auf gedachte
 Zeiten, und auf sämtliche bis dahin mit unsern übrigen Stammväterlichen Gütern
 vereinigte Acquisita zu erstrecken: sondern nachdem sowohl die Pfalzgrafen in den
 Jahren 1545. 1551. und 1557. mit ihren besondern Pactis successoriis auf die vorige
 Art fürgeföhren, als auch Herzog Albrecht der V. in Bayern während denen, obver-
 standener massen, mit ihnen von Ao. 1552. bis 1563. gepflogenen Unterhandlungen
 auf einer durchgehends gemeinschaftliche Erbeinigungs-Erneuerung ohne alle Wider-
 rede und Ausnahm verstanden gewesen, von diesen Jahren an noch weiters, und zwar
 auf Seiten Bayern bis Ao. 1578. da nemlichen Herzog Albrecht V. kurz vor seinem
 Ende die von Kaiser Ferdinand I. bestätigte Primogenitur und Fidei-Commis-Con-
 stitution zurück gelassen und hierauf unter Herzog Wilhelm V. und Maximilian I.
 die Religions-Dissidia schon ihren Anfang genohmen haben, und auf Seiten Pfalz
 bis auf 1702. zu verlängern, in welchem Jahre wegen der Orleanischen Successions-
 Strittigkeit das Päpstliche Laudum erfolgt, und nach Zeugnis letzteren Acten Vor-
 wurfs nichts anzutreffen ist, so diesen terminum zu erwählen hinderlich scheinen könnte;
 daß also die bis dahin in beeden Häusern erworbene Lande, Herrschafte, und Besitzungen,
 mit den bonis avitis ohne Ausnahme consolidirt und unter der nemlichen Erbeinigungs-
 Verbindlichkeit unwiderruflich begriffen seyn sollen, als wann sie wirklich in dem Pa-
 viischen

viischen Vertrag mit Namen benamset wären; mit der weitem in Ansehung des ungleich bestimmten Zeit: Puncts beygefügtten Erläuterung, daß hierdurch von den übrigen späteren acquisitis eben noch nichts ausgenommen, sondern derselben vollständigen Untersuchung indessen nur bloß auf den zweiten Theil verschoben seyn solle.

4^{to}. Es mag sich aber wegen denen übrigen Acquisiten ein Anstand oder Zweifel hervorthun, oder nicht, wie der immer beschaffen ist, so gehet derselbe und der Vorbehalt der weiteren deliberation nur diejenige weibliche Descendenten, und Allodial-Erben an, deren Verzicht nicht hinlänglich zu seyn scheinen, und in Zweifel gezogen werden dörrften, ob dieselbe wegen dem vorbehaltenen leedigen An- und Ruckfall der unbeweglichen Allodial-Verlassenschaft nur auf den Abgang eines von beeden Häusern, oder nach deren gänzlichen Erlöschung auf Absterben samtllicher von Ludwig dem Strengen als gemeinsamen Stammvater herkommenden Agnaten zu verstehen sind, welches nemlichen bloß allein die vergangene Zeiten angeht, in welchen auf die Erläuterung der Verzicht eben keine Obacht getragen, sondern die Sache vielmehr bey dem Verstand des in beeden Häusern auf die letztere Art üblichen Herkommens gelassen worden ist, wohin: gegen Wir Uns für das künftige unterredet, und dahin entschlossen haben, wann auch zu Gunsten der weiblichen Descendenz durch vorgängige Dispositiones u. Testamenta, auf ein oder die andere Weiß vorgesehen worden wäre, daß sie nichts destoweniger quoad immobilia schuldig sind, und angehalten werden sollen hierauf insonderheit zu renunciren, und sich deßen so lang ein Männliches Sprossen von beeden Häusern übrig ist, ausdrücklichen zu begeben: damit also künftighin in denen Verzichten bey beeden Häusern eine mehrere Gleichheit beobachtet werde, so haben Wir Uns weiters unterredt, daß derjenige Auffatz, welchen samtlliche Agnaten in denen mit Herzog Albrecht V. in Bayern Ao. 1552. bis 1563. gepflogenen Erbeinigungs-Unterhandlungen bereits damals gutgeheissen haben, zur gemeinschaftlichen Verzichts-Formul angenommen und unwiderrüßlich beybehalten werden, folglich denen weiblichen Descendenten auf Abgang ein oder des andern Hauses kein ander Ausnahm und Vorbehalt, als die Allodia zu statten kommen, und unter denen letztern die Mobilien-Verlassenschaft: (außer dem Geschüz, und Munition, oder was Wir und Unsere Nachkommen von derselben für Land und Leut noch weiters auszudingten billig erachten) allein verstanden, und den Allodial-Erben, so bey dem voraussterbenden Haus den nächsten Zuspruch haben, mit und neben derjenigen Geld-Summa zugetheilt werden solle, welche Wir für dieselbe in Ansehung gedachter Beezicht und der bey beeden Häusern schon zum öftern erfolgt und beobachteten Vermittelungen per aversum zu bestimmen Vorhaben sind.

5^{to}. Wir haben Uns in gleichen wegen denen sonderbaren Reichslehen, so Wir neben Unsern übrigen Landen besitzen, und vom Römischen Reich sonderbar zu Lehen empfangen: in soweit unterredt, und verglichen, daß auch dieselbe in diesem Pacto mutuae successionis eingeschlossen, und ohne Unterschied darunter verstanden seyn sollen ob hernach Primus Acquirens die anfängliche investiturs-Briefe namentlich für beede Häuser und samtlliche Erbverbrüderete Agnaten oder nur überhaupt für seine



Erben und Nachkommen erhalten, und angesucht hat; wie Wir Uns dann beßen, so wohl nach dem eigentlichen Verstand gedachter Lehen-Briefe, als auch in Kraft der Kayserl. Wahl-Capitulation und nach der Gewohnheit der bey andern Altfürstlichen Häusern hergebrachten üblichen Observanz allerdings, doch dem Lehnsherrn im übrigen ohne allen Schaden und Abbruch, berechtiget zu seyn erachten.

Sollten aber gleichwohl einige Lehen-Stücke wirklichem darunter begriffen seyn, welche ausdrücklich nur einer Linie allein, mit Ausschluß der andern, durch die Belehnung zugebracht worden, oder die letztere mit glaubwürdigen Anzeigen dahin ausgedeutet werden können, oder wo *natura*, und *qualitas feudi*, diesem Unserm Vorhaben selbst in Wege steht: da machen Wir Uns anheischig, und versprechen einander auf das kräftigste alle Gelegenheit zu Hülfe zu nehmen, und zu allen Zeiten nach möglicher Thunlichkeit dahin zu verwenden, damit auch solche *feuda linealia vel impropria* durch besondere Verträge, und investitur-Briefe auf das gesammte Haus gebracht, und die reciprocirliche Lehenfolge gegen einander, wie in den übrigen *feudis avitis* versichert wird: da im übrigen die Belehnung mit gesammter Hand bey unsrer beeden Häusern keineswegs Herkommens ist, außer was in dem Westphälischen Friedens-Schluß wegen der Oberen Pfalz sonderbahr verordnet worden, so sollen dergleichen *investiturae simultaneae*, wie in der Kayserl. Wahl-Capitulation verordnet ist auch künftig nicht angesucht, sondern es dißfals bey dem alten Herkommen gelassen werden.

6^o. Betreffend die gemeinschaftliche Hülfe und Beystand in Fällen und Umständen, in welchen dieselbe einander zu leisten, auch die Art und Weiß, wie solches geschehen soll, schon vorhin bedungen worden ist; desgleichen die Beobachtung jenes freundschaftlichen Vernehmens belangend, welches fast in allen wichtigern Haus-Reichs- und Crais-Angelegenheiten, oder bey dergleichen vorkommenden Handlungen, mit auswärtigen Mächten, und andern Reichs-Mitständen zu Errichtung des gemeinschaftlichen Haus-Interesse erforderlich ist, und künftighin desto mehr beobachtet werden solle, als solches die wesentliche Verbindlichkeit der Unsern beeden Häuser angebohrnen Blutsfreundschaft, und Erbeinigung selbst mit sich bringt: dißfalls wollen Wir die in Annis 1724. 1728. 1734. 1746. und letzlichen Den — — — getroffenen Unions-Tractat, soweit einer durch den andern erläutert wird, gegenseitig bestättigt, und wiederholt haben. Dahero soll ein Theil, nach seinem besondern Nutzen, oder Vortheil allein mit des Andern Schaden oder Nachstand niemals trachten, sondern einander nach aller füglichem Thunlichkeit zu gleichen Aufnehmen und gleicher Beförderung, vorzüglich aber bey seinen Länden, Leuten, Herkommen, Freyheiten, Dignitäten, rechtlichen Ansprüchen, und guten Gewohnheiten allweg dabey bleiben, und an solch freundl. Väterlichen Willen und Bestreben sich weder durch ungleichen Schein, noch sonst durch widerwärtigen Eintrag abwendig machen lassen, minder dergleichen schädlichen und fremden Absichten oder auswärtigen

gen Andringungen ein Gehör geben, sondern im Falle ein erhebliches und billiges Bedenken vorhanden zu seyn scheint, solches einander sogleich selbst, ohne allen Hinterhalt, in Erwartung freundschaftlicher Gegen-Erklärung zu erkennen zu geben, und auf solche Weise in unverrückter Aufrichtigkeit und beständigen Wohlwollen verbleiben.

7to. Wie nun bereits oben erwähnt worden, soll gegenwärtig vorläufiger Tractat zwar nur den ersten Theil des vorhabenden Hauptvereinigungs-Vertrags ausmachen; doch hat es dabei den Verstand und Meynung, daß bey allen vorbezeichneten Puncten jetzt als dann, und dann als jetzt eine unwiderrufliche Verbindlichkeit seyn, und gleichviel gelten soll, als wann dieselbe dem Haupt-Vertrag schon wirklich einverleibt und alles andere zu Stand gebracht worden wäre, wie dann hiermit einander feyerlich versichert wird mit Untersuchung deren, nach gesetztem Ziel in beeden Häusern errichteten particular dispositionen ohne Zeitverlust weiters fortzuschreiten, um mit Gottes Verstande auch den übrigen Theil, folglich das ganze Werk ehestens zu Stand zu bringen.

Nymphenburg, den 6. Sept. 1766. und Schwetzingen, den 22. Sept. 1766.

No. 16.

R. Sigmunds Lehnbrief über Nieder-Bayern an H. Albrecht von Oesterreich 1426.

Sir Sigmund von Gottes Gnaden Römischer Kunig zu allen Zeiten, Merer des Reichs und zu Ungern, zu Boheim Dalmacien, Croacien te. Kunig bekennen und tun kund offenbar mit diesem Brief, allen die In sehen, oder hören lesen. Das für uns kommen ist der Hochgebohrn Albrecht Herzog zu Oesterreich und Marggrave zu Mähren, unser lieber Sun und Fürste, und hat uns demütlichen gebeten, daß wir Im sin Recht, das er an dem Niederland zu Bayern hat oder haben sol, zu verleihen und zu reichen gnediglich geruchten, des haben wir angesehen solch sin redlich und demütig Bete und auch betracht, nutz, getrew und willige Dienste, die uns der vorgenannt Herzog Albrecht oft williclich gethan hat, täglich tut und fürbaß tun sol und mag. Dorum mit wohlbedachtem Mute, gutem Räte Unser Fürsten und Getreuen und rechter wissen haben wir dem vorgenannten Albrechten sin Recht das er zu den vorgenannten Land in Niederbayern hat, oder haben soll, gnädiglich gericht und gelihen, reichen und leihen Im das von Römisch Kuniglicher Macht in kraft dieses Briefs so vil wie Im dann von Rechtwegen doran liben sollen oder mogen von Uns und dem Reiche mit sampt sinen Erben zu Lehen zu haben zu halten und des zu gebrauchen und zu genießen, als solcher Lehnrecht ist. Von allermänniglich ungehindert Doch uns und dem Reiche an Unsern und sußt allermänniglich an seinen Rechten unschädlich. Uns hat auch der vorgenannte Herzog Albrecht gewöhnliche Eide und Gelübde darauf gethan, alsdann eyner des Reichs Fürste



ste von solchen Lehen pflichtig ist zu tun. Mit Urkund dieß Briefs versiegelt mit unsern anhangenden Insiegel. Geben zu Wien nach Christs Geburt Vierzehnhundert Jahre und darnach in dem Sechs und Zwanzigsten Jahre an dem Sonntag Lätare in der Fasten Unser Reiche im Ungarischen zc. in dem Neun und dreyßigsten, des Römischen in dem Sechszehenden und des Boheimischen im Sechsten Jahre.

No. 17.

Leidigungs-Brief R. Siegmunds mit Herzog Albrecht von Oesterreich 1426.

Wir Sigmund von Gottes Gnaden Römischer Kunig zu allen Zeiten Merer des Reichs und zu Ungarn, zu Beheim, Dalmacien, Croacien zc. Kunig bekennen und tun kunt offenbar mit diesen Brief allen den die In sehen oder hören lesen. Sindtemahl Uns der allmächtige Got zu römischer kuniglicher Würdigkeit erhöht und damit miltichlich gezieret hat, dasselbe Reich zu verwesen und ob Wir andern Unsern und demselben Reiche besunders verbunden, unser Recht einzubringen und damit das Reich zu würdigen und seine Zugehörung zu erfordern. Wann nun von göttlichen Verhengnis das Niderland zu Niderbaiern nach redlichen und göttlichen Anfall an Uns und das heilig römische Reich kommen und geuallen ist und wann wir in demselben Land um deswilsen, daß wir dadurch oft gen deutschen Landen zu ziehen haben eyns solichen Verwesers bedürfen, an den Wir uns genzlich gelassen mögen. Und wenn Uns der Hochgebohrne Albrecht Herzog zu Oesterreich und Marggraf zu Mähren und unser lieber Sun und Fürst also gewant ist daß wir Im die Hochgebohrne Elisabeth Unser engene Tochter zu Gemahl gegeben haben und an den wir uns genzlich mögen verlassen, darumb mit wohl bedachtem Mute, guten Rathe und rechten Wissen sein wir mit dem vorgenannten Herzog Albrecht in soliche Leuding getreten als hernach begriffen ist. Zum ersten so wollen Wir desselben Lands Unser Lebtag seyn auch sein Lebtag die mit seinen pflegern zu besetzen. Daß dieselbe pfleger und hulden und globen getreu und gehorsam zu sein, auch soll der egenannt Herzog Albrecht unser lieber Sun aller Rent und Nuke desselben Lands geweldig seyn und die an unsern Stat einnehmen und die nach Unsern willen geheissen und wohlgefallen handeln. Wenn auch daz wir erben gewinnen Mannsgeschlecht, so soll dasselbe Land bey demselben unsern Erben Mannsgeschlecht bleiben, gewinnen wir aber nicht erben Mannsgeschlecht, do Got für sei, so sollen dieselben Lande Niderpanern ansterben, und erben auf die vorgenannt Hochgebohrn Elisabeth unser lieb Tochter Herzogin zu Oesterreich des vorgenannten Herzog Albrechts Gemahl und die soll alsodenn dieselben Land als Ir väterlich erbe und als eine rechte Erbsfrau mit samt Ihrem Erben, die Sy von Gottes Gnaden mit dem vorgenannten Herzog Albrecht gewinnen wird, die zu besizenynn zu haben und zu halten und davon einzunehmen und zu empfangen alle Rent Gult und Nuke. Doch daß die vorgenannt Elisabeth nicht

nicht Gewalt habe kein Stat oder Schloß zu vertun oder zu verkaufen on Ires vorgenannten Gemahls Herzog Albrechts wissen und willen. Doch so soll sy das vorgenannt Land ihr Lebtag lediclich haben, und der vorgenannt Herzog Albrecht soll sy in ganzer Gewehre und on alle Gedringniß desselben Landes behalten und lassen beleiben. Wenn sy aber abgieng, so sollen dieselben Lande in allem dem Rechte als sy den gehabt hat, an Ihre Erben geuallen; wäre auch daß Herzog Albrecht vorgenannt andere Erben mit einem andern Weib gewinne, die sollen mit unser vorgenannten lieben Tochter Erben und Erbes Erben die Sone wenn sein und leben dieweil sollen sy Herren des egenannt Landes sein. Es were denn dz sy alle abgiengen, so sollen und mögen erst des egenannten Herzog Albrechts Erben, die er mit einem andern Weib gewinne, das genannt Land erben haben und besizen. Auch soll sich Herzog Albrecht vorgenannt gen seiner vorgenannten Gemahl und unser lieben Tochter verschreiben und verbrießen, daß sy bey dem vorgenannten Land Ir lebtag gerulich lassen beleiben. Auch wollen wir daß der vorgenannt Herzog Albrecht Keynen Hauptmann Pfleger Biztum und Burggrauen nicht setzen, Es sey denn daß er unser vorgenannt lieben Tochter vormals fernerer geloben, und hulden solle, und desgleichen soll unsere Tochter vorgenannt auch wiederum tun, daß sy an unsers vorgenannten lieben Suns Herzog Albrecht willen oder wissen nymand hab zu setzen, oder zu entsetzen seine Lebtag. Wer auch daß sy nach Herzog Albrechten vorgenannten blieb, und hätt mit ihm nicht Erben, do auch Gott vor sey, so mag sy dennoch als oben geschrieben staat, das Land Nieder-Bayern mit allen Renten Ruzen und Zugehörungen halten und ynne haben. Wår auch daß wir on erben Mannes Geschlecht abgiengen, da Got vor sey und unser vorgenannt Tochter Frau Elisabeth auch on Erben verschied, und Ir Gemahl Herzog Albrecht vorgenannt im Leben belieb, so soll das vorgenannt Land Nieder Bayern lediclich und mit aller Herrlichkeit an den vorgenannt Herzog Albrechten und seine Erben geuallen, alles gesuerde allen Irrsal und allen Inntrag geistlich und weltlich ausgescheiden. Mit Urkund dieß briefs versiegelt mit Unserm Kuniglichen anhangenden Innsiegel. Geben zu Wien nach Christs Geburth Bierzehn hundert Jar und darnach in dem Sechs und zwanzigsten Jaren. am Donnerstag vor dem heiligen Palmtag. Unserer Reich des Ungarischen &c. in dem neun und dreyßigsten, des Römischen in dem Sechzehnden und des Bohemischen in dem Sechsten Jaren.

(L. S.)

Ad Mandatum domini regis.

Michael Propositus Boleslaviensis.

Daß vorstehende Abschrift mit dem in dem R. R. geh. Hauß-Archiv verwahrten Originale von Wort zu Wort vollkommen übereinstimme, bezeugt meine Hand und Pertschafts-Fertigung. Geschehen, den 13ten März 1778.

(L. S.)

Theodor Anton Trantler von Rosenthal,
R. R. würtlichen Hofrath und erster Geh.
Hauß-Archiv.

Convention Ihrer Majestät der Kayserin Königin von Ungarn
und Böhmen, mit des Herrn Churfürsten von der Pfalz
Durchlaucht. Wien, den 3. Januar 1778.

Dennach Ihre Kayserl. Königl. Apostolische Majestät und Ihre Churfürstl. Durchlaucht zu Pfalz nichts sehnlicher wünschen, als die Wolfarth und den Ruhestand des teutschen Reichs aufrecht zu erhalten, und daher all dasjenige sorgfältigst zu entfernen, was diesen patriotischen Gesinnungen entgegen stehen könnte; so haben Sie sich in dieser Absicht veranlaßt gesehen, bey dem sich ergebenden leidigen Fall, da das Churhaus Bayern in seinem Mannsstamm erloschen ist, wegen der Succession in die Bayerische Lande, in so weit sowohl das Churhaus Pfalz als auch das Erzhaus von Oesterreich Anspruch darauf zu haben vermeynen, in ein freundschaftliches Einverständniß zu treten, und sich über nachstehende Punkten verbindlich zu vergleichen.

Erstlich: Erklären Ihre Churfürstl. Durchlaucht von der Pfalz für sich, ihre Erben und alle ihre Nachfolger an der Chur auf das feyerlichste, den von Ihrer Kayserl. Königl. Apostol. Majestät und dem Erzhaus Oesterreich, vermög der von Kayser Sigmund dem Herzog Albrecht von Oesterreich ertheilten Belehnung gemachten Anspruch auf alle jede Bayerische Lande und Bezirke, vermög der Theilung von 1353. der Bayerische Herzog Johann besessen hat, als vollkommen gegründet anzuerkennen, doch mit dem Vorbehalt, daß es dem Churhaus Pfalz obliegen werde, bey sich ergebendem Zweifel über die Gränzen dieses Antheil documentirte Beweise vorzulegen.

Zweitens: Versprechen daher Ihre Churfürstl. Durchl. bey dem nunmehr erloschenen Wilhelminischen Mannsstamm, nicht nur ohne einige Hindernuß geschehen zu lassen, sondern auch aus allem Vermögen dazu behülflich zu seyn, daß diese Lande ohne alle Ausnahm von Seiten des Erzhauses von Oesterreich in wirklichen Besitz genommen werden mögen.

Drittens: Auf gleiche Weise versprechen auch Ihre Churfürstl. Durchl. von Pfalz für sich, ihre Erben und Nachfolger, daß die Herrschaft Mindelheim Ihre Kayserl. Kön. Apost. Maj. und Dero Erzhaus Oesterreich vermög darauf habender Expectanz und anderer rechtlicher Ansprüche frey, ungehindert, und ohne einiger unter was immer für einem Titel machender Anforderung zu fallen solle.

Viertens: Erklären Ihre Churfürstl. Durchl. den rechtsbeständigen Rückfall der Königl. Böhmischen Lehen in der Obern-Pfalz bey dem dormaligen Ausgang des Chur-Bayerischen Mannsstammes, zwar unter keinerley Vorwand widersprechen zu wollen, dennoch aber hoffen Dieselbe, daß Ihre K. K. Apost. Majestät zur weitem Ueberlassung dieser Lehen an das Churhaus Pfalz ex nova gratia auch
allein

allenfalls des dominii directi und superioritatis territorialis über solche Lehen gegen annehmliche Bedingnisse sich geneigt finden lassen dürften.

Fünftens: Hingegen geben Ihro K. K. Apost. Maj. für sich, Ihre Erben und Nachkommen die feyerlichste Zusage von sich, das Erb- und Lehenfolge-Recht Ihro Churfürstl. Durchl. und des gesammten Rudolphinischen Hauses in ganz Ober- und Nieder-Bayern, jedoch mit Ausschluß der obgedachten an Oesterreich zufallenden Distrikten aus dem Grund der Abstammung von dem Erwerber anerkennen, und zum Behuf des Churpfälzischen Successions-Rechts bey Kayser und Reich, oder wo sonst nöthig, nach aller Thunlichkeit sich verwenden zu wollen, und daher auch geschehen zu lassen, daß bey sich ergebendem Abgang des Churbayerischen Mannsstammes das Churhaus Pfalz von diesen Landen Besitz nehme.

Sechstens: Uebrigens behalten sich Ihro K. K. Apost. Maj. und Ihro Churf. Durchl. von Pfalz bevor, über einen Austausch entweder der Ihro Majestät und dem Erzhaus vergleichnermassen ohnstreitig zufallenden Distrikten oder des ganzen *Complexus* oder aber einiger Theile mit allmähligem Abzug des diesseitig richtig gestellten Antheils, nachdem es die beyderseitige Convenienz erheischen werde, einen weiteren Vergleich anzugehen.

Zu wahrer Urkund alles dessen sind zwey gleichlautende Exemplare verfertigt, und von beyderseits bevollmächtigten Ministris mit Vorbehalt allerhöchst und höchster Genehmigung, deren Beybringung und Auswechselung innerhalb 14. Tagen, von der Unterschreibung anzurechnen, oder noch ehender stipuliret wird, Kraft habender Vollmacht unterschrieben und mit den angebohrnen Insiegeln bekräftiget, und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen Wien, den 3. Jenner im 1778. Jahre.

Kauniz.

Ritter.

No. 19.

Vergleich des mutui constituti possessorii von den Churfürsten von Bayern und Pfalz, vom 19. Jun. 1774.

Von Gottes Gnaden Wir Maximilian Joseph, in Ober- und Nieder-Bayern, auch der Obern Pfalz Herzog, Pfalz-Grav bey Rhein, des Heil. Römischen Reichs Erztruchseß, und Churfürst, Landgraf zu Leuchtenberg ic. ic. und Von Gottes Gnaden Wir Carl Theodor, Pfalz-Grav bey Rhein, des Heil. Römischen Reichs Erzschatzmeister und Churfürst, in Bayern, zu Jülich, Cleve und Berg Herzog, Fürst zu Mörs, Marquis zu Bergens Dpzoom, Graf zu Veldenz, Spanheim, der Mark u. Ravensberg, Herr zu Ravensstein ic. ic.

Bekennen für Uns, und Unsere Erben, was gestalten Wir zu desto mehrern Feststellung Unserer im Jahr 1766. und 1771. erneuerter Haus-Union und Erbverbrüderung, wie auch des wirklichen Vollzugs derselben, und damit Casu eveniente ein Dritter mit anmaßlicher Possessions-Ergreifung das Prävenire zu spielen, desto minder im Stand seyn möchte, uns weiter mit einander dahin unterredet, und einverstanden haben, daß

imo. das Constitutum possessorium auf alle und jede in dem Pacto mutuae Successionis begriffene beyderseitige Lande, und Besitzthümer zusehends Uns selbst, und hiernächst auch allen darinnen eingeschlossenen Haus-Agnaten reciproce & eventualiter, jedoch dergestalten hiermit eingeräumt seyn solle, daß solches zwar contra quemcunque tertium die volle Wirkung einer Compoffession nach sich ziehen, jedoch kein pacificirender Theil dem andern annoch bey sein, oder seiner männlichen Descendenz Lebzeiten in dem freien Exercitio seiner Landes-Hoheits- oder andern Gerechtsamen unter diesem Vorwand Einhalt erzeugen, noch bis dahin einigen Gebrauch machen mag. Und weil auch



2do. der in Gottes Händen stehende Successions-Fall auf Unserer des Churfürstens von Bayern Seite dermalen nur auf ein paar Augen beruhet, mithin dieser von Gott zu verhütende Fall eine mehrere, und zeitlichere Vorsorge erfordert, so ist ferner zwischen Uns abgeredet, und beschloffen worden, alle jene Instrumenta, und Expeditiones, welche seiner Zeit auch zu Ergreifung der natürlichen und solitarischen Possession immer dienlich und nötig seyn mögten, ohne längern Verschub prepariren, und völlig zu Stande bringen zu lassen, sofort solche dahier in München dem Geheimen Raths-Canzlern, und Conferenz-Ministern Baron von Kreitmayer, mit der Instruction in die Verwahr zu übergeben, daß derselbe, sobald nur der Fall sich ereignet, die bis dahin in albo verbleibende Data zu ersetzen, und alles an seine Behörde in instanti mit möglichster Beschleunigung zu dirigiren haben solle.

Urkunde dessen ist gegenwärtiges Instrument in duplo hierüber errichtet, und einem jed dem compaciscirenden Theil ein Exemplar unter Unserer beyderseitiger Handunterschrift und Sigills Vordruckung zugestellet worden. München, den 19. Junii, 1774.

No. 20.

Nachdem Ihro K. K. Apostol. Majestät Allerhöchst-Dero wirklichen Cämmerer und Hofrath, Herrn Ludwig Freiherrn von und zu Lehrbach, zu dem Ende hieher abzuordnen geruhet haben, um die Urkunden einzusehen, auf welchen bey ein oder anderm Anstand der Beweis wegen der in Besiz genommenen Ortschaften und deren Gränzen beruhen mögte: So haben Se. Churfürstl. Durchl. einigen aus Dero Ministerio, mit Zuziehung des geheimen Archivarii, den Auftrag gemacht, zuvorderist den Straubingischen Theilbrief von 1353 nicht nur in Originali dem Herrn Abgeordneten vorlegen, sondern hievon eine beglaubte Abschrift nehmen zu lassen, und dies in dem vollkommenen Vertrauen, daß man jenseits auch den von Kayser Siegmund an Herzog Albrecht A. 1426 ertheilten Belehnungs-Brief auf gleiche Art zu communiciren um so mehr sich gefallen lassen werde, als diese beyde Urkunden bey der den 3ten Januar geschlossenen Convention zur Grundlage sind genommen worden, und als ein Anhang derselben betrachtet werden dürften.

Wenn sich nun bey Einsicht des Original-Briefes veroffenbahren wird, daß in demselben nachstehende Gerichter und Ortschaften, welche doch alle, dem Vernehmen nach, mit K. K. Troupen besetzt seyn sollen, nicht enthalten sind; als:

Jenseits der Donau,

das Gericht Niedenburg, mit dem dazu gehörigen Mautamt zu Regensburg; Altmanstein; Stadt am Hof; Weichs; Wetterfeld; Schwarzach; Zwiesel; Weisenstein; Regen; Diessenstein; Bernstein; Bergamt Bodenmeiß.

Und disseits der Donau.

das Gericht Abensperg; Rottenburg; Eckmühl; Leynsbach; Reisbach; Leonsberg; Osterhofen; Griesbach; und vielleicht noch andere, von welchen man sichere Nachrichten noch nicht hat erholen können.

So sezet man disseits auf die weltbekannte Billigkeits- und Gerechtigkeitsliebe Sr. K. K. Apostol. Majestät das stete Vertrauen und die zuversichtliche Hofnung, daß durch Einsicht des Theils-Briefs dieser Irrthum gehoben, und obgemeldte Distrikte Sr. Churfürstl. Durchlaucht vor allem wiederum eingeräumt werden wollen. Wobey man übrigens sich auch vorbehält, wegen denen im Theilbrief dem Namen nach zwar enthaltenen, aber nur mit gewissen bestimmten Gerechtigkeiten zur Straubingischen Erbschaft gewesenen Ortschaften, die nothwendige Erläuterungen derenfals geziemend mitzutheilen. München, den 22. März, 1778.

Table généalogique

OTT

OTTO

Duc de Bavière &

RUDOLPHE
Electeur Palatin & Souche
de la Maison Palatine
† 1319.

ADOLPHE
† 1327.

RUPERT II.
† 1398.

**ETIEN-
NE II.**
d'Ingol-
stadt.
† 1413.

Bayern
tende S
redet, i
auch zu
mögten
solche d
von Kr
nur der
an sein
llr
dem co
und S

Nacht
rat
geruhet
der Be
mögte:
des geh
brief vo
eine beg
man je
lehnung
als dies
sind gen
W
selben n
mit R.

Das Ge
stein; C
Dieffen

das Ge
hofen;
nicht ho
Se
R. R. 2
Einsicht
Churfür
übrigen
haltener
schaft g
zuteilen

2a
 Bayern
 tende S
 redet, i
 auch zu
 mögten
 solche d
 von Kr
 nur der
 an sein
 llr
 dem co
 und S

Nacht
 rat
 geruhet
 der Be
 mögte:
 des geh
 brief vo
 eine beg
 man je
 lehnung
 als dies
 find gen
 W
 selben n
 mit R.

das Ge
 stein; C
 Dieffen

das Ge
 hofen;
 nicht ha
 Sc
 R. R. 2
 Einsicht
 Chursün
 übrigen
 haltener
 schaft g
 zutheilen

Hertzberg, Ewald Friedrich von,

Exposé Des Motifs Qui Ont Engagé Sa Majesté Le Roi De Prusse A S'Opposer
Au Demembrement De La Bavière

[Erscheinungsort nicht ermittelbar] Juillet 1778

Regensburg, Staatliche Bibliothek -- 999/Bav.1358(1
urn:nbn:de:bvb:12-bsb11084268-7
VD18 90712749